

**CONSEIL COMMUNAL DU 31 MARS 2014**  
**GEMEENTERAAD VAN 31 MAART 2014**

**REGISTRE - REGISTER**

Présents Vincent De Wolf, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ;  
Aanwezig Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Françoise Carton de Wiart, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*;  
Christian Debaty, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.  
Excusés Laurent Vlemminckx, Rachid Madrane, Gisèle Mandaila, Virginie Taittinger, Marc Verontschuldigd Lemaire, Viviane Scholliers, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:20  
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:20

Madame Pardonge vote la première aux appels nominaux par ordre alphabétique.

Mevrouw Pardonge wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence des points 18 et 19, de la séance publique sont adoptés à l'unanimité.

De urgentie van de punten 18 en 19, van de openbare zitting worden met éénparigheid van stemmen aangenomen.

**31.03.2014/A/001 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24.02.2014 - Approbation**  
**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 24.02.2014 - Goedkeuring**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

**31.03.2014/A/002 Convention concernant la reconstruction de l'église Sainte-Gertrude sur la Place Van Meyel d'Etterbeek et l'aménagement de ladite place - Approbation.**  
**Overeenkomst betreffende de heropbouw van de kerk Sint-Gertrudis op de Meyelplein van Etterbeek en de inrichting van de plaats - Goedkeuring.**

Le Conseil communal,

Considérant que l'église Sainte Gertrude a été démolie en 1993 suite à un affouillement du sol;

Vu la demande d'autorisation introduite le 3 mai 2012 par la Fabrique au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'édification d'une église sur la partie arrière de la place Van Meyel à Etterbeek où se situait l'église Sainte-Gertrude avant sa démolition en 1993, en application de l'article 3 de l'Ordonnance du 29 juin 2006 portant diverses dispositions relatives aux cultes reconnus ;

Considérant qu'il est opportun que la Commune et la Fabrique d'église conviennent des modalités de la reconstruction de l'église et notamment du réaménagement et de l'entretien de la place, ainsi que des transferts de propriété de parcelles de terrain dans ce cadre;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi comunale;

DECIDE

d'approuver la convention reprise ci-dessous :

**CONVENTION**

**ENTRE** : La commune d'Etterbeek dont les bureaux sont établis avenue d'Auderghem, n°113/115 à 1040 Etterbeek,

Représentée aux fins des présentes par son Collège des bourgmestre et échevins, en la personne de son bourgmestre assisté de son secrétaire communal, agissant en exécution des décisions du [ ] du Conseil communal et du [ ] du Collège des bourgmestre et échevins,

Ci-après dénommée « La Commune »,

De première part,

**ET** : La Fabrique d'Eglise de la paroisse Sainte-Gertrude à Etterbeek dont le siège social est établi rue Sainte-Gertrude, n° 17 à 1040 Bruxelles,

Représentée aux fins des présentes par son président, Monsieur Baudouin Boone, et par son secrétaire, Monsieur Thomas Vanhalewyn,

Ci-après dénommée « la Fabrique »,

De seconde part,

\*\*\*

- Vu la demande d'autorisation introduite le 3 mai 2012 par la Fabrique au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'édification d'une église sur la partie arrière de la place Van Meyel à Etterbeek où se situait l'église Sainte-Gertrude avant sa démolition en 1993, en application de l'article 3 de l'Ordonnance du 29 juin 2006 portant diverses dispositions relatives aux cultes reconnus ;
- Vu que cette demande était accompagnée d'un plan de localisation de la future église, de la description du nouveau bâtiment projeté et d'un plan financier et budgétaire ;
- Vu la notification, à la même date, de cette demande à la Commune ;

#### Article 1

- La Fabrique, propriétaire du terrain cadastré Première division, Section A 329B – tel que figurant sur le plan ci-annexé – s'engage à céder à titre gratuit à la Commune la partie dudit terrain qui ne sera pas bâtie dans le cadre de la reconstruction de l'église, ni utilisée comme accès au nouvel édifice.
- La Commune, propriétaire de la parcelle figurant en mauve sur le plan ci-annexé s'engage à céder à titre gratuit à la Fabrique tout ou partie de cette parcelle qui sera bâtie dans le cadre de la reconstruction de l'église ou utilisée comme accès au nouvel édifice.
- Les parcelles ou parties de parcelle de terrain que la Fabrique et la Commune se céderont mutuellement seront délimitées par des plans de mesurage à établir aux frais de la Commune par un géomètre-expert à désigner conjointement par la Fabrique et la Commune, et ce dès que les plans de la nouvelle église et de son implantation seront définitivement arrêtés et dûment approuvés.
- Le transfert de jouissance et de propriété du terrain à céder à la Commune et le transfert de propriété du terrain à céder à la Fabrique interviendront à l'acte authentique de cession, à passer au plus tôt à la réception provisoire des travaux de construction de l'église et au plus tard dans les 2 mois de celle-ci.
- Le transfert de jouissance du terrain à céder à la Fabrique interviendra, quant à lui, dès que les plans de mesurage en question auront été établis.

#### Article 2

- En contrepartie de la cession à son profit, la Commune s'engage à réaménager l'ensemble des voiries et de l'espace vert servant de repos, de détente pour le public et de mise en valeur architecturale de la nouvelle église, sur la partie de la place Van Meyel qui ne sera pas bâtie à l'occasion de la construction de l'église ni utilisée comme accès au nouvel édifice.
- Outre les accès aisés pour les piétons, la Commune prévoira des accès (arrivée et départ) aux porches de l'église pour les voitures de cérémonie lors de funérailles, de mariages ou d'autres célébrations. Ces voitures pourront y stationner durant ces célébrations. En dehors de celles-ci, l'accès des voitures à proximité des porches sera interdit par des signaux d'interdiction d'accès complétés par des panneaux additionnels permettant l'accès et le stationnement aux véhicules de cérémonies.
- La Fabrique sera consultée par la Commune, tant pour l'aménagement des voiries et de l'espace vert que pour l'aménagement de ces accès et pour la disposition d'un parvis à la sortie de la nouvelle église. Elle pourra refuser tout aménagement qui lui semblerait inopportun, à charge pour elle de motiver un éventuel refus.

Dans ce cas, les représentants de la Fabrique et de la Commune se concerteront pour transiger.

La disposition générale du parc devra également être approuvée par la Fabrique et ne pourra être modifiée ultérieurement que moyennant son accord.

Les plantations d'arbres et arbustes seront telles que le clocher et le porche resteront bien visibles notamment dans l'axe de la rue Général Leman.

- La Commune assurera, en bon père de famille, également l'entretien, la réparation, la surveillance et la gestion des aménagements, en ce compris les soins nécessaires à apporter aux plantations.

Le choix des plantations (en tous cas des arbres à haute tige) se fera en concertation entre la Commune et la Fabrique d'Eglise, de manière à choisir des espèces dont la forme et la hauteur ne porteront pas préjudice au bâtiment érigé.

- La Commune ne pourra céder le terrain, ni édifier, placer ou tolérer aucun bâtiment, édifice, kiosque ou panneau publicitaire dans la zone verte, tout comme elle y interdira toute activité, au sens le plus large du terme, susceptible de créer un trouble de voisinage.

Elle y interdira toute activité bruyante durant l'exercice du culte dans l'église, et ce, sans préjudice du maintien de la plaine de jeu actuelle.

- Les travaux de réaménagement par la Commune pourront être entrepris dès que la réception provisoire des travaux de construction de l'église sera intervenue.

Le terrain cédé par la Fabrique – en ce compris les aménagements et équipements – retournera de plein droit dans le patrimoine de la Fabrique, à défaut pour la Commune de respecter ses engagements comme décrits ci-avant, sauf cas de force majeure dûment justifiée, et ce dans les 24 mois d'une mise en demeure adressée à cette fin par la Fabrique par sommation par voie d'huissier.

- La Commune s'engage également à résilier les contrats de location de parking dès l'obtention des permis relatifs à la construction de l'église.

#### Article 3

- La Commune s'engage unilatéralement et irrévocablement à consentir à la Fabrique – qui accepte cette promesse en se réservant expressément la faculté de lever ou non l'option – un droit de superficie sur le terrain faisant l'objet de la cession par la Fabrique, et ce en vue d'une extension éventuelle de l'église, à concurrence des besoins limités à l'extension, tout en préservant le plus possible le réaménagement des abords.
- Les demandes nécessaires en vue des travaux d'extension (dont les demandes de permis de bâtir) doivent être introduites dans un délai de maximum 2 ans à dater de la levée de l'option. Moyennant autorisations, les travaux seront entamés dans un délai de 2 ans de l'obtention des permis, faute de quoi la faculté d'extension deviendra caduque.
- L'option est non payante.
- L'option ne pourra être levée par la Fabrique avant le 31/12/2069 mais elle devra, à peine de déchéance, être levée au plus tard le 31/12/2072, et ce par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, la date de remise à la poste faisant foi.
- Pendant la durée de l'option, la Commune s'interdit de consentir à quiconque un droit réel ou d'hypothèque sur le terrain et d'en modifier les conditions d'occupation.
- Si l'option est dûment levée, le droit de superficie sera consenti à titre gratuit pour une durée de 50 ans.

#### Article 4

La présente convention annule et remplace – pour autant que de besoin – tous les accords généralement quelconques en relation avec la reconstruction de l'église.

#### Article 5

Dans l'hypothèse où l'une ou l'autre autorisation dans le cadre de la reconstruction de l'église ne serait pas obtenue, la responsabilité de la Fabrique ne pourra être engagée que si la Commune apporte la preuve que la Fabrique n'a pas respecté les principes de bonne administration et de diligence. Il est également précisé, en tant que de besoin et en confirmation de l'article 1<sup>er</sup>, al. 4, qu'à défaut de délivrance des dites autorisations, aucune cession de terrain n'interviendra.

## Article 6

Tout litige trouvant sa cause ou son occasion dans la présente convention sera soumis au droit belge et relèvera de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles statuant en langue française.

Fait à Bruxelles, le

en deux exemplaires, chacune des parties reconnaissant avoir reçu celui qui lui revient.

\_\_\_\_\_  
Pour la Commune,

\_\_\_\_\_  
Pour la Fabrique,

## Annexe

Plan

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

De gemeenteraad,

overwegende dat de Sint-Gertrudiskerk in 1993 afgebroken werd naar aanleiding van een grondverzakking;

gelet op de aanvraag die de kerkfabriek op 3 mei 2012 ingediend heeft bij de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering om een kerk te bouwen op het achterste gedeelte van het Van Meyelplein in Etterbeek, waar vroeger de Sint-Gertrudiskerk stond voordat deze afgebroken werd in 1993, in toepassing van artikel 3 van de ordonnantie van 29 juni 2006 houdende diverse bepalingen betreffende de erkende erediensten;

overwegende dat het wenselijk is dat de gemeente en de kerkfabriek de modaliteiten voor de heropbouw van de kerk overeenkomen, meer bepaald voor de heraanleg en het onderhoud van het plein evenals de eigendomsoverdrachten in dit kader;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST**

de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

## OVEREENKOMST

**TUSSEN:** de gemeente Etterbeek, met zetel in de Oudergemlaan 113/115 in 1040 Etterbeek,

hier vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in de persoon van de burgemeester, die bijgestaan wordt door zijn gemeentesecretaris, die optreedt bij uitvoering van de beslissingen van de [] van de gemeenteraad en van [] van het college van burgemeester en schepenen,

hierna 'de gemeente' genoemd,

enerzijds,

**EN:** de kerkfabriek van de Sint-Gertrudisparochie in Etterbeek met maatschappelijke zetel in de Sint-Geertruidestraat 17 in 1040 Brussel,

hier vertegenwoordigd door haar voorzitter, de heer Baudouin Boone, en door haar secretaris, de heer Thomas Vanhalewyn.

hierna de 'kerkfabriek' genoemd,

anderzijds,

\*\*\*

- gelet op de vergunningsaanvraag die op 31 mei 2012 door de kerkfabriek ingediend werd de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering voor de bouw van een kerk op het achterste gedeelte van het Van Meyelplein in Etterbeek, waar voordien de Sint-Gertrudiskerk stond die afgebroken werd in 1993, bij toepassing van artikel 3 van de ordonnantie van 29 juni 2006 houdende diverse bepalingen betreffende de erkende erediensten ;
- overwegende dat deze aanvraag vergezeld was van een liggingplan van de toekomstige kerk, de beschrijving van het nieuwe geplande gebouw en een financieel en budgettair plan;
- gelet op de kennisgeving van deze aanvraag aan de gemeente op dezelfde datum;

## Artikel 1

- De kerkfabriek, eigenaar van het terrein, opgenomen in het kadaster in de eerste afdeling, sectie A 329B – zoals weergegeven op het bijgevoegde plan – verbindt zich ertoe het gedeelte van het terrein dat niet bebouwd zal worden bij de heropbouw van de kerk, noch gebruikt zal worden als toegang tot het nieuwe gebouw, gratis af te staan aan de gemeente.
- De gemeente, eigenares van het perceel aangeduid in het paars op het bijgevoegde plan, verbindt zich ertoe het hele of een deel van dit terrein dat bebouwd zal worden in het kader van de heropbouw van de kerk of gebruikt zal worden als toegang tot het nieuwe gebouw, gratis af te staan aan de kerkfabriek.
- De terreinen of delen van de terreinen die de kerkfabriek en de gemeente aan elkaar zullen afstaan worden afgebakend door de opmetingsplannen. Deze worden opgesteld op kosten van de gemeente door een landmeter-expert die gezamenlijk aangesteld wordt door de kerkfabriek en de gemeente, zodra de plannen van de nieuwe kerk en haar inplanting definitief vastgelegd en goedgekeurd zijn.
- De overdracht van het genot en de eigendom van het terrein dat afgestaan wordt aan de gemeente en de overdracht van de eigendom van het terrein dat afgestaan wordt aan de kerkfabriek vinden plaats bij het verlijden van de authentieke overdrachtsakte, wat ten vroegste zal gebeuren bij de voorlopige oplevering van de bouwwerken van de kerk en ten laatste binnen de twee maanden na de voorlopige oplevering.
- De genotsoverdracht van het aan de kerkfabriek over te dragen terrein vindt op zijn beurt plaats zodra de betrokken opmetingsplannen opgesteld zijn.

## Artikel 2

- In ruil voor de overdracht in haar voordeel verbindt de gemeente zich ertoe om alle rijwegen en de groene ruimte die dienst doet als rust- en ontspanningszone voor het

publiek en de nieuwe kerk architecturaal tot haar recht doet komen, hieraan te leggen op het gedeelte van het Van Meyelplein dat niet bebouwd wordt bij de bouw van de kerk noch gebruikt wordt als toegang tot het nieuwe gebouw.

- Naast comfortabele toegangswegen voor voetgangers zal de gemeente een toegangsweg aanleggen die aankomt en vertrekt aan het portaal van de kerk. Deze is bedoeld voor ceremoniële wagens tijdens begrafenissen, huwelijken of andere vieringen, die er mogen parkeren voor de duur van deze vieringen. Buiten deze momenten wordt de toegang tot de omgeving van het portaal verboden aan voertuigen. Dit wordt aangeduid met verkeersborden 'verboden toegang', aangevuld met bijkomende borden die toelating geven aan ceremoniewagens om de toegangsweg te gebruiken en er te parkeren.
- De gemeente zal de kerkfabriek raadplegen, zowel voor de aanleg van de rijwegen en de groene zone, als voor de aanleg van deze toegangswegen en de ligging van een voorplein aan de uitgang van de nieuwe kerk. Ze kan elke ongewenste ingreep weigeren, op voorwaarde dat zij een eventuele weigering met redenen omkleedt.

In een dergelijk geval dienen de vertegenwoordigers van de kerkfabriek en de gemeente in gezamenlijk overleg een beslissing te nemen.

De algemene ligging van het park moet ook goedgekeurd worden door de kerkfabriek en kan enkel achteraf geweigerd worden met haar instemming.

De bomen en struiken worden zodanig aangeplant dat de kloktoren en het portaal goed zichtbaar blijven, vooral dan vanaf de as van de Generaal Lemanstraat.

De gemeente staat als goede huisvader in voor het onderhoud, de herstelling, het toezicht en het beheer van de ingrepen, met inbegrip van de nodige zorgen voor de aanplantingen.

De keuze van de aanplantingen (in elk geval hoogstammige bomen) verloopt in overleg tussen de gemeente en de kerkfabriek, zodat de vorm en hoogte van te kiezen boomsoorten geen afbreuk zullen doen aan het opgerichte gebouw.

- De gemeente kan het terrein niet overdragen, noch in de groene zone een gebouw, kiosk of reclamebord oprichten, plaatsen of toestaan, en zal alle activiteiten in de ruime zin van het woord die tot burenhinder zouden kunnen leiden, verbieden.

Ze zal er alle lawaaierige activiteiten verbieden tijdens de eredienst in de kerk zonder afbreuk te doen aan het behoud van het huidige speelterrein.

- De heraanleg door de gemeente kan van start gaan na de voorlopige oplevering van de bouwwerken van de kerk.

Het terrein dat overgedragen wordt door de kerkfabriek, met inbegrip van de ingrepen en voorzieningen – worden van rechtswege weer opgenomen in het patrimonium van de kerkfabriek indien de gemeente haar bovenvermelde verbintenissen niet nakomt, behalve in geval van een naar behoren gerechtvaardigd geval van overmacht, en dit binnen de 24 maanden na een ingebrekestelling die de kerkfabriek hiertoe verzendt bij deurwaardersexploot.

De gemeente verbindt zich er ook toe om de huurcontracten van de parkeerplaatsen op te zeggen zodra de vergunningen voor de bouw van de kerk verkregen zijn.

### **Artikel 3**

- De gemeente verbindt zich er eenzijdig en onherroepelijk toe om de kerkfabriek – die deze belofte aanvaardt en zich uitdrukkelijk de mogelijkheid voorbehoudt om de optie uit te oefenen – een recht van opstal te verlenen op het terrein dat overgedragen wordt door de kerkfabriek. De gemeente verleent dit recht met het oog op een eventuele uitbreiding van de kerk, zij het enkel in de mate dat dit nodig is voor de uitbreiding van de kerk. De aanleg van de omgeving dient hierbij zo veel mogelijk behouden te worden.
- De aanvragen die nodig zijn voor de uitbreidingswerken (waaronder de bouwvergunningen) moeten ingediend worden binnen een maximale termijn van 2 jaar vanaf de uitoefening van de optie. Mits de nodige vergunningen verkregen worden zullen de werken gestart worden binnen de twee jaar na het verkrijgen van de vergunning, zo niet vervalt de mogelijkheid tot uitbreiding.
- Er dient niet betaald te worden om de optie uit te oefenen.
- De kerkfabriek kan de optie niet uitoefenen voor 21 december 2069 maar zal, op straffe van verval, ten laatste op 31 december 2072 uitgeoefend worden, en dit via per post aangetekende brief tegen ontvangstbewijs. De datum van overhandiging aan de post geldt als bewijs.
- Tijdens de duur van de optie, zal de gemeente aan niemand een zakelijk of hypotheekrecht op het terrein kunnen verlenen noch de gebruiksvoorwaarden ervan wijzigen.
- Indien de optie naar behoren uitgeoefend wordt, wordt het recht van opstal gratis verleend voor een duur van 50 jaar.

### **Artikel 4**

Deze overeenkomst annuleert en vervangt – voor zover dit nodig is – alle overeenkomsten in het algemeen met betrekking tot de heropbouw van de kerk.

### **Artikel 5**

Indien een of andere vergunning voor de heropbouw van de kerk niet verkregen wordt, kan de kerkfabriek enkel aansprakelijk gesteld worden indien de gemeente het bewijs levert dat de kerkfabriek de beginselen van goed bestuur en zorgvuldigheid niet nageleefd heeft. Er wordt op gewezen dat er, in voorkomend geval en ter bevestiging van artikel 1, lid 4, geen enkele overdracht van terrein zal plaatsvinden indien de voormelde vergunningen niet verkregen zijn.

### **Artikel 6**

Elk geschil veroorzaakt door of met betrekking tot deze overeenkomst wordt geregeld door het Belgisch recht en valt onder de exclusieve beslissingbevoegdheid van de rechtbanken van Brussel die uitspraak doen in het Frans.

Opgemaakt in tweevoud in Brussel op \_\_\_\_\_, waarvan elke partij erkent een exemplaar ontvangen te hebben.

\_\_\_\_\_  
Namens de gemeente,

\_\_\_\_\_  
Namens de kerkfabriek,

### **Bijlage**

Plan

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Vu la demande d'autorisation introduite le 3 mai 2012 par la Fabrique au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'édification d'une église sur la partie arrière de la place Van Meyel à Etterbeek où se situait l'église Sainte-Gertrude avant sa démolition en 1993, en application de l'article 3 de l'Ordonnance du 29 juin 2006 portant diverses dispositions relatives aux cultes reconnus ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.07.2012 invitant la Commune à soumettre la demande à l'avis du Conseil communal;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a estimé, pour des raisons déontologiques, préférable de soumettre le projet au Conseil communal qui serait installé après les élections communales;

Vu la convention adoptée en cette même séance réglant les modalités de la reconstruction de l'église et notamment du réaménagement et de l'entretien de la place, ainsi que des transferts de propriété de parcelles de terrain dans ce cadre;

Considérant que la Fabrique d'église envisage de construire, sur la partie arrière de la Place Van Meyel, une église de 200 places comprenant une chapelle de 50 places, pour une superficie de 1582 m<sup>2</sup>; que seule une partie du terrain sur lequel se trouvait l'ancienne église est comprise dans le projet;

Considérant que le projet permet un aménagement de la place équilibré, tant pour les paroissiens que pour les riverains et les usagers de la place;

Considérant que le plan financier indique qu'il ne sera pas fait appel à l'aide des communes pour la réalisation des travaux; que l'entretien de l'édifice incombera à la Fabrique;

Vu l'article 3 de l'ordonnance du 29 juin 2006 portant diverses dispositions relatives aux cultes reconnus;

#### DECIDE

de rendre un avis favorable sur le projet de reconstruction de l'église Sainte Gertrude sur la Place Van Meyel tel que décrit dans la demande d'autorisation introduite par la Fabrique d'église auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, sous réserve de la signature, par les deux parties, de la convention réglant les modalités de reconstruction de l'église, de réaménagement et d'entretien de la place adoptée par le Conseil communal en cette même séance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

overwegende dat de Sint-Gertrudiskerk afgebroken werd in 1993 naar aanleiding van een grondverzakking;

gelet op de aanvraag die de kerkfabriek op 3 mei 2012 ingediend heeft bij de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering om een kerk te bouwen op het achterste gedeelte van het Van Meyelplein in Etterbeek, waar vroeger de Sint-Gertrudiskerk stond voordat deze afgebroken werd in 1993, in toepassing van artikel 3 van de ordonnantie van 29 juni 2006 houdende diverse bepalingen betreffende de erkende erediensten ;

gelet op de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 juli 2012 waarin ze de gemeente verzoekt om de aanvraag ter advies voor te leggen aan de gemeenteraad;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen om deontologische redenen van mening was dat het de voorkeur verdiende om het project voor te leggen aan de gemeenteraad die na de gemeenteverkiezingen geïnstalleerd zou worden;

gelet op de overeenkomst die in dezelfde zitting goedgekeurd werd, die de modaliteiten van de heropbouw van de kerk regelt, waaronder de heraanleg en het onderhoud van het plein, evenals de eigendomsoverdrachten van de terreinen in dit kader;

overwegende dat de kerkfabriek van plan is om op het achterste gedeelte van het Van Meyelplein een kerk te bouwen met een capaciteit van 200 plaatsen, waaronder een kapel van 50 plaatsen, met een oppervlakte van 1582 m<sup>2</sup> ; dat dit project slechts een gedeelte van het terrein van de voormalige kerk beslaat;

overwegende dat het project het mogelijk maakt om het plein op een evenwichtige wijze heraan te leggen, zowel voor de parochianen als voor de buurtbewoners en de gebruikers van het plein;

overwegende dat het financieel plan vermeldt dat er geen beroep gedaan wordt op de gemeente voor de uitvoering van de werken; dat de kerkfabriek zal instaan voor het onderhoud van het gebouw;

gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 29 juni 2006 houdende diverse bepalingen betreffende de erkende erediensten;

#### BESLIST

een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot het project voor de heropbouw van de Sint-Gertrudiskerk op het Van Meyelplein zoals beschreven in de vergunningsaanvraag die de kerkfabriek ingediend heeft bij de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering, op voorwaarde dat beide partijen de overeenkomst houdende de heropbouwmodaliteiten, goedgekeurd door de gemeenteraad in dezelfde zitting, ondertekenen .

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

## het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

Le Conseil,

Considérant qu'à Bruxelles, le logement, de par sa grande densité, est le principal responsable des émissions de CO2 ;

Considérant que le Conseil communal a approuvé le Plan d'action de l'A21L en date du 29 novembre 2010, reprenant l'axe 11 'Energie' visant entre autre à accroître la part des sources d'énergie renouvelables dans le bilan énergétique global et à sensibiliser la population à la réduction de la consommation d'énergie ;

Considérant les primes incitatives accordées par Bruxelles Environnement - Institut bruxellois de gestion de l'environnement (ci-après IBGE) en vue d'encourager les installations permettant la réduction de la consommation d'énergie ;

Considérant que depuis janvier 2012, les installations en vue d'économiser l'énergie ne sont plus déductibles fiscalement, que la législation des primes régionales est chaque année renforcée et qu'il nous semble opportun de mettre tout en œuvre pour inciter les citoyens à investir dans cette voie ;

Considérant que des primes 'Energie' ont été octroyées par la commune pour l'installation de chauffe-eau solaires, de panneaux photovoltaïques et de toitures vertes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 31 mars 2010 ainsi que pour l'audit énergétique, les chaudières et le chauffe-eau solaire entre le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et le 31 décembre 2013 ;

Considérant que les services communaux sont régulièrement sollicités pour l'obtention de primes communales 'Energie' et que, sur avis et proposition de l'asbl Habitat & Rénovation, il serait utile de renouveler les primes pour l'audit énergétique, la chaudière (chauffage performant) et le chauffe-eau solaire et d'ajouter un incitant supplémentaire pour l'isolation du toit ;

Considérant que le Collège a marqué un accord de principe pour la mise en place de ces primes en date du 20 février 2014;

Attendu qu'un crédit de 15.000 € est prévu à l'article 922/331-01 du budget 2014 de la politique du logement pour faire face entre autres à ces dépenses ;

Attendu qu'un crédit sera proposé, pour faire face à ces dépenses, à l'article 922/331-01 aux budgets 2015 et 2016 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

### ARRETE :

Le règlement communal relatif à l'attribution de primes 'Energie' pour l'audit énergétique, la chaudière (chauffage performant), le chauffe-eau solaire et l'isolation du toit qui s'énonce comme suit :

### REGLEMENT RELATIF A L'OCTROI DE PRIMES COMMUNALES POUR L'AUDIT ENERGETIQUE, LA CHAUDIERE (CHAUFFAGE PERFORMANT), LE CHAUFFE-EAU SOLAIRE ET L'ISOLATION DU TOIT POUR DES HABITATIONS SITUÉES SUR LE TERRITOIRE D'ETTERBEEK

#### Article 1

Dans les limites des crédits prévus annuellement à l'article 922/331-01 de la politique du logement, le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek peut accorder des primes pour encourager les installations permettant de faire des économies d'énergie dans des logements situés sur le territoire de la commune.

#### Article 2

Il est octroyé une prime communale complémentaire à quatre primes "Energie" accordées par l'IBGE selon le pourcentage suivant :

Prime communale n°1 concernant l'audit énergétique = 50% de la prime A1 régionale

Prime communale n°2 concernant la chaudière (chauffage performant) = 20% de la prime C1 régionale

Prime communale n°3 concernant le chauffe-eau solaire = 10% de la prime D1 régionale

Prime communale n°4 concernant l'isolation du toit = 10% de la prime B1 régionale (plafonné à 150€ pour un logement individuel et 500€ pour des logements multiples ou mixtes).

#### Article 3

Les quatre primes communales peuvent être cumulées avec un maximum de 500 € par logement individuel et par personne physique et avec un maximum de 3.000€ dans le cas de logements multiples ou mixtes.

#### Article 4

La prime peut être cumulée à d'autres aides financières publiques, à condition que le montant des aides cumulées ne dépasse pas le coût des travaux. Si le montant des aides cumulées dépasse le coût des travaux, la prime n'est accordée qu'à concurrence du montant nécessaire au remboursement des travaux à 100%.

La prime est octroyée à la personne physique qui met en œuvre les installations. Cette personne doit être titulaire d'un droit réel sur le bien concerné (propriétaire, copropriétaire, superficière, usufruitier, emphytéote ainsi que les locataires ayant un bail locatif enregistré et pour autant qu'ils soient domiciliés dans ladite habitation).

#### Article 5

1. La prime communale est obligatoirement cumulative à une prime attribuée par la Région via l'IBGE. Elle ne peut donc être accordée que sur présentation préalable de la preuve de l'obtention d'une prime auprès de l'IBGE.

2. La demande de prime doit être introduite 4 mois maximum après la date de réception de l'attestation d'accord de l'IBGE et au maximum le 30 juin 2016 auprès de l'administration communale (cachet de la poste faisant foi). Le demandeur de la prime communale doit être la même personne que le demandeur de la prime de l'IBGE.

3. Les travaux pris en compte sont ceux réalisés durant les années 2014 et 2015 (facturation en 2014 et en 2015).

4. La demande de prime devra être adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins sur base du formulaire joint en annexe qui devra être dûment rempli et signé par le demandeur et être accompagné des documents suivants :

– copie du courrier d'attestation d'octroi de la prime par l'IBGE ;

– copie de la carte d'identité du demandeur. Pour les cartes d'identité électroniques, copie papier des informations reprises sur la puce ;

– copie des différentes factures relatives à l'installation et les preuves de paiement correspondantes ;

5. Les travaux sont exécutés par un professionnel, dans les règles de l'art et le respect des normes en vigueur, notamment en matière d'urbanisme et d'environnement. Tous les travaux doivent être réalisés par un entrepreneur enregistré.

Le bénéficiaire autorise la Commune d'Etterbeek à faire procéder sur place aux éventuelles vérifications utiles.

#### Article 6

La prime sera liquidée en une seule fois, directement au demandeur, après que le Collège des Bourgmestre et Echevins en ait décidé l'octroi, compte tenu de la limite fixée dans le budget communal.

Au cas où le nombre de demandes excéderait le budget disponible pour l'année, la date de l'introduction du dossier complet servirait de critère d'attribution.

En cas d'épuisement des budgets réservés, la commune s'engage à en informer la population de manière la plus adéquate.

#### Article 7

Le demandeur déclare avoir pris connaissance du règlement et marque son accord avec celui-ci.

Au cas où les dispositions ci-avant devaient être interprétées ou appliquées à des cas non prévus explicitement, le Collège des Bourgmestre et Echevins est seul compétent pour trancher en la matière.

#### Article 8

Le présent règlement entre en vigueur à partir du 1er janvier 2014 et est valable jusqu'au 30 juin 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

De gemeenteraad,

Overwegende dat woningen in Brussel wegens de grote dichtheid de hoofdverantwoordelijke zijn van de CO2-uitstoot;

overwegende dat de gemeenteraad op 29 november 2010 het actieplan van de LA21 goedgekeurd heeft, dat de as 11 'Energie' omvat, die onder andere gericht is op het verhogen van het aandeel hernieuwbare energieën in de globale energiebalans en op het sensibiliseren van de bevolking voor energiebesparing;

gelet op de stimulerende premies toegekend door Leefmilieu Brussel – Brussels instituut voor Milieubeheer (hierna BIM genoemd) die energiebesparende ingrepen aanmoedigen;

overwegende dat energiebesparende ingrepen sinds januari 2012 niet meer fiscaal aftrekbaar zijn; dat de wetgeving inzake regionale premies versterkt werd in 2010; en dat het ons opportuun lijkt om alles in het werk stellen om burgers ertoe aan te sporen hierin te investeren;

overwegende dat de gemeente tussen 1 januari 2008 en 31 maart 2010 energiepremie toegekend heeft voor de installatie van zonneboilers, zonnepanelen en groendaken, evenals voor energieaudits, verwarmingsketels en zonneboilers tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013;

overwegende dat de gemeentediensten regelmatig de vraag krijgen of de gemeente energiepremie uitreikt en dat het volgens het advies van Habitat & Rénovation en naar aanleiding van de raadpleging en het gunstige advies van de Adviesraad voor Duurzame Ontwikkeling, nuttig zou zijn om de premies voor energieaudits, verwarmingsketels (efficiënt verwarmen) en de zonneboiler en om er een bijkomende stimulans aan toe te voegen voor dakisolatie;

overwegende dat het college een principeakkoord gesloten heeft om deze premies weer in te voeren op 20 februari 2014;

overwegende dat er in artikel 922/331-01 van de begroting 2014 voor huisvestingsbeleid een krediet van € 15.000 opgenomen wordt onder andere deze uitgaven te kunnen financieren;

overwegende dat er om deze uitgaven te bekostigen een krediet wordt voorgesteld in artikel 922/331-01 in de begrotingen 2015 en 2016;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

VERORDENT:

het gemeentereglement betreffende de toekenning van energiepremie voor een energieaudit, verwarmingsketels (efficiënt verwarmen), zonneboilers en dakisolatie. Dit reglement luidt als volgt:

**REGLEMENT VOOR DE TOEKENNING VAN ENERGIEPREMIES VOOR EEN ENERGIEAUDIT, VERWARMINGSKETELS (EFFICIËNT VERWARMEN), ZONNEBOILERS EN DAKISOLATIE VOOR WONINGEN GELEGEN OP HET GRONDGEBIED VAN DE GEMEENTE ETTERBEEK.**

#### Artikel 1

Binnen de perken van de kredieten die jaarlijks vastgelegd worden in artikel 922/331-01 van het huisvestingsbeleid, kan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek premies toekennen om het gebruik aan te moedigen van energiebesparende installaties in de woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente.

#### Artikel 2

Er wordt een premie toegekend ter aanvulling op vier energiepremie van het BIM volgens de volgende percentages:

- gemeentelijke premie nr. 1: energieaudit = 50% van de gewestelijke premie A1
- gemeentelijke premie nr. 2: verwarmingsketel (efficiënt verwarmen) = 20% van de gewestelijke premie C1
- premie nr. 3: zonneboiler = 10% van de regionale premie D1
- premie nr. 4: dakisolatie = 10% van de gewestelijke premie B1 (met een maximum van € 150 voor een individuele woning en € voor meervoudige of gemengde woningen).

#### Artikel 3

De vier gemeentelijke premies kunnen gecumuleerd worden, met een maximum van € 500,00 per individuele woning per natuurlijk persoon, met een maximum van € 3000 voor meervoudige of gemengde woningen.

#### Artikel 4

De premies zijn cumuleerbaar met andere openbare financiële steunmaatregelen, op voorwaarde dat het gecumuleerd bedrag van de steun niet hoger ligt dan de kostprijs van de werken. Als het gecumuleerd bedrag van de steunmaatregelen de kostprijs van de werken overschrijdt, dan wordt de premie slechts uitgereikt voor een bedrag ten belope van het bedrag dat nodig is om de kosten van de werken voor 100% terug te betalen.

De premie wordt toegekend aan de natuurlijke persoon die de ingrepen laat uitvoeren. Deze persoon moet houder zijn van een zakelijk recht op het goed in kwestie (eigenaar, mede-eigenaar, opstalhouder, vruchtgebruiker, erfpachthouder, evenals de huurders die een geregistreerd huurcontract hebben en op voorwaarde dat ze gedomicilieerd zijn in de woning).

#### Artikel 5

1. De gemeentelijke premie moet verplicht gecumuleerd worden met een premie die door het Gewest is toegekend via het BIM. Ze kan daarom enkel toegekend worden op vertoon vooraf van het bewijs dat de gewestelijke premie bij het BIM verkregen werd.

2. De premieaanvraag moet ten laatste 4 maanden na de datum waarop het goedkeuringsattest van het BIM ontvangen werd en ten laatste op 30 juni 2016 bij het gemeentebestuur ingediend worden (poststempel geldt als bewijs). De aanvrager van de gemeentelijke premie moet dezelfde persoon zijn als de aanvrager van de BIM-premie.

3. De werkzaamheden die in aanmerking komen voor een premie, moeten plaatsvinden in het jaar 2014 en 2015 (gefactureerd in 2014 en 2015).

4. De premieaanvraag moet schriftelijk gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen. Hiervoor moet men gebruik maken van het bijgevoegde formulier, dat ingevuld en ondertekend moet worden door de aanvrager, en vergezeld moet zijn van de volgende documenten:

- kopie van de brief met het premieattest van het BIM;
- kopie van de identiteitskaart van de aanvrager; voor elektronische identiteitskaarten: papieren kopie van de gegevens die zich op de chip bevinden;
- kopie van de verschillende facturen met betrekking tot de installatie en de bijbehorende betalingsbewijzen.

5. De werken moeten uitgevoerd worden door een professional volgens de regels van de kunst en met naleving van de geldende normen, vooral inzake stedenbouw en leefmilieu. Alle werken moeten uitgevoerd worden door een geregistreerd aannemer. De begunstigde geeft de gemeente Etterbeek toestemming om ter plaatse alle nodige controles te laten uitvoeren.

#### Artikel 6

De premie wordt in één keer en rechtstreeks aan de aanvrager uitbetaald, na goedkeuring van de toekenning door het college van burgemeester en schepenen en rekening houdend met de limiet die is vastgelegd in de gemeentebegroting.

Indien het aantal aanvragen het beschikbare budget voor het jaar overschrijdt, fungeert de datum van indiening van het volledige dossier als toekenningscriterium.

Indien de gereserveerde budgetten uitgeput zijn, verbindt de gemeente zich ertoe de bevolking hierover op de meest geschikte manier te informeren.

#### Artikel 7

De aanvrager verklaart kennis te hebben genomen van het reglement, en verklaart zich hiermee akkoord. Indien de voorafgaande bepalingen geïnterpreteerd of toegepast moeten worden in niet uitdrukkelijk voorziene gevallen, is enkel het college van burgemeester en schepenen bevoegd om hierover een beslissing te nemen.

#### Artikel 8

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2014 en is geldig t/m 31 december 2016.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Le Conseil Communal,

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux Communes dans le cadre d'un contrat de mobilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise "qu'il appartient aux Communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important";

Considérant que la Région Bruxelloise doit évoluer vers une mobilité durable ;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à pied et à vélo sont des éléments essentiels d'une mobilité durable ;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale ;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation ;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la Commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement;

Considérant que la Région encourage les Communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de circulation;

Vu le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

1/ d'approuver le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours ;

2/ de solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles - Capitale, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II - adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité, pour la surveillance de 2 carrefours prioritaires établis en voirie régionale et de 13,590 kilomètres de voiries régionales dont le détail figure au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération;

3/ de souscrire aux engagements figurant au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération;

4/ de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996; gelet op de intentieverklaring van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan, dat stelt dat "de gemeenten dan ook de nodige maatregelen moeten nemen voor het beheer van het verkeer, met name door agenten voor deze taak in te zetten en door nadere regels uit te werken voor snelle tussenkomsten bij ongevallen die het verkeer op de drukke wegen verstoren"; overwegende dat het Brussels Gewest naar een duurzame mobiliteit moet evolueren;

overwegende dat het openbaar vervoer, de verplaatsingen te voet en met de fiets, essentiële onderdelen uitmaken van een duurzame mobiliteit;

overwegende dat de commerciële snelheid van het openbaar vervoer verhoogd moet worden indien men het gebruik van het openbaar vervoer wil bevorderen;

overwegende dat verplaatsingen met de fiets en te voet veiliger gemaakt moeten worden indien men deze wil promoten;

overwegende dat verkeerscongestie een nefaste impact heeft op de socio-economische werking van de gemeente en dat het schadelijke gevolgen heeft voor de gezondheid en het leefmilieu;

overwegende dat het Gewest de gemeenten aanmoedigt om de aanwezigheid van hun politiediensten op gewestwegen te verhogen om er het verkeer in goede banen te leiden;

gelet op het rapport betreffende de uitvoering van het lopende contract;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

na beraadslaging,

BESLIST:

1/ het rapport betreffende de uitvoering van het lopende contract goed te keuren;

2/ om in, overeenstemming met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract, een subsidie aan te vragen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het toezicht op twee prioritaire kruispunten op gewestwegen en voor 13,590 kilometer gewestweg waarvan een gedetailleerd overzicht weergegeven is in het mobiliteitscontract, dat bij deze beraadslaging gevoegd werd;

3/ de verbintenissen vermeld in het bijgevoegde mobiliteitscontract aan te gaan;

4/ het college van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.



Vu la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées;

Vu le règlement général de police arrêté par le Conseil communal en séance du 20.02.2006 et ses modifications ;

Considérant que les élections se dérouleront le 25.05.2014 ;

Considérant que, complémentaiement aux dispositions contenues dans l'arrêté de police pris par le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, il est indispensable de prendre des mesures afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public pendant la période électorale;

**Vu l'ordonnance de police relative aux élections du 25.05.2014, prise par le Conseil communal en séance du 24 février dernier ;**

**Considérant que l'article 1 § 1 de cette ordonnance fixe au 15.03.2014 le début de la période d'affichage électoral ;**

**Considérant que pour des raisons pratiques, il convient de postposer cette date ;**

**DECIDE d'adopter l'ordonnance de police, ainsi modifiée ;**

#### **Article 1**

§ 1. L'affichage électoral sur le domaine public sera strictement limité à la période du **07.04.2014** au 25.05.2014.

§ 2. Sans préjudice de l'article 9 du Règlement général de police, l'affichage électoral sur les panneaux communaux situés sur le domaine public sera effectué uniquement par la commune, aux emplacements dont la liste est reprise ci-dessous :

- Hôtel Communal
- square Docteur Jean Joly
- rue Gérard (hauteur du préguardiennat)
- rue Louis Hap (façade ateliers communaux)
- Place saint-Pierre
- Athénée flamand
- square de Léopoldville
- square Jean Absil
- place Saint-Antoine (arrière de l'Eglise en face du Delhaize)
- place du Rinsdelle (en face du Colruyt)
- pont du Quatre Août (en face du GB)
- square de Mérode
- Placette rue Baron Dhanis, devant de le stade Guy Thijs

§ 3. Chaque site sera composé de 15 panneaux d'affichage, dont seule la face avant sera utilisée. La répartition des panneaux entre les partis politiques se fera conformément au protocole d'accord auquel chaque groupe politique aura souscrit.

#### **Article 2**

Les affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards seront déposés au secrétariat communal (du lundi au vendredi, de 8 h. 00 à 13 h. 00 et de 14 h. 00 à 16 h. 30) par une personne dûment mandatée par le parti déposant, et munie de ladite habilitation.

Dès réception desdits documents, un sceau communal y sera apposé en vue de leur affichage. L'affichage aura lieu le lendemain du dépôt.

#### **Article 3**

Il appartient à chaque parti politique :

1. de fournir un nombre de documents à afficher qui soit en adéquation avec la place qui lui est réservée sur les panneaux communaux,
2. de fournir un plan de l'affichage souhaité. Ce plan peut être modifié au maximum deux fois par semaine,
3. de trancher les éventuels litiges concernant la répartition des affiches entre les différents panneaux qui lui sont dévolus.

#### **Article 4**

Sans préjudice de l'article 12 du présent règlement, il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer ou enlever les affiches ou les autocollants, qu'ils aient ou non été posés avec l'autorisation de l'autorité.

#### **Article 5**

Jusqu'au 24.05.2014 compris, de 22 h. 00 à 7 h. 00, et du 24.05.2014 à 22 h. 00 au 25.05.2014 à 16 h. 00, il est interdit de poser des inscriptions, affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards, même aux endroits qui ont été autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance.

#### **Article 6**

Du 24.05.2014 à 22 h. 00 au 25.05.2014 à 16 h. 00, il est interdit de distribuer des tracts, photos ou supports électoraux.

#### **Article 7**

Du 24.05.2014 à 22 h. 00 au 25.05.2014 à 16 h. 00, à l'exception de l'affichage électoral sur les panneaux installés sur le domaine public par la commune en application du présent règlement, aucun panneau fixe ou mobile, aucun panneau apposé dans ou sur des véhicules ou remorques, aucun autre média de publicité électorale visuelle ne se trouvera sur le domaine public, tant en voirie régionale que communale.

#### **Article 8**

Jusqu'au 25.05.2014 compris, est interdite, de jour comme de nuit, toute propagande électorale sonore et par haut-parleur.

#### **Article 9**

Jusqu'au 24.05.2014 compris, de 22 h. 00 à 7 h. 00, et du 24.05.2014 à 22 h. 00 au 25.05.2014 à 16 h. 00, il est interdit d'organiser des caravanes motorisées dans le cadre des élections.

#### **Article 10**

Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons, ainsi que d'y participer.

#### **Article 11**

Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation du bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs;
- l'objet de l'événement;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement;

- l'itinéraire projeté;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs;

Le bourgmestre pourra interdire la manifestation à défaut de respect des conditions fixées.

## Article 12

Sans préjudice de l'article 6 b du règlement général de police, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent règlement seront enlevées ou recouvertes par les services communaux.

## Article 13

La présente ordonnance de police entre en vigueur immédiatement après sa publication par affichage, à l'endroit habituel de l'affichage des publications officielles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

*Monsieur Gasia :*

*« Je voulais savoir, dans le cadre de ce qui est voté aujourd'hui, si un accord avait été obtenu auprès des différents groupes politiques. Je me souviens d'une réunion qui a eu lieu il y a maintenant un peu plus d'un mois, au sein de laquelle nous avons pu échanger nos points de vue respectifs. S'agissant maintenant d'un règlement qui rentre en vigueur dans une semaine, je voulais savoir s'il y avait un accord ou une décision qui avait été prise au niveau de la répartition des panneaux ? »*

*Monsieur le Bourgmestre :*

*« On doit encore en délibérer en Collège mais on a fortement progressé de façon à proposer une répartition que nous estimons équitable des panneaux, compte tenu des historiques et des spécificités etterbeekaises. Cela sera porté à votre connaissance en temps utile bien entendu. »*

*Monsieur Gasia :*

*« Avant le 7 avril ? »*

*Monsieur le Bourgmestre :*

*« C'est bien cela que je veux dire, en temps utile. »*

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 29 juli 1934 waarbij de private militias verboden worden;

gelet op het algemeen politiereglement dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad in zijn zitting van 20.02.2006, en de wijzigingen ervan;

overwegende dat de verkiezingen zullen plaatsvinden op 25 mei 2014;

overwegende dat, ter aanvulling op de bepalingen van het politiebepaling van de gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, het absoluut noodzakelijk is om maatregelen te nemen om de veiligheid, de rust en de openbare orde te verzekeren tijdens de verkiezingsperiode;

**Gelet op de politieverordening betreffende de verkiezingen van 25.05.2014, uitgevaardigd door de gemeenteraad op de zitting van 24 februari 2014;**

**Overwegende dat artikel 1 § 1 van deze verordening op 15.03.2014 het begin van de aanplakkingsperiode van de verkiezingsaffiches vastlegt ;**

**Overwegende dat, om praktische redenen, het nodig is die datum uit te stellen ;**

**BESLIST deze ordonnantie, zoals gewijzigd, goed te keuren ;**

## Artikel 1

§1. Het aanplakken van verkiezingsaffiches in het openbaar domein wordt strikt beperkt tot de periode van **7 april 2014 t/m 25 mei 2014**.

§2. Onverminderd artikel 9 van het Algemeen Politiereglement wordt het aanplakken van verkiezingsaffiches op gemeentelijke aanplakborden in het openbaar domein uitsluitend door de gemeente uitgevoerd op de hieronder vermelde locaties:

- het gemeentehuis;
- het Dokter Jean Jolyplein;
- de Gérardstraat (ter hoogte van de peupertuin);
- de Louis Hapstraat (gevel van de gemeentelijke werkplaatsen);
- Sint-Pietersplein;
- Nederlandstalig atheneum;
- Leopoldstadplein;
- het Jean Absilplein;
- het Sint-Antoonplein (achter de kerk tegenover de Delhaize);
- het Rinsdelleplein (tegenover de Colruyt);
- de Fernand Demanybrug (tegenover de GB);
- het de Meroodeplein;
- het pleintje in de Baron Dhanisstraat, tegenover het Guy Thysstadion.

§3. Elke locatie wordt voorzien van 15 aanplakborden, waarvan enkel de voorkant gebruikt mag worden. De verdeling van de panelen tussen de politieke partijen verloopt in overeenstemming met het protocolakkoord waarmee elke groep ingestemd heeft.

## Artikel 2

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes moeten op het gemeentesecretariaat ingediend worden (van maandag tot vrijdag, telkens van 8 u. tot 13 u. en van 14 u. tot 16.30 u.) door een persoon die hiertoe gemachtigd werd door de indienende partij en die in het bezit is van een bewijs van deze machtiging.

Na ontvangst van voormelde documenten zal het gemeentezegel erop aangebracht worden met het oog op de affichage. De affiches zullen aangeplakt worden op de dag nadat ze ingediend werden.

## Artikel 3

Het is de taak van elke politieke partij om:

1. het aantal aan te plakken documenten te leveren dat overeenstemt met de voor haar voorbehouden plaats op de gemeentelijke aanplakborden,
2. het gewenste afficheringsplan in te dienen. Dit plan kan maximaal tweemaal per week gewijzigd worden,
3. bij eventuele geschillen te beslissen over de verdeling van de affiches tussen de verschillende aanplakborden die haar toegekend werden.

#### Artikel 4

Onverminderd artikel 12 van dit reglement is het verboden de affiches of stickers te bevuilen, bedekken, beschadigen, vernielen, veranderen of zonder toelating te verwijderen ongeacht of ze met toestemming van de overheid aangebracht werden.

#### Artikel 5

Tot en met 24 mei 2014, van 22.00 tot 7.00 u., en van 24 mei 2014 vanaf 22.00 u. tot 25 mei 2014 om 16.00 u., is het verboden om opschriften, affiches, beeld- of fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes aan te brengen, zelfs op de plaatsen die vooraf en schriftelijk door de eigenaar of de vruchtgebruiker toegelaten werden.

#### Artikel 6

Het is verboden om vlugschriften, foto's of allerhande verkiezingsmateriaal uit te delen tussen 24 mei 2014 om 22.00 u. en 25 mei 2014 om 16.00 u.

#### Artikel 7

Van 24 mei 2014 om 22.00 u. t/m 25 mei 2014 om 16.00 u., met uitzondering van de verkiezingsaffiches die door de gemeente aangebracht werden op de aanplakborden in de openbare ruimte in toepassing van dit reglement, mag er zich geen enkel vast of beweegbaar bord, geen enkel aanplakbord in of op voertuigen of aanhangwagens en geen enkel ander medium voor visuele verkiezingsreclame in de openbare ruimte bevinden. Dit geldt zowel voor het gewestelijke als het gemeentelijke wegennet.

#### Artikel 8

Tot en met 25 mei 2014 is alle verkiezingspropaganda via luidspreker en megafoon verboden, zowel overdag als 's nachts.

#### Artikel 9

T/m 24 mei 2014, van 22 u. tot 7.00 u., en op 24 mei 2014 vanaf 22.00 u. tot 25 mei 2014 om 16.00 u. is het verboden gemotoriseerde optochten te organiseren in het kader van de verkiezingen.

#### Artikel 10

Behoudens de in het volgende artikel bedoelde toelating is het verboden om in de openbare ruimte samenscholingen te organiseren die de doorgang van voertuigen belemmeren of voetgangers hinderen, en eraan deel te nemen.

#### Artikel 11

Voor elke samensholling, betoging of optocht, van welke aard ook, op de openbare ruimte of galerijen en doorgangen op private grond die voor het publiek toegankelijk zijn, moet toelating gevraagd worden aan de burgemeester.

De toelatingsaanvragen moeten minstens tien werkdagen voor de geplande datum schriftelijk gericht worden aan de burgemeester en moeten de volgende elementen bevatten:

- naam, adres en telefoonnummer van de organisator(en);
- het onderwerp van de gebeurtenis;
- datum en uur van samenkomst;
- de geplande reisroute;
- de geplande plaats en uur waarop het evenement ten einde is en waar, in voorkomend geval, de optocht ontbonden wordt;
- in voorkomend geval het houden van een meeting op het einde van de gebeurtenis;
- de schatting van het aantal deelnemers alsook de voorziene vervoersmiddelen;
- de ordemaatregelen voorzien door de organisatoren.

De burgemeester kan de optocht verbieden als de vastgelegde voorwaarden niet nageleefd worden.

#### Artikel 12

Onverminderd artikel 6b van het algemeen politiereglement zullen de affiches of de stickers die aangebracht werden in strijd met dit reglement door de gemeentelijke diensten verwijderd of bedekt worden.

#### Artikel 13

Deze politieverordening treedt in werking onmiddellijk na bekendmaking via affichering op de gebruikelijke plaats voor het aanplakken van officiële bekendmakingen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*De heer Gasia:*

*“Ik wilde weten, in het kader van de stemming van vandaag, of er een akkoord was met de verschillende politieke fracties. Ik herinner mij een vergadering van nu iets meer dan een maand geleden, waarop we onze respectievelijke standpunten uitgewisseld hebben. Aangezien er nu een reglement binnen een week in werking treedt, zou ik willen weten of er een akkoord bereikt was of een beslissing genomen was over de verdeling van de verkiezingsborden?”*

*Mijnheer de burgemeester:*

*“We moeten hier nog over beraadslagen in het college, maar we hebben forse vooruitgang geboekt in de zin dat we een naar onze mening eerlijke verdeling van de verkiezingsborden kunnen voorstellen, rekening houdend met de Etterbeekse geschiedenis en eigenheden. Dit wordt uiteraard te gepasten tijde aan u meegedeeld.”*

*De heer Gasia:*

*“Voor 7 april?”*

*Monsieur le Bourgmestre:*

*“Dat is wat ik zeg: te gepasten tijde.”*

31.03.2014/A/007 **Objet : plan général d'urgence et d'intervention (PGUI) - call center dans le cadre des missions de planification d'urgence et de gestion de crise- convention avec la s.a. IPG - approbation.**

**Algemene Nood- en Interventieplan (ANIP) - callcenter in het kader van noodplanificatie en beheercrisis - overeenkomst met de n.v. IPG - goedkeuring.**

Vu l'article 135 § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 9 de la Loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, lequel précise : « § 4. Dans chaque commune, le bourgmestre établit un plan général d'urgence et d'intervention qui prévoit les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de la situation d'urgence, en ce compris les mesures à prendre et l'organisation des secours... »

Vu l'Arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention;

Considérant le plan général d'urgence et d'intervention communal amendé;

Considérant que le SPF Intérieur a conclu un accord cadre avec la s.a. IPG afin de disposer d'un call center pour l'information de la population en cas de situations d'urgence, pour la période du 01 janvier 2014 au 31 décembre 2017 ;

Considérant le courrier du SPF Intérieur du 19 décembre 2013, adressé aux communes et proposant une convention avec la s.a. IPG permettant d'utiliser, si nécessaire, leur call center;

Considérant que toute autorité locale confrontée à une situation d'urgence peut y avoir accès dans le cadre de ses missions de gestion de crise, et qu'afin de bénéficier de ce contact center, il y a lieu de conclure une convention avec la société IPG ; cette convention ayant pour objectif de définir les conditions d'activation et d'utilisation de cette infrastructure - dont les aspects financiers- et de permettre une authentification sûre et rapide lors de l'activation ;

Vu le rapport au Collège du 12 mars 2014;

DECIDE d'approuver la convention avec la s.a. IPG relative à la mise à disposition d'un call center en situation d'urgence reprise ci-dessous.

## **Contact center de crise**

Convention entre la société IPG et une autorité locale dans le cadre des missions de planification d'urgence et de gestion de crise

### Préambule

En situation d'urgence, la population est informée par les autorités responsables de la gestion de crise tel que prévu par les arrêtés royaux des 31 janvier 2003 et 16 février 2006.

Dans certaines situations l'ouverture d'une ligne d'information est nécessaire. Ce Contact center de crise doit pouvoir être activé rapidement et être capable de pouvoir faire face de manière adaptée à un nombre important d'appels.

Dans le cadre de ses missions de planification d'urgence et de gestion de crise, la Direction générale du Centre de crise (SPF Intérieur) a conclu avec la société IPG un marché public pour la mise en veille permanente d'une telle infrastructure.

Afin de soutenir les autorités locales, la Direction générale Centre de crise met cette infrastructure à leur disposition. Une autorité locale confrontée à une situation d'urgence pourra dès lors, si elle l'estime nécessaire, activer rapidement un numéro d'information.

### Objectif de la Convention

La présente convention (et ses annexes) a pour objectif de définir les conditions d'activation et d'utilisation du Contact Center de crise par une autorité locale.

En vue d'assurer une sécurité juridique et de permettre une authentification sûre lors de l'activation, la conclusion de cette convention est un préalable à toute opérationnalisation du Contact center par l'autorité compétente.

Afin de faciliter l'activation rapide de cet outil, les autorités sont invitées à signer la présente Convention dans le cadre de leur préparation aux situations d'urgence.

### Parties à la Convention

La présente Convention est signée entre une autorité locale et la société IPG.

En l'occurrence :

- **Le bourgmestre de la Commune d'Etterbeek**  
Vincent De Wolf  
avenue d'Auderghem 113-115, 1040 Etterbeek

- **IPG Contact Solutions SA,**  
Boulevard Pachéco, 34-36  
1000 Bruxelles  
0468.082.606, RPM Bruxelles

Représentée par :

Nom : Adrianus Jacobus Vermeer  
Fonction : Administrateur délégué

### Spécificité du Contact Center de crise Caractéristiques générales

La société IPG met tout en œuvre pour ouvrir le numéro d'information endéans l'heure de réception de la demande officielle d'activation par l'autorité locale.

Le nombres d'opérateurs est adaptable en fonction du nombre d'appels.

La société IPG emploie des opérateurs s'exprimant en français, néerlandais, allemand et anglais.

Les opérateurs sont formés en collaboration avec le SPF Intérieur et le SPF Santé publique.

Pendant la durée d'activation, la société IPG fait régulièrement un retour qualitatif et quantitatif des appels reçus.

De manière générale, les conditions fixées pour la société IPG dans l'accord-cadre conclu avec le SPF Intérieur s'applique à la présente convention.

### Discipline 5 et discipline 2

Le SPF Intérieur et le SPF Santé publique ont convenu de la possibilité de traiter par le biais du Contact Center de crise, tant les appels 'D5' (information générale) que les appels 'D2' (information aux victimes et proches de victimes).

Les appels 'D2' seront traités par du personnel spécialisé utilisant l'infrastructure de la société IPG.

S'il venait à être décidé l'ouverture au niveau local d'un centre d'appel pour l'information aux victimes, le Contact center de crise pourra transférer les citoyens concernés vers cette deuxième ligne.

### Modalités d'activation et d'utilisation par l'autorité locale

En cas de situation d'urgence gérée au niveau communal tel que défini par l'arrêté royal du 16 février 2006 (la phase communale doit donc être décrétée), le Bourgmestre, ou toute personne habilitée mentionnée à l'annexe 1 de la présente convention, peut activer le Contact center de crise.

### Conditions préalables

L'autorité locale veille à tenir à jour les données nécessaires à l'activation du Contact center, soit les coordonnées des personnes habilitées à activer le Contact center (annexe 1 de la présente convention). Toute modification doit être portée par écrit sans délais à la connaissance de la société IPG.

Par ailleurs, l'autorité locale veille à rassembler et tenir à jour, dans le cadre du plan monodisciplinaire d'intervention « Information de la population », des informations utiles permettant une activation rapide et efficace d'un tel Contact center : informations sur les plans d'urgence communaux, des potentiels centres d'hébergement, la liste des rues concernées par d'éventuelles zones de sécurité prédéfinies,...

#### Procédure d'activation

Afin d'activer le Contact center, l'autorité locale contacte la société IPG suivant la procédure détaillée en annexe 2.

Via le formulaire d'activation, l'autorité locale apporte les premiers éléments indispensables à l'opérationnalisation du Contact center :

- Une description de la situation d'urgence;
- Les recommandations à la population ;
- Les coordonnées de l'officier de liaison de l'autorité locale dans le cadre de cette situation d'urgence ;
- Des modalités particulières d'activation (horaire du Contact center, nombre plafonné d'opérateurs,...) ;
- Le moment souhaité d'ouverture du numéro d'information.

A défaut de modalités particulières, le Contact center de crise est opérationnel en 1h avec 4 opérateurs et adaptera le nombre d'opérateurs en fonction du nombre d'appels entrant.

#### Flux d'information – Désignation d'un officier de liaison

Le flux d'information entre l'autorité qui gère la situation d'urgence et le Contact center est un facteur critique de succès.

Dès l'opérationnalisation du Contact center et tout au long de la mise à disposition du numéro d'information à la population, l'autorité locale et en particulier la discipline 5, veille à fournir en continu les informations nécessaires à son bon fonctionnement.

A cet effet, dans le cadre de l'organisation de la Discipline 5, un officier de liaison est désigné, il est l'unique point de contact entre l'autorité et le Contact center. L'officier de liaison transmet de manière proactive et par écrit (par mail ou fax) au Contact center les informations actualisées nécessaires à son bon fonctionnement.

L'autorité locale via son officier de liaison veille à répondre aux demandes spécifiques du Contact center, en complétant notamment la liste de questions-réponses supplémentaires sur base des appels des citoyens reçus via le numéro d'information.

L'autorité locale peut, si elle le souhaite envoyer du personnel de liaison complémentaire dans les locaux-mêmes du Contact center.

#### Procédure de désactivation du Contact center

Indépendamment de la levée de la phase communale ou provinciale, l'autorité gestionnaire de crise veille à informer la société IPG du moment auquel elle souhaite fermer le numéro d'information.

Des modalités particulières peuvent être envisagées (diminution progressive du nombre d'opérateurs, renvoi vers un numéro d'information communal,...).

La décision d'arrêter les activités du Contact center doit être confirmée par écrit (via mail ou fax) par une des personnes habilitées reprises à l'annexe 1 de la présente Convention.

#### Conditions financières

Les frais de veille de l'infrastructure sont supportés par le SPF Intérieur.

Les coûts liés à l'activation et l'utilisation du Contact center sont supportés par l'autorité qui active et utilise le Contact center.

Ces coûts recouvrent tant les frais de personnels induits par l'activation du Contact center que les frais liés aux communications téléphoniques durant toute la mise à disposition du numéro d'information à la population.

Un aperçu de ces coûts est repris à l'annexe 4 de la présente convention.

#### Exercices

En dehors de toute situation de crise, l'autorité locale peut tester le Contact center de crise dans le cadre d'un exercice.

L'autorité locale devra au préalable en faire la demande expresse auprès de la société IPG, par écrit, au minimum 4 semaines avant la date prévue pour l'exercice. Des contacts ultérieurs préciseront les modalités d'activation dans le cadre d'une convention spécifique propre à l'exercice.

Les coûts éventuels liés à l'utilisation du Contact center dans le cadre d'un tel exercice sont supportés par l'autorité locale.

Les conclusions sont transmises au SPF Intérieur afin de pouvoir être prises en compte dans l'évaluation.

#### Durée de la convention

La présente convention s'inscrit dans l'accord-cadre conclu entre le SPF Intérieur et la société IPG, et est conclue pour une durée déterminée du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2017.

La résiliation du contrat-cadre entre le SPF Intérieur et la société IPG met fin à la présente convention.

#### Litiges

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relève de la compétence exclusive des cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

#### Annexes

Vous trouverez ci-joint, 8 annexes qui font partie intégrante de la présente convention:

- Annexe 1 – Coordonnées de l'autorité locale
- Annexe 2 – Procédure d'activation
- Annexe 3 – Formulaire d'activation
- Annexe 4 – Coûts d'utilisation
- Annexe 5 – Localisation du siège d'exploitation IPG
- Annexe 6 – Fiche de présentation de la société IPG
- Annexe 7 – Organisation interne de l'autorité
- Annexe 8 – Gestion du Contact Center lors d'un changement de phase

Ces annexes sont susceptibles d'être mises à jour.

Pour l'autorité locale,

Pour la société IPG,

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

gelet op het artikel 135 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 9 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid: "§ 4. In elke gemeente stelt de burgemeester een algemeen nood- en interventieplan op dat de algemene richtlijnen en de noodzakelijke informatie bevat om het beheer van de noodsituatie te verzorgen, hierin inbegrepen de te treffen maatregelen en de organisatie van de hulpverlening...";

gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen;

gelet op het verbeterde Gemeentelijk Algemeen Nood- en Interventieplan;

overwegende dat de FOD Binnenlandse Zaken een kaderovereenkomst gesloten heeft met de nv IPG om te kunnen beschikken over een callcenter dat de bevolking op de hoogte houdt bij noodsituaties voor de periode van 1 januari tot en met 31 december 2017;

gelet op de brief van de FOD Binnenlandse Zaken van 19 december 2013, die gericht was aan de gemeenten en een overeenkomst aanbood met de nv IPG om indien nodig hun callcenter te kunnen gebruiken;

overwegende dat deze overeenkomst tot doel heeft om de activerings- en gebruiksvoorwaarden - waaronder de financiële aspecten - van deze infrastructuur vast te leggen en om een veilige en snelle authenticatie mogelijk te maken bij activering;

gelet op het verslag aan het college van 30 januari 2014;

BESLIST

de onderstaande overeenkomst met de nv IPG betreffende de terbeschikkingstelling van een callcenter bij noodsituaties goed te keuren

### Contact center bij noodsituaties

Overeenkomst tussen de maatschappij IPG en een lokale overheid in het kader van de noodplanning en het crisisbeheer

#### Inleiding

Bij een noodsituatie wordt de bevolking geïnformeerd door de overheden verantwoordelijk voor het crisisbeheer, zoals bepaald in de koninklijke besluiten van 31 januari 2003 en 16 februari 2006.

In bepaalde situaties is de opening van een informatielijn noodzakelijk. Dit Contact center bij noodsituaties moet snel geactiveerd kunnen worden en moet op aangepaste wijze het hoofd kunnen bieden aan een groot aantal oproepen.

De Algemene Directie Crisiscentrum (FOD Binnenlandse Zaken) heeft – in het kader van haar opdrachten voor de noodplanning en het crisisbeheer – een partnerschap gesloten met de maatschappij IPG voor een Contact center met permanente wachtdienst, inzetbaar bij een noodsituatie.

Om de lokale overheden te ondersteunen, stelt de Algemene Directie Crisiscentrum deze infrastructuur ter hun beschikking. Een lokale overheid die geconfronteerd wordt met een noodsituatie zal derhalve, wanneer zij het nodig acht, snel een informatienummer kunnen activeren.

#### Doel van de overeenkomst

In deze overeenkomst en haar bijlagen worden de voorwaarden beschreven voor de activering en het gebruik van het Contact center door een lokale overheid bij noodsituaties.

Om te zorgen voor juridische zekerheid en om authenticatie bij de activatie mogelijk te maken, is het afsluiten van deze overeenkomst een basisvoorwaarde vóór operationalisering van het Contact center door de bevoegde overheid.

Om de snelle activering van dit hulpmiddel te vergemakkelijken, worden de overheden verzocht deze Overeenkomst voorafgaandelijk te ondertekenen in het kader van hun voorbereiding op noodsituaties.

#### Partijen bij de overeenkomst

Deze overeenkomst wordt ondertekend door een gemeente en door de maatschappij IPG.

Dat zijn in dit geval:

- **De burgemeester van de Gemeente Etterbeek** .
- Vincent De Wolf
- Oudergemselaan 113-115, 1040 Etterbeek

- **IPG Contact Solutions NV,**

Pachecolaan, 34-36  
1000 Brussel  
0468.082.606, RPR Brussel

Vertegenwoordigd door:  
Adrianus Jacobus Vermeer,  
Gedelegeerd bestuurder (CEO)

#### Specificiteit van het Contact center bij noodsituaties Algemene eigenschappen

IPG stelt alles in het werk om het informatienummer te openen binnen het uur na de ontvangst van de officiële aanvraag tot activering door de lokale overheid.

Het aantal operatoren kan aangepast worden naar gelang van het aantal oproepen.

IPG stelt operatoren tewerk die zich kunnen uitdrukken in het Nederlands, Frans, Duits en Engels.

De operatoren worden opgeleid in samenwerking met de FOD Binnenlandse Zaken en de FOD Volksgezondheid.

Tijdens de hele duur van de activering doet IPG regelmatig een kwalitatieve en kwantitatieve controle van de ontvangen oproepen.

De voorwaarden die tussen IPG en de FOD Binnenlandse Zaken zijn overeengekomen in het kader van het raamcontract, zijn van toepassing op deze overeenkomst.

#### Discipline 5 en discipline 2

De FOD Binnenlandse Zaken en de FOD Volksgezondheid zijn overeengekomen om de mogelijkheid te voorzien om zowel de oproepen 'D5' (algemene informatie) als de oproepen 'D2' (informatie aan de slachtoffers en aan de naasten van slachtoffers) te behandelen via het Contact center bij noodsituaties.

De oproepen 'D2' zullen desgevallend behandeld worden door gespecialiseerd personeel dat de infrastructuur van IPG gebruikt.

Als er beslist wordt om een oproepcentrum voor de informatie aan de slachtoffers te openen op lokaal niveau, zal het Contact center bij noodsituaties de betrokken burgers kunnen doorschakelen naar deze tweede lijn.

Modaliteiten voor de activatie en het gebruik door de lokale overheid

Bij een noodsituatie die op gemeentelijk vlak wordt beheerd zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 16 februari 2006 (de gemeentelijke fase moet dus zijn afgekondigd), kan de burgemeester (of zijn vertegenwoordiger zoals bepaald in bijlage 1 bij deze overeenkomst) het Contact center activeren.

#### Voorafgaande voorwaarden

De lokale overheid ziet erop toe dat alle gegevens die nodig zijn voor de activering van het Contact center up-to-date blijven, nl. de contactgegevens van de personen die gemachtigd zijn om het Contact center te activeren (bijlage 1 bij deze overeenkomst). Alle wijzigingen moeten onverwijld en schriftelijk ter kennis worden gebracht van IPG.

Bovendien zorgt de lokale overheid er, in het kader van het monodisciplinair interventieplan *Informatie aan de bevolking*, eveneens voor dat nuttige informatie wordt verzameld en up-to-date blijft om het Contact centersnel en doeltreffend te activeren: informatie over de gemeentelijke noodplannen, potentiële opvangcentra, de lijst van de straten die betrokken zijn bij mogelijk vooraf bepaalde veiligheidszones...

#### Activatieprocedure

Om het Contact center te activeren, contacteert de lokale overheid IPG volgens de procedure die beschreven wordt in bijlage 2.

Via het activatieformulier geeft de lokale overheid de eerste informatie die nodig is voor de operationalisering van het Contact center:

- een beschrijving van de noodsituatie;
- aanbevelingen aan de bevolking;
- de contactgegevens van de verbindingsofficier van de lokale overheid;
- bijzondere modaliteiten (uurrooster van het Contact center, aantal operatoren...);
- het gewenste moment voor de opening van het infonummer voor de betrokken bevolking.

Als er geen bijzondere modaliteiten worden gevraagd, dan is het Contact center binnen 1 uur operationeel met 4 operatoren en wordt het aantal operatoren aangepast in functie van het aantal binnenkomende oproepen.

#### Informatiestroom – Aanduiding van een verbindingsofficier

De informatiestroom tussen de overheid die de noodsituatie beheert en het Contact Center is een kritieke succesfactor.

Zodra het Contact center operationeel is en tijdens de volledige duur dat het infonummer ter beschikking van de bevolking staat, zorgt de lokale overheid – en in het bijzonder discipline 5 – ervoor dat ze continu de informatie aanlevert die nodig is voor de goede werking ervan.

In het kader van de organisatie van de discipline 5 wordt daartoe een verbindingsofficier aangeduid, die de enige contactpersoon is tussen de overheid en het Contact center. De verbindingsofficier bezorgt proactief en schriftelijk (per e-mail of fax) de bijgewerkte informatie aan het Contact center die noodzakelijk is voor de goede werking ervan.

De lokale overheid waakt er via haar verbindingsofficier over dat ze specifieke vragen van het Contact center beantwoordt door onder meer de lijst met bijkomende vragen en antwoorden in te vullen op basis van de oproepen die via het infonummer van de burgers zijn ontvangen.

Zo nodig kan de lokale overheid een verbindingpersoon afvaardigen naar de lokalen van IPG.

#### Procedure voor sluiting van het informatienummer

Onafhankelijk van het feit of de gemeentelijke of provinciale fase al dan niet is opgeheven, zorgt de lokale overheid ervoor dat ze aan IPG het ogenblik van de sluiting van het infonummer laat weten.

Praktische modaliteiten kunnen overwogen worden (geleidelijke vermindering van het aantal operatoren, doorverwijzen naar een gemeentelijk infonummer...).

De beslissing om de activiteiten van het Contact center te stoppen wordt schriftelijk bevestigd (via e-mail of fax) door één van de gemachtigde personen die in bijlage 1 bij deze overeenkomst zijn opgenomen.

#### Financiële aspecten

De kosten voor de stand-by van de infrastructuur worden gedragen door de FOD Binnenlandse Zaken.

De kosten verbonden aan de activering en het gebruik van het Contact center worden gedragen door de overheid die het Contact center activeert en gebruikt.

Die kosten omvatten zowel de personeelskosten door de activatie van het Contact center als de telefoonkosten gedurende de volledige tijd dat het infonummer ter beschikking van de bevolking staat.

Als bijlage 4 bij deze overeenkomst vindt u een overzicht van deze kosten.

#### Oefeningen

Als er geen noodsituatie is, dan kan de lokale overheid het Contact center testen in het kader van een oefening.

De betrokken overheid dient daartoe minstens 4 weken vóór de datum van de oefening een schriftelijke aanvraag in bij IPG. De activeringsmodaliteiten zullen via latere contacten gepreciseerd worden in het kader van een specifieke overeenkomst eigen aan de oefening.

De kosten voor de activering en het gebruik van het Contact center in het kader van een dergelijke oefening worden uitsluitend door de lokale overheid gedragen.

De bevindingen worden overgemaakt aan IBZ, zodat ermee rekening kan gehouden worden in de evaluaties.

#### Duur van de overeenkomst

Deze overeenkomst sluit aan bij het raamcontract gesloten tussen de FOD Binnenlandse Zaken en IPG. Deze overeenkomst wordt gesloten voor de vaste periode van 1 januari 2014 tot 31 december 2017.

De ontbinding van het raamcontract tussen het Crisiscentrum en IPG stelt een einde aan deze overeenkomst.

#### Geschillen

Alle betwistingen met betrekking tot de uitvoering van deze opdracht worden uitsluitend beslecht voor de bevoegde rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

#### Bijlagen

Bijgevoegd vindt u 8 bijlagen die integraal deel uitmaken van de overeenkomst:

- Bijlage 1 - contactgegevens lokale overheid
- Bijlage 2 - activatieprocedure
- Bijlage 3 - activatieformulier
- Bijlage 4 - gebruikskosten
- Bijlage 5 – lokalisatie van IPG
- Bijlage 6 – technische beschrijving van IPG
- Bijlage 7 – organisatie op lokaal vlak
- Bijlage 8 – opschaling

Deze bijlagen kunnen bijgewerkt worden.

Opgemaakt te ..... op .....

Voor de lokale overheid

Voor IPG

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

31.03.2014/A/008 **Prestation de serment du receveur communal.**  
**Eedaflegging van de gemeenteontvanger.**

Monsieur Philippe Demol, receveur communal, prête le serment visé par l'art. 80 de la Nouvelle Loi Communale selon la formule requise, entre les mains du Bourgmestre:  
"Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge."

Prend acte.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De heer Philippe Demol, gemeenteontvanger, legt de eed af zoals bepaald door art. 80 van de Nieuwe Gemeentewet volgens de vereiste formule, in de handen van de burgemeester:

"Ik zweer getrouwheid aan de koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk."

Neemt akte.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

31.03.2014/A/009 **Conclusion d'une convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la commune d'Etterbeek pour l'année 2013 (du 01.07.2013 au 31.12.2013)-Approbation.**  
**Afsluiting van een overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2013 (van 01.07.2013 tot en met 31.12.2013)-Goedkeuring.**

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 5.684,30 euros à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 conclu entre le Ministère de l'Intérieur et notre Commune ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 est prolongé pour une nouvelle période de 6 mois, du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 31 décembre 2013;

Attendu dès lors que le budget à rétrocéder à Transit s'élève à 2.842,15€ pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2013;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles,

DECIDE

D'approuver la conclusion de la convention 2013 (du 01.07.2013 au 31.12.2013) entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek, ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Commune d'Etterbeek

CONVENTION

ENTRE

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur De Wolf, Bourgmestre et Monsieur Debaty, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du Conseil communal du

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur MOLS, Président et Monsieur Ceulemans, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :  
d'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;  
d'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.  
d'être un centre d'accueil et d'orientation ;  
de proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;  
d'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 2.842,14 est octroyé par l'Etat fédéral pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 31 décembre 2013.

Article 2

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

Article 3

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiaire, aux fins d'exécuter sa mission.

Article 4

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 70% du montant du subside octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 30% sera versé sur présentation du bilan comptable approuvé par l'assemblée générale annuelle et du P.V. de ladite assemblée.

Article 5

Le dossier des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur. Ce dossier sera tenu à disposition de



l'Administration du SPF Intérieur au siège de l'a.s.b.l. Transit.

Article 6

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en fait l'avance.

Article 7

Cette convention est valable du 01/07/2013 au 31/12/2013 et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subsidie accordée par l'autorité subsidiante.

Article 8

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que le défini par l'autorité subsidiante.

Article 9

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

Article 10

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.  
Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Etterbeek, le 2013.

Pour l'a.s.b.l. Transit

Le Président,  
Pierre MOLS

Le Trésorier,  
Ronald CEULEMANS

Pour la Commune d'Etterbeek

Pour le Collège,  
Le Secrétaire Communal,

Le Collège,  
Le Bourgmestre,

Monsieur Debaty

Monsieur De Wolf

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek le 31 mars 2014.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De Gemeenteraad,

overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 5.684,30 euros voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2007-2010 afgesloten tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en onze gemeente van dit principe niet afwijkt;

overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2007-2010 is verlengd met een nieuwe periode van zes maanden vanaf 1 juli 2013 tot en met 31 december 2013;

overwegende dat het budget voor on-kredietverlenging aan Transit bedraagt 2.842,15€ voor de periode vanaf 1 juli 2013 tot en met 31 december 2013;

overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

overwegende dat elke subsidiëring het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbindt en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

BESLIST

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2013 (van 01.07.2013 tot en met 31.12.2013) tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

Gemeente Etterbeek

OVEREENKOMST

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen De Heer De Wolf, Burgemeester, en De Heer Debaty, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van

EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer MOLS, Voorzitter, en de Heer Ceulemans, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1

In het kader van de strategische veiligheids-en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Etterbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht :

Functioneren als opvang-en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ; een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.  
een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn ;  
sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;  
druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van 2.842,14 € voor de periode van 1 juli 2013 tot 31 december 2013.

Artikel 2

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

Artikel 3

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

#### Artikel 4

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 70% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 30% zal gestort worden na voorlegging van de boekhoudkundige balans goedgekeurd door de Jaarlijkse Algemene Vergadering en het proces-verbaal van deze laatste.

#### Artikel 5

Het dossier van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids-en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Dit dossier zal ter beschikking worden gesteld van de Administratie van de Federale Overheidsdienst Interieur in de lokalen van de v.z.w. Transit.

#### Artikel 6

Uitgaven die niet gedekt zijn door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Etterbeek, die het heeft voorgeschoten, terugbetaald worden.

#### Artikel 7

Deze overeenkomst geldt van 01/07/2013 tot en met 31/12/2013 en vervangt alle vorige overeenkomsten tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Etterbeek. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

#### Artikel 8

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

#### Artikel 9

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

#### Artikel 10

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.  
Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Etterbeek, 2013.

Voor de v.z.w. Transit

De Voorzitter,	De Penningmeester,
Pierre MOLS	Ronald CEULEMANS

Voor de Gemeente Etterbeek

Voor het College, De Gemeentesecretaris,	Het College, De Burgemeester,
De Heer Debaty	De Heer De Wolf

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek op 31 mars 2014.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

#### 31.03.2014/A/010 **Convention de partenariat « Panathlon Wallonie – Bruxelles » - 2014-2016 - Approbation Partnerschapsovereenkomst 'Panathlon Wallonie-Bruxelles' – 2014-2016 – Goedkeuring**

Le Conseil communal,

Considérant l'importance du fair-play dans le sport ;

Considérant que l'ASBL Panathlon Wallonie-Bruxelles est très active dans ce domaine ;

DECIDE :

D'approuver les termes de la convention d'adhésion au Panathlon Wallonie-Bruxelles, tels que repris ci-dessous :

#### COORDONNEES

Dénomination de votre Ville/ Commune :

Nom :

Prénom :

Fonction dans la Ville/ Commune :

Adresse :

Numéro de téléphone : Fax :

GSM :

Adresse mail :

Souhaitez voir ma Ville ou Commune devenir membre du Panathlon Wallonie-Bruxelles, et ce pour une durée de 3 ans (2014-2016).

\_ Je m'engage à régler les cotisations annuelles de soutien (voir informations cidessous), sur le compte IBAN Panathlon *BE96 0016 6814 8305* avec la mention « cotisation année + dénomination de votre Ville ou Commune ».

\_ Je m'engage à régler les cotisations 2014, 2015 et 2016 au cours du 1er trimestre des années respectives.

DATE ET SIGNATURE :

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

Gezien het belang van fair play in sport;

Overwegende dat het VZW "Panathlon Wallonie-Bruxelles" is zeer actief op dit gebied;

BESLUIT met eenparigheid van de stemmen:

Aan de voorwaarden van de lidmaatschapsovereenkomst "Panathlon Wallonie-Bruxelles" goed te keuren, zoals hieronder vermeld:

Convention d'adhésion au Panathlon Wallonie-Bruxelles

COORDONNEES

Dénomination de votre Ville/ Commune :

Nom :

Prénom :

Fonction dans la Ville/ Commune :

Adresse :

Numéro de téléphone : Fax :

GSM :

Adresse mail :

Souhaite voir ma Ville ou Commune devenir membre du Panathlon Wallonie-Bruxelles, et ce pour une durée de 3 ans (2013-2016).

Je m'engage à régler la cotisation annuelle de soutien (voir informations ci-dessous), sur le compte IBAN Panathlon BE96 0016 6814 8305 avec la mention « cotisation Panathlon 2013 + dénomination de votre Ville ou Commune ».

Je m'engage à régler les cotisations 2014, 2015 et 2016 au cours du 1<sup>er</sup> trimestre des années respectives.

DATE ET SIGNATURE :

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

31.03.2014/A/011 **Clubs sportifs etterbeekois – Comptes et budgets – Approbation – subside communal 2013 - Liquidation  
Etterbeekse sportclubs – Rekeningen en begrotingen – Goedkeuring – Gemeentesubsidie 2013 - Vereffening**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 janvier 2014 portant sur la répartition du subside 2013 entre les clubs sportifs ;

Vu le Règlement communal fixant les conditions d'octroi de subventions aux clubs sportifs etterbeekois ;

Vu le Règlement communal voté en date du 15 octobre 2007 relatif au contrôle de l'octroi de subsides ;

Considérant que les clubs « Royal Racing Club Etterbeek », « Royal UAAE Basket », « Badminton Etterbeek Club » de catégorie A et les clubs « Karaté Club Etterbeek » et « Judo Etterbeek Sport », de catégorie B, bénéficient d'un subside d'un montant supérieur à 1.239€ ;

Vu les comptes et le budget introduits par les clubs précités ;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

D'approuver les comptes 2012 et le budget 2013 des clubs sportifs etterbeekois « Royal Racing Club Etterbeek », « Judo Etterbeek Sport », « Royal UAAE Basket », « Badminton Etterbeek Club » et « Karaté Club Etterbeek » ;

Et

D'autoriser le paiement du subside communal 2013 tel que ci-dessous, prévu à l'article 764/332-02/01 :

- Royal Racing Club Etterbeek : 3.743,67 €
- Royal UAAE Basket : 1.878,50€
- Badminton Etterbeek Club : 1.532,11€
- Judo Etterbeek Sport : 1.724,14€
- Karaté Club Etterbeek : 1.586,21€

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 16 januari houdende de verdeling van de subsidie 2013 tussen de sportclubs;

gelet op het gemeentereglement tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van subsidies aan de Etterbeekse sportclubs;

gelet op het gemeentereglement dat goedgekeurd werd op 15 oktober 2007 betreffende het toezicht op de toekenning van subsidies;

overwegende dat de clubs 'Royal Racing Club Etterbeek', 'Royal UAAE Basket', 'Badminton Etterbeek Club' van categorie A en de clubs 'Karaté Club Etterbeek' en 'Judo Etterbeek Sport' van categorie B, een subsidie ontvangen van een bedrag boven de € 1.239;

gelet op de rekeningen en de begrotingen ingediend door voormelde clubs;

gelet op artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

De rekeningen 2012 en de begroting 2013 van de Etterbeekse sportclubs 'Royal Racing Club Etterbeek', 'Judo Etterbeek Sport', 'Royal UAAE Basket', 'Badminton Etterbeek Club' en 'Karaté Club Etterbeek' goed te keuren;

en

toelating te geven voor de uitbetaling van de gemeentelijke subsidie zoals hieronder vermeld, opgenomen onder 764/332-02/01:

- Royal Racing Club Etterbeek: € 3743,67
- Royal UAAE Basket: € 1878,50
- Badminton Etterbeek Club: € 1532,11
- Judo Etterbeek Sport: € 1724,14

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

31.03.2014/A/012 **Projet « Légumes bio d'Etterbeek » - convention entre la commune d'Etterbeek et les missions locales d'Ixelles et d'Etterbeek pour la mise à disposition d'un terrain dans le cadre de la formation professionnelle au maraîchage biologique. - report du 24/2/2014**  
**Project « Bio groenten van Etterbeek » - Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Lokale Missies van Elsene en Etterbeek voor de ter beschikkingstelling van een terrein in het kader van de professionele vorming van de biologische groententeling - uitstel van 24/2/2014**

Le Conseil communal,

Considérant le projet « légumes bio d'Etterbeek : le potager écologique et productif (à petite échelle), outil de formation et de réinsertion » développé autour des 5 axes complémentaires suivants :

- la production de légumes de saison en ville ;
- la formation professionnelle ;
- l'encadrement de jardiniers amateurs ;
- l'écoulement de la production au niveau local ;
- la promotion de l'agriculture urbaine et la sensibilisation à l'alimentation durable.

Considérant votre décision du 19 décembre 2013 de collaborer avec les missions locales d'Etterbeek et d'Ixelles pour offrir la formation professionnelle au maraîchage biologique (aux Etterbeekois et Bruxellois intéressés).

Considérant votre décision d'établir une convention de fonctionnement entre les différents partenaires concernés.

Dès lors, le collège DECIDE de :

- approuver la convention ci-jointe ;
- soumettre la convention au Conseil Communal dès sa prochaine séance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

Overwegende het project 'biogroenten van Etterbeek: de ecologische en productieve moestuin, instrument voor opleiding en inschakeling'.

De vier andere krachtlijnen van dit Etterbeeks beleid zijn:

- de distributie van de groenten op lokaal vlak;
- beroepsopleiding;
- terbeschikkingstelling van een terrein van 50 m<sup>2</sup> voor de amateurtuiniers van de Challenge Duurzame Voeding en de OCMW-cliënten;
- sensibilisatie rond stadslandbouw.

Overwegend uw besluit van 19 december 2013 om samen te werken met lokale missies van Etterbeek en Elsene voor een opleiding in biologisch tuinieren (naar Etterbekenaren en eïnteresseerde Brusselaars ) aan te bieden.

Overwegend uw beslissing om een overeenkomst tussen de verschillende belanghebbenden te vestigen.

BESLUIT

- het goedkeuren van de overeenkomst hierbijgevoegd;
- de overeenkomst aan de gemeenteraad voorleggen in zijn eerstvolgende vergadering.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

31.03.2014/A/013 **CPAS - Budget 2014**  
**OCMW - Begroting 2014**

Le Conseil communal,

Attendu que le Conseil du Centre Public d'Action Sociale a arrêté le budget 2014 le 24 février 2014, suivant les directives de l'article 88 – paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Aide Sociale ;

Attendu qu'en vertu de l'article 94 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Aide Sociale, les règles susmentionnées restent d'application ;

Vu l'Arrêté du 26 octobre 1995 du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant règlement général de la comptabilité des Centres Publics d'Aide Sociale de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Attendu que le C.P.A.S. fixe l'intervention communale à € 13.098.000,00 pour couvrir le déficit global du budget 2014 ;

Attendu que ce montant correspond avec l'inscription d'un crédit à l'article 831/435-01/-01 « C.P.A.S. – Subside » du budget communal ;

Attendu que les documents comptables peuvent être résumés comme suit :

	RECETTES	DEPENSES	RESULTAT
a) Exploitation	42.821.313,07	42.349.810,04	471.503,03

b) Prélèvement	0,00	221.681,82	-221.681,82
c) Investissements	621.030,76	870.851,97	-249.821,21
d) Prélèvement	0,00	0,00	0,00
TOTAAL	43.442.343,83	43.442.343,83	0,00

APPROUVE

Le budget général pour l'exercice 2014 du CPAS

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 24 votes positifs, 5 abstentions.

**Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Chantal Hoomaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Se sont abstenus :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

Motivation de l'abstention du FDF :

Les montants qui sont inscrits aux regards notamment des constats qui ont été effectués et je vise plus particulièrement ici la présentation générale des objectifs politiques pour l'année 2014 en sa page 3.

Pourquoi ? Parce qu'on reprend sur base, d'une part, de documents chiffrés et puis de tableaux explicatifs un calcul qui me paraît étrange. Autrement dit, j'ai refait les calculs, sauf erreur, toutes les additions faites depuis 2006 jusqu'à 2012 seraient erronées. J'arrive, pour ma part, quand on additionne les droits à l'intégration sociale, les aides médicales urgentes et les aides sociales, en 2006 à 1433, en 2007 à 1466, en 2008 à 1469, en 2009 à 1579, en 2010 à 1648, en 2011 à 1673 et en 2012 à 1690. Dans le tableau, il est repris pour 2012, par exemple, 1992, soit une différence de 15%. Je ne comprends cette différence. S'il s'agit d'une erreur de calcul ou alors ai-je perdu quelque chose ? S'il s'agit d'une erreur de calcul, je m'interroge quant à la manière dont le budget a pu être établi finalement sur base de projections qui ne correspondent pas à une évolution telle qu'elle est chiffrée sur base d'additions correctes. Là encore il y a peut-être une explication qui peut être fournie.

Le déficit du Home Beauport de l'année 2012 s'élevait à 1.900.000€, vous aviez pris l'initiative à juste titre de solliciter un audit afin de déterminer les moyens et le plan d'action qui pouvaient être mis en œuvre afin notamment de résorber ce déficit. Dans la fameuse note de politique générale, je constate que finalement il n'y a pas eu à l'heure actuelle, même si l'audit est en cours, la moindre mesure qui aurait été apportée pour déjà tenter de rectifier la barre. Donc, nous avions déposé au Conseil du CPAS une proposition qui n'est peut-être pas parfaite mais qui avait le mérite au moins de permettre d'envisager des économies structurelles. Il y a pour l'instant peut-être un choix qui doit être opéré à l'issue de cette audit.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begroting over 2014 heeft vastgesteld op 24 februari 2014, volgens de richtlijnen van artikel 88 – paragraaf 1 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Overwegende dat krachtens artikel 94 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn voornoemde regels van toepassing blijven;

Gelet op het Besluit van 26 oktober 1995 van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie houdende algemeen reglement op de comptabiliteit van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het OCMW de gemeentelijke tussenkomst vastlegt op € 13.098.000,00 om het globaal tekort van haar begroting over 2014 te dekken;

Overwegende dat dit bedrag overeenstemt met het krediet ingeschreven op artikel 831/435-01/-01 "O.C.M.W. – Subsidie" van de gemeentelijke begroting;

Overwegende dat de boekhoudkundige stukken als volgt kunnen worden samengevat:

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	UITSLAG
a) Exploitatie	42.821.313,07	42.349.810,04	471.503,03
b) Overboekingen	0,00	221.681,82	-221.681,82
c) Investerings	621.030,76	870.851,97	-249.821,21
d) Overboekingen	0,00	0,00	0,00
TOTAAL	43.442.343,83	43.442.343,83	0,00

**KEURT GOED**

De algemene begroting over het dienstjaar 2014 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 24 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

**Hebben ja gestemd :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Chantal Hoomaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Hebben zich onthouden :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

Motivering van de onthouding door het FDF:

De bedragen die ingeschreven zijn, met name gezien de vaststellingen die gedaan zijn, en ik doel hier in het bijzonder op de algemene voorstelling van de politieke doelstellingen voor het jaar 2014 op pagina 3.

Waarom? Omdat er een volgens mij bizarre berekening gehanteerd wordt die enerzijds gebaseerd is op becijferde documenten en toelichtende tabellen. Ik heb de berekeningen overgedaan en tenzij ik mij vergis zijn alle optelsommen van 2006 tot 2012 verkeerd. Wanneer je de rechten op sociale integratie, de dringende medische hulp en de sociale bijstand optelt, kom je voor 2006 op 1433, voor 2007 op 1466, in 2008 op 1469, in 2009 op 1579, in 2010 op 1648, in 2011 op 1673 en in 2012 op 1690. In de tabel staat er voor 2012 bijvoorbeeld 1992, wat neerkomt op een verschil van 15%. Ik begrijp niet waar dit verschil vandaan komt. Gaat het om een verkeerde berekening of heb ik iets gemist? Als het om een foute berekening gaat, stel ik me vragen bij de manier waarop de begroting uiteindelijk werd opgesteld, namelijk op basis van voorspellingen die niet overeenkomen met een evolutie die gebaseerd is op correct becijferde optellingen. Ook hier zou uitleg welkom zijn.

Het tekort van het Home Beauport van het jaar 2012 bedroeg € 1 999 999. U hebt er goed aan gedaan een audit te bestellen om te bepalen welke middelen en actieplan er opgezet moet worden om dit tekort aan te vullen. In de beruchte algemene beleidsnota, stel ik ten slotte vast dat er op dit moment, zelfs al is de audit nog aan de gang, er niet de minste maatregel getroffen wordt om het resultaat recht te trekken. Daarom hebben wij in de OCMW-raad een voorstel ingediend dat misschien niet perfect is, maar dat tenminste de verdienste heeft dat het gericht is op structurele besparingen. Dit is misschien een keuze die gemaakt moet worden na afloop van de audit.

31.03.2014/A/014 **Règlement-taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux et sur leurs succursales – Modifications.**  
**Belastingreglement op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen en hun filialen – Wijzigingen.**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 16 décembre 2013 relative au même objet, annulée par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 7 janvier 1974 modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu l'article 74 du code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

**ARRETE :**

Article 1 : Il est établi à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2018, une taxe annuelle sur les agences de paris aux courses de chevaux et leurs succursales autorisées dans le cadre de l'article 66 du code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, c'est à dire exclusivement les agences des personnes physiques ou morales agréées par le directeur régional des contributions directes pour accepter des paris sur les courses de chevaux courues à l'étranger.

Article 2 : Le taux de la taxe est fixé à € 62,00 par mois ou fraction de mois d'exploitation.

Article 3 : La taxe annuelle est due pour l'année entière à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition, quelle que soit la date de début de l'exploitation ou de la cessation de l'activité économique ou de la modification de l'exploitant pendant l'exercice d'imposition.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4 : La taxe est due par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle l'agence ou la succursale est exploitée.

Article 5 : La personne physique ou morale qui ouvre, transfère, cède ou ferme une agence ou une succursale est tenue d'en faire la déclaration à l'administration communale, dans les cinq jours de son ouverture, de son transfert, de sa cession ou de sa fermeture. Les déclarations des agences ou succursales existantes au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice de taxation sont valables jusqu'à révocation.

Article 6 : La non-déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 24 décembre 1996. Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7 : Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 7 de la loi du 24 décembre 1996 et munis de leur lettre de désignation, et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 8 : Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 9 : La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions des articles 3 et 12 de la loi du 24 décembre 1996. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 10 : Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les six mois de la date de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- 1) les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- 2) l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc..., étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 16 december 2013 over hetzelfde onderwerp, geannuleerd op 3 februari 2014 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk

Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 januari 1974 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 8 juli 1970 houdende wijziging van het algemeen reglement van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op het artikel 74 van het wetboek op de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr. 30/98 van 18 maart 1998

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente

#### **BESLUIT:**

**Artikel 1:** Er wordt vanaf 1 januari 2014 ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op 31 december 2018, een jaarlijkse belasting geheven op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen en hun filialen toegelaten binnen het raam van artikel 66 van het wetboek op de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen dit wil zeggen uitsluitend op de agentschappen van natuurlijke en rechtspersonen aangenomen door de gewestelijke directeur der rechtstreekse belastingen voor het aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen die in het buitenland worden gelopen.

**Artikel 2:** Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op € 62,00 per maand of fractie van een maand dat het agentschap wordt uitgebaat.

**Artikel 3:** De jaarlijkse belasting is verschuldigd voor het hele jaar vanaf 1 januari van het belastingjaar welke ook de datum van het begin van de uitbating, of de stopzetting van de economische activiteit of van verandering van uitbater weze gedurende het belastingjaar.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

**Artikel 4:** De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon voor wiens rekening het agentschap of het filiaal is uitgebaat.

**Artikel 5:** De natuurlijke of rechtspersoon die een agentschap of een filiaal van een agentschap opent, overbrengt, overlaat of sluit is verplicht daarvan aangifte te doen bij het gemeentebestuur, binnen vijf dagen, volgend op de opening, de overbrenging, het overlaten of de sluiting. De aangiften van de agentschappen die gevestigd zijn op 1 januari van het aanslagjaar zijn geldig tot herroeping.

**Artikel 6:** Bij gebrek aan aangifte binnen de in het reglement gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd overeenkomstig de bepalingen vervat in artikelen 6 en 7 van de wet van 24 december 1996. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

**Artikel 7:** Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 7 van de wet van 24 december 1996 worden aangesteld en voorzien zijn van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren maar alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.

**Artikel 8:** Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar, door het College van Burgemeester en Schepenen.

**Artikel 9:** De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in artikelen 3 en 12 van de wet van 24 december 1996. De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

**Artikel 10:** De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaarschrift moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend worden en moet, op straffe van verval, ingediend worden binnen zes maanden vanaf de datum van de verzending van het aanslagbiljet. Het wordt gedagtekend en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt:

- 1) de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt;
- 2) het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.

Het indienen van een bezwaar ontslaat de belastingplichtige niet van de betaling van de belasting.

Wat betreft de materiële fouten die het gevolg zijn van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz...die te wijten zijn aan de bedienden van het gemeentebestuur, kan de belastingplichtige daarvan de rechtzetting vragen bij het gemeentebestuur, zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de hogere Overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

31.03.2014/A/015 **Culte Catholique Eglise N.D. du Sacré Coeur - Compte 2013**  
**Katholieke Eredienst Kerk Van O.L.V. van Het Heilig Hart - Rekening 2013**

Le Conseil Communal.

Vu la décision du 11 février 2014 du Conseil de fabrique de l'Eglise N.D. du Sacré-Coeur arrêtant son compte pour 2013 ;

Attendu que ce document se présente comme suit :

#### **RECETTES**

ordinaires	€ 30.452,86
extraordinaires	€ 31.521,79 € 61.974,65

#### **DEPENSES**

relatives au culte	€ 22.853,92	
ordinaires	€ 9.931,93	
extraordinaires	€ 0,00	€ 32.785,85

**SOIT AVEC UN BONI DE € 29.188,80**

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Vu l'article 155, 9° de la loi communale

**DECIDE :**

d'émettre un avis défavorable à l'approbation du compte 2013 de l'Eglise N.D. du Sacré-Cœur, malgré qu'il se clôture en boni et compte tenu de l'intervention communale octroyée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 27 votes positifs, 2 abstentions.

**Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Se sont abstenus :**

Françoise Carton de Wiart, Ahmed M'Rabet

De Gemeenteraad.

Gelet op de beslissing van 11 februari 2014 van de kerkfabriek van de kerk O.L.V. van het Heilig Hart houdende vaststelling van haar rekening over 2013;

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft:

**ONTVANGSTEN**

gewone	€ 30.452,86	
buitengewone	€ 31.521,79	€ 61.974,65

**UITGAVEN**

betreffende de eredienst	€ 22.853,92	
gewone	€ 9.931,93	
buitengewone	€ 0,00	€ 32.785,85

**HETZIJ MET EEN BONI VAN € 29.188,80**

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten:

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet:

**BESLIST:**

een ongunstig advies uit te brengen met betrekking tot de goedkeuring van de rekening 2013 van de Onze Lieve Vrouw van het Heilig Hartkerk, ondanks het feit dat deze in boni afsluit en rekening houdend met de toegekende gemeentelijke bijdrage.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 27 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

**Hebben ja gestemd :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Hebben zich onthouden :**

Françoise Carton de Wiart, Ahmed M'Rabet

**31.03.2014/A/016 Appel à projet 2014 pour les activités de solidarité internationale et de coopération au développement  
Projectoproep 2014 voor de activiteiten van internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking**

Le conseil communal,

Considérant que les autorités locales peuvent apporter une contribution financière complémentaire à la solidarité internationale et la coopération au développement, compétence essentiellement fédérale et subsidiairement régionale ;

Considérant qu'une somme de 7.500 euros est prévue au budget ordinaire 2014, sous l'article budgétaire 150/332-02/02;

Considérant que le service de la Solidarité internationale souhaite lancer un appel à projets dans le cadre de son subside affecté à l'article budgétaire mentionné ci-dessus ;



Considérant que l'appel à projet 2013 a été approuvé lors du collège du 16 mai 2013 ;

Considérant que les modifications apportées à celui-ci, ainsi qu'au formulaire de demande de subsides, ont été proposées et accueillies favorablement lors de la Table Ronde Etterbeekoise Solidarité Internationale (TRESI) en sa réunion du 18 février 2014;

Considérant que ce projet de lancement d'appel à projets 2014 et du formulaire de demande de subside a été approuvée par le collège des bourgmestre et échevins en séance du 20 mars 2014,

DECIDE

d'approuver le lancement de l'appel à projets 2014 pour les activités de solidarité internationale et de coopération au développement, lié à l'article budgétaire 150/332-02/02, comme suit.

## **1. Cadre général**

La commune d' Etterbeek, et le service Solidarité Internationale, contribue à soutenir et encourager la solidarité internationale et la prise de conscience des rapports Nord-Sud. Dans le cadre de cette mission, le présent appel à projet, a comme but de soutenir des initiatives locales de sensibilisation ou de renforcement des capacités dans le domaine de la solidarité internationale et de la coopération au développement à Etterbeek.

Les subsides peuvent être octroyés aux écoles, associations ou groupes d'habitants etterbeekois. Par association nous entendons: une association de fait, une ASBL ayant son siège social ou ayant un fonctionnement à Etterbeek, ou un groupement d'habitants etterbeekois. Sont exclus de cet appel à projets: les services communaux et les conseils consultatifs.

Les subsides sont octroyés annuellement et sous réserve de l'approbation du budget communal. Chaque année, le service de la Solidarité Internationale proposera au Collège des Bourgmestre et Echevins le montant des subsides octroyé dans le cadre de l'appel à projets, après avoir consulté la Table Ronde Etterbeekoise Solidarité Internationale (TRESI).

La commune d' Etterbeek fait connaître son appel à projets à travers le site web de la commune et le plateforme TRESI.

## **2. Règlement**

### **2.1 Le projet**

La politique générale de la commune d' Etterbeek sur la solidarité Nord-Sud porte sur:

- Une contribution à des rapports Nord-Sud plus juste;
- Des partenariats durables avec des gouvernements locaux, des groupes d'habitants et des projets dans le Sud sur base des valeurs de réciprocité et d'équité ;
- Une politique d'achat et de promotion pour des produits du commerce équitable ;
- Une participation plus active de la population Etterbeekoise via des actions de sensibilisation.

**Pour relever ce défi, une mobilisation maximale des acteurs locaux est nécessaire. C'est pourquoi la commune d' Etterbeek veut également soutenir des initiatives locales par le biais de cet appel à projets.**

La solidarité internationale et la coopération au développement peuvent être stimulées par:

- Le développement économique au Sud à travers la promotion du commerce équitable et la promotion d'échanges plus égalitaires;
- Les droits de l'homme et plus précisément leur application dans le cadre des Objectifs du Millénaire;
- Une démarche la plus participative possible et ciblée contre toute exclusion (sociale et autre);
- Un travail commun autour d'une campagne existante dans le cadre de la solidarité internationale ou la coopération au développement.

En vue d'une octroi de subsides des projets de sensibilisation et des projets de développement seront acceptés. Par une activité de sensibilisation nous entendons : chaque activité informative ou éducative qui est organisée par une association active dans le domaine de la solidarité internationale et qui s'oriente envers le public etterbeekois.

Par un projet de développement nous entendons : chaque initiative ou action qui est exécuté dans un pays en voie de développement.

Dans le cadre de cet appel à projets, la commune acceptera au maximum deux projets par association, école ou groupe d'habitants etterbeekois par an, dont au minimum une activité de sensibilisation.

La forme ou la méthodologie du projet sera décidée par le demandeur de subsides. Tant que le contenu du projet est lié à la solidarité internationale ou les rapports Nord-Sud, le projet pourrait prendre la forme d'un projet social, éducatif, culturel ou de loisirs.

Le demandeur de subsides est censé de bien indiquer la durée des projets, qui d'office auront lieu au courant de l'année 2014, ou a commencé au courant de l'année 2014.

Le logo de la commune d' Etterbeek et la communication « en collaboration avec la commune d' Etterbeek, Solidarité Internationale » seront repris dans la publicité de l'initiateur du projet.

### **2.2 Répartition du budget**

Le subside ne pourra dépasser 1.000€ pour chaque projet approuvé réalisé en 2014. Le Collège se réserve le droit d'octroyer un subside moindre si le budget demandé semble surestimé. Le matériel ne sera subsidié que s'il a un objectif pédagogique, de sensibilisation ou de formation. Ni les frais de transport (billet d'avion, transport conteneur), ni les frais liés aux investissements (imprimantes, appareils photos, etc.) ne seront remboursés dans le cadre de cette demande de subside.

Si les subsides n'ont pas été attribués le jour de la sélection, les budgets restants pourront être attribués à d'autres projets ayant introduit un dossier de candidature après la date de la première sélection et avant le 1 octobre 2014.

### **2.3 Les conditions de base**

- Le projet s'inscrit dans et respecte la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;
- Comme initiative ne seront pas retenues les propositions qui ont un caractère purement financier et commercial ;
- Le formulaire de candidature doit être entièrement complété ;
- Le financement du projet doit être détaillé ;
- L'école ou l'association peut introduire au maximum 2 projets par an, dont au moins un projet de sensibilisation ;
- Le projet se déroulera au courant de l'année 2014, ou commencera au courant de l'année ;
- Le projet de sensibilisation se déroulera à Etterbeek, sauf accord préalable avec le service Solidarité Internationale.
- Des cofinancements sont acceptés à condition qu'il n'y ait pas de double financement des mêmes dépenses, et que ces cofinancements soient clairement mentionnés sur le formulaire de candidature.
- Les informations, documents et factures fournis sont authentiques.
- Le rapport d'évaluation et les factures de justification seront envoyés au plus tard deux mois après la fin du projet et au plus tard avant le 31 novembre 2014.
- Pour les demandes émanant d'un groupement d'habitants, un document signé par deux membres du groupe doit être joint au dossier dans lequel la personne responsable pour la réception et la gestion des subsides est désignée.

### **2.4 Les critères de sélections**

En cohérence avec la politique de Solidarité Internationale les critères mentionnés ci-dessous définissent l'importance du subside qui sera accordé au projet de sensibilisation :

- Le caractère informatif, éducatif ou de sensibilisation est mis en avance : l'activité mène à une meilleure compréhension de la coopération au développement, la mondialisation, le commerce équitable, la problématique de migration, les droits humains ;
- L'activité touche un public cible réel qui est assez important ;
- L'organisateur de l'activité cherche le plus de collaboration locale possible
- L'organisateur prévoit une promotion pour son activité

Pour les projets de coopération au développement, les critères suivants sont d'importance :

- Le projet implique la population locale/ le public cible ;
- Le projet garantit une continuité et durabilité du projet ;
- Le projet participe à l'émancipation de la société civile ;
- Le projet se réalise en collaboration avec d'autres instances de terrain.

Critères qui constituent un atout supplémentaire:

- Attention prêtée à un des thèmes suivants: 2014 comme l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale, l'engagement de la commune en faveur de la campagne de Commune du Commerce Equitable via des achats équitables et les Objectifs du Millénaire;
- Un ou plusieurs membres de la TRESI (Table Ronde Etterbeekoise de la Solidarité Internationale) sont impliqués dans le projet;
- Le projet a une dimension interculturelle/intergénérationnelle, participative
- Le projet est innovant pour votre organisation ;
- Le projet est bénéfique pour d'autres acteurs Etterbeekoïses
- Le projet s'insère dans une campagne plus large;
- Le projet est au minimum financé à 20% par des moyens propres ;
- Dans le cas d'un projet de coopération au développement, un volet de sensibilisation à destination de la population etterbeekoïse est prévu.

Le service de la Solidarité Internationale peut être un partenaire si souhaité. Outre un financement, un soutien logistique peut être demandé (tables, chaises, communication,...) à la commune.

## 2.4 Timing

Publication de l'appel aux subsides: 1 avril 2014

Date butoir de remise des dossiers de candidature pour la première sélection : le 1 juin 2014

Les budgets restants seront attribués à mesure des remises de dossiers de candidature qui seront introduits après le 1 juin 2014 et avant le 1 octobre (deuxième tour)

## 2.5 Procédure

Le comité de sélection sera composé de:

- L'Echevin de la Solidarité Internationale et de la Coopération au Développement;
- Un délégué de la TRESI (Table Ronde Etterbeekoise de la Solidarité Internationale), non impliqué dans la répartition des subsides en tant que représentant d'une association ;
- Un représentant du service de la Solidarité Internationale.

Le service de la Solidarité Internationale enverra un avis motivé, étant approuvé par les associations présentes à la réunion TRESI , pour approbation au Collège.

Le subside sera payé en deux tranches: une première tranche de 50% du subside sera versée une fois le projet approuvé par le Collège, le solde sera payé dans le mois qui suit la réception du dossier d'évaluation à condition que le projet ait été réalisé tel que prévu dans le formulaire de candidature.

Le dossier d'évaluation à introduire est censé de comprendre toutes les preuves de financement à 100% du projet et un bref rapport d'activité (rapport d'évaluation).

Dans le cas d'une demande de subside non-acceptée, la décision sera communiquée et motivée.

La commune d'Etterbeek a le droit de récupérer les subsides octroyés, augmenté des intérêts judiciaires, si :

- Elles n'étaient pas appliquées afin de réaliser l'objectif indiqué ;
- Les activités du demandeur cessent d'exister
- Le règlement n'est pas respecté

## 2.6 Dispositions administratives

La demande ne pourra se faire qu'avec le formulaire indiqué, qui est mis à disposition sur simple demande via le service Solidarité Internationale, Avenue d'Auderghem 113-115, 1040 Etterbeek, 02/627.27.61 ou via [solidariteinternationale@irisnet.etterbeek.be](mailto:solidariteinternationale@irisnet.etterbeek.be)  
Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, à Etterbeek, le 31 mars 2014.

### Formulaire de candidature pour l'obtention d'un subside

Le service de la Solidarité Internationale propose de soutenir diverses initiatives en matière de solidarité internationale et de coopération au développement sur la commune d'Etterbeek. Ceci ayant pour objectif de soutenir des événements, projets, actions de sensibilisation ou de formation qui ont une démarche solidaire et mondiale dans la commune. Un subside peut être octroyé aux associations et établissements scolaires d'Etterbeek, voire un groupe d'habitants.

### 1. Coordonnées

Nom de l'école / association (abréviation):.....  
Nom complet de l'association :.....  
Adresse:.....  
Email : .....Tel: .....Fax : .....  
Personne habilitée à engager l'organisation (nom et prénom):.....  
Compte bancaire:.....  
Nom du titulaire du compte bancaire: .....  
Membre de la TRESI : oui/ non

Courte description de votre organisation:  
.....

### 2. Votre projet

Titre du projet :.....

Courte description de votre projet qui est l'objet de cette demande de subsides (phrase clé)  
.....

S'agit-il d'un projet de sensibilisation au Nord ? Oui/ Non

S'agit-il d'un projet de coopération au développement dans le Sud ? Oui/Non ?

Quels sont les objectifs de votre projet ?  
.....

Quel est votre public cible ?  
.....

Le projet est-il organisé en collaboration avec d'autres instances (pour des projets de sensibilisation :écoles, associations, centres culturels,...pour des projets de développement sur

le terrain : autres associations, groupements, contacts sur place)

.....

Résultats et impacts attendus à long terme :.....

**3. Exécution du projet :**

**Description plus détaillée du projet:**

**3A. PROJET DE SENSIBILISATION**

Type d'activité : .....

Public cible visé : .....

Dans le cadre d'un événement :

Date de l'opération :.....

Durée :.....

Endroit où l'activité se déroule:.....

Nombre de participants :.....

Entrée à payer : oui/non, Combien ? .....

Sujet abordé lors de l'activité: (ex. : situation dans un pays, problématique de la guerre, problématique de l'eau, sécurité alimentaire, ...)

.....

De quelle manière le contenu est transmis ? (ex. : exposition, colloque, par la distribution d'un dépliant, un jeu questions réponses, articles,...)

.....

Comment allez-vous toucher votre public ? De quelle manière votre activité sera annoncée?

.....

**3B. PROJET DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT DANS UN PAYS DU SUD**

Lieu du projet : .....

Durée du projet : .....

**ATTENTION : si votre organisation réalise un programme global, veuillez décrire une activité spécifique qui est proposée pour financement.**

Description détaillée du projet : la nécessité, le pourquoi, le contexte sociale, économique, environnementale qui a un impact sur l'exécution du projet, les personnes impliquées, le public cible, etc.)

.....

Comment votre public cible/ la population locale est impliqué dans le projet ?

.....

Comment le projet a-t-il vu le jour et continuera-t-il à développer?

.....

Différentes phases/timing du projet en exécution:

.....

Dans quelle mesure le projet participe-t-il à l'émancipation de la société civile ?

.....

Dans quelle mesure est-ce que la continuité et la durabilité du projet est-elle garantie ?

.....

Est-ce que le projet prévoit un volet de sensibilisation à destination de la population etterbeekoise ?

.....

**4. Financement du projet**

**(à remplir pour les projets de sensibilisation et de coopération au développement)**

Comment le projet est-il financé dans sa totalité?

	Montant
Subsides communaux SI attendues	
Propres moyens / cofinancements	

De quelle manière utiliseriez-vous les subsides pour ce projet ?

Dépenses	Montant

<b>Total :</b>	

Outre un soutien financier, souhaitez-vous un soutien logistique de la part du service SI ? .....

**5. Lien avec la solidarité internationale, objectifs du millénaire, commerce équitable, droits de l'homme,**

Votre projet s'insère-t-il dans une campagne plus large ? (p.ex. mois de la solidarité internationale, semaine du commerce équitable, campagne CNCD/11.11.11, festival de la terre, journée internationale de l'eau,...)

.....

Votre projet a-t-il une dimension économique / équitable, si oui laquelle :

.....

Votre projet a-t-il une dimension interculturelle / intergénérationnelle, participative,...si oui laquelle :

.....

Dans quelle mesure est-ce un projet innovant pour votre organisation ?

.....

De quelle manière votre projet peut-il être bénéfique pour d'autres acteurs etterbeekois ?

.....

**6. Evaluation de votre projet :**

Comment allez-vous évaluer les résultats et impacts attendus ?

.....

Veuillez renvoyer ce formulaire complété par courrier postal ou par courrier électronique

Administration communale d'Etterbeek  
 Service de la Solidarité Internationale  
 Avenue d'Auderghem 113-115  
 1040 Etterbeek  
 E-mail : [solidariteinternationale@etterbeek.be](mailto:solidariteinternationale@etterbeek.be)

.....

Nom, organisation, Signature

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat lokale overheden aanvullend een financiële bijdrage kunnen leveren voor internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking, een hoofdzakelijk federale bevoegdheid, en subsidiair een gewestbevoegdheid;

Overwegende dat op de begrotingspost 150/332-02/02 in de gewone begroting 2014 een bedrag van 7.500 euro is voorzien;

Overwegende dat de dienst Internationale solidariteit een projectoproep wenst te lanceren in het kader van de subsidies voorzien op bovenvermelde begrotingspost;

Overwegende dat de projectoproep 2013 werd goedgekeurd op het college van 16 mei 2013;

Overwegende dat de aangebrachte wijzigingen op deze projectoproep werden voorgesteld en gunstig onthaald tijdens de Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit (ERTIS) op de vergadering van 18 februari 2014;

Overwegende dat dit voorstel voor projectoproep 2014 en het voorstel voor het aanvraagformulier van de subsidie goedgekeurd werden door het college van burgemeester en schepenen tijdens de zitting van 20 maart 2014;

BESLIST

het bekendmaken van de projectoproep 2014 goed te keuren voor de activiteiten van internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking, gekoppeld aan de begrotingspost 150/332-02/02, zoals volgt:

**1. Algemeen kader**

De gemeente Etterbeek, en de dienst Internationale Solidariteit wensen internationale solidariteit en bewustmaking over de Noord-Zuid verhoudingen te ondersteunen en aan te moedigen.

In het kader van deze missie, heeft deze projectoproep tot doel om lokale initiatieven die werken rond sensibilisatie en capaciteitsopbouw in het domein van ontwikkelingssamenwerking en internationale solidariteit te ondersteunen.

Deze subsidies kunnen aan Etterbeekse scholen, verenigingen of bewonersgroepen worden toegekend. Onder verenigingen verstaan we: een vzw met sociale zetel in Etterbeek of die er haar activiteiten organiseert, een feitelijke vereniging, of een bewonersgroep van Etterbeek. Worden uitgesloten van subsidies: de gemeentelijke diensten en de raadgevende comités.

De subsidies worden per begrotingsjaar toegekend na goedkeuring van het gemeentebudget. Het subsidiebedrag dat wordt toegekend in het kader van deze projectoproep wordt jaarlijks voorgesteld aan het College van Burgemeester en Schepenen door de dienst Internationale Solidariteit en Ontwikkelingssamenwerking, na advies van de Etterbeekse

Ronde Tafel Internationale Solidariteit (ERTIS).

De gemeente Etterbeek maakt de projectoproep bekend via de website van de gemeente en het platform ERTIS.

## **2. Reglement**

### **2.1 Het project**

Het algemene beleid van de gemeente Etterbeek rond internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking berust op:

- een bijdrage tot meer rechtvaardige Noord-Zuid verhoudingen;
- duurzame partnerschappen met lokale overheden, bewonersgroepen en projecten in het Zuiden, op basis van gelijkwaardigheid en wederkerigheid
- een actief aankoop – en promotiebeleid voor producten van eerlijke handel;
- een meer actieve betrokkenheid van de Etterbeekse bevolking via sensibiliseringsacties.

**Om deze uitdaging aan te gaan, is een maximale mobilisatie van de lokale actoren noodzakelijk. Daarom wil de gemeente Etterbeek lokale initiatieven ondersteunen door middel van deze projectoproep.**

De internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking kunnen worden gestimuleerd door:

- Economische ontwikkeling van het Zuiden dankzij de promotie van eerlijke handel en billijke Noord-Zuidverhoudingen;
- Eerbiediging van de mensenrechten en meer bepaald de toepassing ervan in het kader van de Millenniumdoelstellingen;
- Een aanpak die zo participatief mogelijk is en gericht tegen iedere vorm van uitsluiting (sociale en andere);
- Een gezamenlijk werk rond een bestaande campagne in het kader van internationale solidariteit of ontwikkelingssamenwerking.

Met het oog op het toekennen van een subsidie, zullen sensibilisatieprojecten en ontwikkelingsprojecten worden aanvaard. Onder een sensibilisatieproject verstaan we: een informatieve of educatieve activiteit die georganiseerd wordt door een vereniging actief binnen het domein van de internationale solidariteit en die zich richt naar een Etterbeekse publiek.

Onder een ontwikkelingsproject verstaan we: elk initiatief of elke actie die uitgevoerd wordt in een ontwikkelingsland.

In het kader van deze projectoproep, zal de gemeente, per jaar, maximum twee projecten aanvaarden per vereniging, school of bewonersgroep van Etterbeek, waarvan minimum één sensibilisatieproject.

De vorm of methodologie van het project kan door de aanvrager vrij bepaald worden. Zowel sociale, educatieve, culturele of vrijetijdprojecten kunnen in aanmerking genomen worden indien ze een sterk inhoudelijke component rond internationale solidariteit of Noord-Zuidverhoudingen hebben.

De subsidieaanvrager wordt verondersteld de duur van de projecten duidelijk te vermelden, die hoe dan ook in de loop van 2014 zullen plaatsvinden, of die in de loop van 2014 werden aangevat.

Het logo van de gemeente Etterbeek en de vermelding “in samenwerking met de gemeente Etterbeek, dienst Internationale Solidariteit, wordt opgenomen in de publiciteit van de initiatiefnemer van het project.

### **2.2 Toewijzing van de subsidie**

De subsidie bedraagt maximaal 1.000€ per goedgekeurd project gerealiseerd in 2014. Het College behoudt zich het recht om een lagere subsidie toe te kennen als het gevraagde budget overschat lijkt. Materiële werkmiddelen worden slechts gesubsidieerd wanneer ze een duidelijke pedagogische of educatieve waarde hebben. Transportkosten (vliegtuigticket, transport van container), noch onkosten voor investeringen (printer, fototoestel, enz.) worden terugbetaald in het kader van deze subsidieaanvraag;

Indien de subsidie niet aan een bepaald project kan worden toegekend op de dag van de selectie, kunnen de overblijvende subsidies worden toegekend aan andere projecten die hun dossier hebben ingediend na de selectiedatum, maar voor 1 oktober 2014.

### **2.3 Basisvoorwaarden**

- Het project kadert in en respecteert de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens;
- Voorstellen met een exclusief financieel of commercieel karakter komen niet in aanmerking;
- Het aanvraagformulier moet volledig ingevuld zijn;
- De financiering van het project moet in detail beschreven worden;
- Per vereniging of school kunnen maximum 2 projecten per jaar aangevraagd worden, waarvan minimum één sensibilisatieproject;
- Het project vindt plaats in de loop van 2014, of vangt aan in de loop van het jaar;
- Het sensibilisatieproject vindt plaats in Etterbeek, tenzij voorafgaandelijk akkoord met de dienst Internationale Solidariteit;
- Medefinanciering voor hetzelfde project wordt aanvaard op voorwaarde dat het niet om dezelfde uitgaven gaat en deze duidelijk vermeld staat op het aanvraagformulier;
- Alle informatie, documenten en facturen die worden ingediend moeten waarachtig zijn. (kopie van het origineel);
- Het evaluatierapport alsook de facturen moeten worden opgestuurd binnen de twee maanden na het beëindigen van het project en uiterlijk voor 31 november 2014;
- Bij een aanvraag ingediend door een bewonersgroep moet een document worden toegevoegd waarin de verantwoordelijke van de groep die de subsidie ontvangt, door twee overige leden wordt aangewezen.

### **2.4 De selectiecriteria:**

In lijn met het beleid van Internationale Solidariteit bepalen de hieronder vermeldde criteria de grootte van de subsidie die zal toegekend worden voor een sensibiliseringsproject:

- Het informatief, educatief of sensibiliserend karakter wordt vooropgesteld : de activiteit leidt tot een beter begrip van ontwikkelingssamenwerking, mondialisering, eerlijke handel, de migratieproblematiek, mensenrechten ;
- De activiteit bereikt een werkelijke doelgroep, die tamelijk omvangrijk is;
- De organisator van de activiteit gaat zo goed mogelijk op zoek naar lokale samenwerking;
- De organisator voorziet promotie voor zijn activiteit.

Voor ontwikkelingsprojecten in het Zuiden zijn volgende criteria van belang:

- De lokale bevolking/ de doelgroep is betrokken bij het project;
- Het project garandeert een continuïteit en duurzaamheid van het project;
- Het project draagt bij tot de emancipatie van de civiele maatschappij
- Het project wordt gerealiseerd in samenwerking met andere actoren op terrein.

De volgende criteria vormen een bijkomend pluspunt:

- Aandacht voor volgende thema's: 2014 als 'Internationaal jaar van de familiale landbouw', het engagement van de gemeente in het kader van de campagne Fair Trade Gemeente en de Millenniumdoelstellingen;
- Eén of meerdere leden van de ERTIS (Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit) maken deel uit van het project;
- Het project heeft een interculturele/ intergenerationale/ participatieve dimensie
- Het project is innoverend voor uw vereniging;
- Het project komt ten goede van andere Etterbeekse actoren;
- Het project maakt deel uit van een grotere campagne;
- Het project wordt deels (min. 20%) met eigen middelen gefinancierd;
- In het geval van een ontwikkelingsproject: een sensibiliserend luik t.a.v de Etterbeekse bevolking is voorzien.

Indien gewenst, kan de dienst Internationale Solidariteit als partner worden opgegeven. Naast financiële steun kan ook logistieke steun worden aangevraagd (tafels, stoelen, communicatie...) bij de gemeente.

## 2.5 Timing

Publicatie van de subsidieoproep: 1 april 2014.

Deadline ter indiening van aanvraagformulieren voor de eerste selectie: 1 juni 2014.

De overblijvende subsidies zullen worden toegekend in functie van de projecten die eventueel worden ingediend na 1 juni 2014 en voor 1 oktober 2014. (tweede ronde)

## 2.6 Procedure

Het selectiecomité bestaat uit:

- De Schepen van Internationale Solidariteit en Ontwikkelingssamenwerking;
- Een afgevaardigde van de ERTIS (Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit) die geen betrokken partij is bij de toekenning van de subsidies, via een vereniging;
- Een vertegenwoordiger van de dienst Internationale Solidariteit.

De dienst stuurt een gemotiveerd advies, ter goedkeuring aan het College, voorafgaandelijk voorgelegd en positief onthaald door de verenigingen aanwezig op de desbetreffende ERTIS vergadering.

De subsidie zal in twee schijven worden uitbetaald: een eerste schijf van 50% wordt uitgekeerd zodra het project is goedgekeurd door het College, het overige bedrag wordt betaald binnen de maand na de ontvangst van het evaluatiedossier, op voorwaarde dat het project is uitgevoerd zoals voorzien in het aanvraagformulier.

Het in te dienen evaluatiedossier wordt verondersteld alle bewijsstukken ter verantwoording te bevatten voor 100% van de kost van het project en een kort verslag van de activiteit (evaluatieverslag).

In geval van een niet aanvaarde subsidieaanvraag, zal de beslissing worden gecommuniceerd en gemotiveerd.

De gemeente Etterbeek heeft het recht om toegekende subsidies, verhoogd met de gerechtelijke interest, terug te vorderen, indien:

- Ze niet aangewend worden voor het doel waarvoor ze werd toegekend
- De begunstigde zijn activiteiten heeft stopgezet
- Dit reglement niet werd gerespecteerd

## 2.7. Administratieve bepalingen

De aanvraag kan enkel gebeuren op het daartoe voorziene formulier dat op eenvoudig verzoek te verkrijgen is bij de dienst Internationale Solidariteit, Auderghemselaan 113-115, 1040 Etterbeek, 02/627.27.61 of via [internationalesolidariteit@irissetterbeek.be](mailto:internationalesolidariteit@irissetterbeek.be) Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad te Etterbeek, op 31 maart 2014.

## Aanvraagformulier tot subsidiëring

De dienst Internationale Solidariteit wil initiatieven rond internationale solidariteit en ontwikkelingsamenwerking in de gemeente Etterbeek bevorderen. Daarom stelt hij zich tot doel evenementen, projecten, sensibiliseringsacties of vormingen te ondersteunen die mondiale solidariteit als uitgangspunt in de gemeente nemen. Een subsidie kan worden toegekend aan verenigingen, schoolinstellingen of bewonersgroepen van Etterbeek.

### 1. Contactgegevens

Naam van de school of vereniging (afkorting):.....  
Volledige naam van de vereniging:.....  
Adres: .....  
Email : Tel: Fax :.....  
Persoon die optreedt als verantwoordelijke van de organisatie (naam en voornaam): .....  
Rekeningnummer van de organisatie of verantwoordelijke:.....  
Titularis van de rekening: .....  
Lid van de ERTIS: ja/ neen  
Korte beschrijving van uw organisatie:  
.....

### 2. Uw project

Titel van het project :.....  
Korte beschrijving van uw project dat voorgesteld wordt voor deze subsidieaanvraag (sleutelzin)  
.....  
Betreft het hier een sensibilisatieproject in het Noorden? Ja/ Neen  
Betreft het hier een ontwikkelingsproject in het Zuiden? Ja/ Neen  
Wat zijn de doelstellingen van het project?  
.....  
Wie is uw doelpubliek?  
.....  
Wordt het project georganiseerd in samenwerking met andere partners? (voor sensibiliseringsprojecten: scholen, verenigingen, culturele centra, enz. ; voor ontwikkelingsprojecten: andere verenigingen, groeperingen, contacten ter plaatse)  
.....  
Verwachte resultaten en impact op lange termijn:  
.....

### 3. Uitvoering van het project:

#### **Gedetailleerde beschrijving van het project:**

#### **3A. SENSIBILISERINGSPROJECT**

Type activiteit:.....  
Beoogde doelgroep:.....

#### In het geval van een evenement:

Datum van de activiteit:.....  
Duur:.....  
Plaats waar de activiteit doorgaat:.....  
Aantal deelnemers: .....  
Ingang te betalen: ja/ neen. Hoeveel?.....

Onderwerp dat aangekaart wordt tijdens de activiteit: (bijvoorbeeld: situatie van een land, oorlogsproblematiek, waterproblematiek, voedselzekerheid, enz.)

Op welke manier wordt de inhoud overgebracht? (bv: tentoonstelling, colloquim, uitdelen van een folder, vragen-antwoorden spel, artikels, enz.)

Hoe wil u uw publiek bereiken? Hoe zal uw activiteit aangekondigd worden?

### 3B. ONTWIKKELINGSPROJECT IN HET ZUIDEN

Plaats van het project: .....

Duur van het project: .....

OPGELET: als uw vereniging een algemeen programma realiseert, beschrijf dan de specifieke activiteit die voorgesteld wordt ter financiering.

Gedetailleerde beschrijving van het project: noodzaak, waarom, sociale, economische en ecologische context die een impact kan hebben op de uitvoering van het project, betrokken personen, doelgroep, enz.

Hoe is uw doelpubliek/ de lokale bevolking betrokken in het project?

Hoe ontstond uw project en hoe zal het zich verder ontwikkelen?

Fasen en timing van het project in uitvoering:

In welke mate draagt het project bij tot de emancipatie van de civiele maatschappij?

In welke mate wordt de continuïteit en de duurzaamheid van het project gegarandeerd?

Voorziet het project een sensibiliserend luik ten aanzien van de Etterbeekse bevolking?

#### 4. Financiering van het project

(in te vullen voor sensibiliseringsprojecten en ontwikkelingsprojecten)

Hoe wordt het project gefinancierd in haar totaliteit?

	Bedrag
Gemeentelijke subsidie internationale solidariteit	
Eigen middelen / cofinanciering	

Op welke manier denkt u de subsidies voor dit project te besteden?

Uitgaven	Bedrag
<b>Totaal:</b>	

Wenst u een naast een financiële ondersteuning, ook een logistieke ondersteuning van de dienst Internationale Solidariteit? Zo ja, dewelke ?

#### 5. Link met internationale solidariteit, millenniumdoelstellingen, eerlijke handel, mensenrechten

Kadert uw project in een bredere campagne? (vb. Maand van de Internationale Solidariteit, Week van de Eerlijke Handel, campagne 11.11.11/ CNCD, internationale waterdag, enz)

Heeft uw project een economische/ fairtrade dimensie? Zo ja, welke?

Heeft uw project een interculturele/ intergenerationale/ participatieve dimensie? Zo ja, welke?

.....  
In welke mate is dit project innovierend voor uw organisatie?  
.....

Op welke manier komt dit project ten goede van andere actoren in Etterbeek?  
.....

## **6. Evaluatie van het project**

Hoe gaat u de resultaten en de impact van het project evalueren?  
.....

Gelieve dit aanvraagformulier op te sturen per post en per e-mail naar:  
Gemeentelijke administratie Etterbeek, dienst Internationale Solidariteit  
Oudergemlaan 113-115, 1040 Etterbeek  
E-mail : [internationalesolidariteit@etterbeek.be](mailto:internationalesolidariteit@etterbeek.be)

.....  
Naam, organisatie, Handtekening

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

31.03.2014/A/017 **asbl "Maison Cauchie" – rue des Francs 5 - Octroi du subsidie communal pour 2013.**  
**vzw "Maison Cauchie" – Frankenstraat 5 - Toekenning van gemeentesubsidie voor 2013.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;  
Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions et en particulier ses articles 3 et 5 ;  
Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 773/332-02 et relatif au subsidie alloué à l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » ;  
Considérant le compte 2012 et le budget 2013 fournis par l'a.s.b.l. « Maison Cauchie » ;  
Considérant qu'à l'analyse de ces documents financiers, il apparaît que l'association répond aux conditions d'octroi de subsidie ;  
**D E C I D E :**

1. d'approuver le compte 2012 et le budget 2013 fournis par l'a.s.b.l. « Maison Cauchie »,
2. de permettre au Collège des Bourgmestre et Echevins de liquider, sur le compte 310-0814238-09 de l'a.s.b.l. « Maison Cauchie », le subsidie inscrit à l'article budgétaire 773/332-02, soit la somme de 2.500,00 euros.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

De gemeenteraad,

gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;  
gelet op het reglement betreffende de controle op de toekenning van toelagen en in het bijzonder zijn artikels 3 en 5 ;  
gelet op het krediet ingeschreven op het begrotingsartikel 773/332-02 en betreffende de subsidie toegewezen aan de v.z.w. « Maison Cauchie » ;  
overwegende de rekening 2012 en de begroting 2013 ingediend door de vzw "Maison Cauchie" ;  
overwegende dat door het nakijken van die financiële documenten, blijkt dat de vereniging aan de voorwaarden van toekenning van toelagen voldoet;  
**B E S L I S T :**

1. de rekening 2012 en de begroting 2013 voorgesteld door de v.z.w. « Maison Cauchie » goed te keuren,
2. het College van Burgemeester en Schepenen toe te staan, op het rekeningnummer 310-0814238-09 van de v.z.w. « Maison Cauchie », de subsidie ingeschreven op het begrotingsartikel 773/332-02, hetzij de som van 2.500,00 euro.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

31.03.2014/A/018 **Budget 2014 - Modification n° 1**  
**Begroting 2014 - Wijziging nr 1**  
Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 24 votes positifs, 5 abstentions.

### **Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

### **Se sont abstenus :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

---

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
29 stemmers : 24 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

### **Hebben ja gestemd :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

### **Hebben zich onthouden :**



31.03.2014/A/019 **Règlement redevances pour services administratifs - Modification**  
**Reglement retributies voor administratieve diensten - Wijziging**

Le Conseil,

Revu sa délibération du 16 décembre 2013 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2014 ;

Vu la multiplicité des demandes de téléchargement de plans sur des supports informatiques de type disque amovible ;

Vu les dernières modifications du code bruxellois de l'aménagement du territoire qui prévoit que les dossiers relatifs à des projets soumis à analyse des incidences soient dorénavant introduits auprès du fonctionnaire délégué mais qu'une partie de l'instruction reste à charge de la commune (enquête publique, organisation de la commission de concertation dont les envois des convocations) ;

Vu la nécessité d'aligner les frais en matière de certificats et permis environnement avec ceux prévus en matière d'urbanisme ;

Vu le règlement communal, voté le 20 septembre 2010, relatif au placement de plaquettes commémoratives sur les bancs publics etterbeekois ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Attendu que par des instructions antérieures le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale invite les Communes à fixer le montant de leurs redevances en fonction du coût réel des services rendus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 1999 modifiant l'arrêté royal du 10 février 1983 portant des mesures d'encouragement à l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu la décision du 7 février 2001 de M. le Ministre en charge de l'Environnement en Région de Bruxelles-Capitale;

ARRETE :

Article 1 : Les services rendus aux particuliers dans le cadre du présent règlement donnent lieu au paiement à la commune des redevances relevées ci-après :

1° Renseignements de population, d'état civil et autres renseignements pour lesquels des documents sont remis : € 7,50

2° Duplicata de permis d'urbanisme, d'autorisation délivrée par la commune en matière de permis d'environnement : € 7,50

3° Duplicata d'autorisation délivrée par l'autorité supérieure notamment en matière de permis d'environnement : € 7,50

4° Certification conforme de copies de documents dans tous les cas où cette certification peut être obtenue par les soins d'autres administrations ou organismes que la commune d'Etterbeek : € 7,50

5° Plans :

a) Plans de la commune (échelle 1/5000e) : € 2,50  
 en noir et blanc (échelle 1/2500e) : € 7,50

b) Copies de plans de bâtiments, de cartes réglementaires, etc. par numériseur-traceur :  
 Copie noir/blanc

- Format A0 : € 7,50  
 - Format A1 : € 5,00  
 - Format A2 : € 2,50  
 - Format A3 : € 1,25  
 - Format A4 : € 0,65

Copie couleur

- Format A0 : € 17,50  
 - Format A1 : € 12,50  
 - Format A2 : € 7,50  
 - Format A3 : € 3,75  
 - Format A4 : € 2,00

c) Copies de plans d'archives d'immeubles par reproduction analogique :

Papier blanc - Format A0 : € 5,00  
 - Format A1 : € 3,75  
 - Format A2 : € 2,00

Papier calque - Format A0 : € 10,00  
 - Format A1 : € 5,00  
 - Format A2 : € 3,75

d) Copies de plans sur disque amovible ou clé USB non fournis; par plan : € 1,00  
 avec un minimum de € 5,00

6° Ouverture de dossiers

a) pour l'obtention d'un certificat d'urbanisme, d'un permis d'urbanisme ou d'un permis de lotir :

Les plans introduits et le formulaire de demande sont déterminants pour le montant de la redevance à payer pour l'examen de dossier.

L'administration se réserve le droit d'ajuster ce montant en fonction des surfaces réellement constatées lors de la vérification des plans constitutifs du dossier en cas de divergences entre ces plans et les superficies mentionnées dans le formulaire de demande.

Le montant de cette redevance doit être payé avant la délivrance du permis d'urbanisme, du certificat d'urbanisme ou du permis de lotir.

La superficie de plancher à prendre en compte étant la superficie de plancher déterminée ci-dessus

1. dossiers ne nécessitant ni l'avis du Fonctionnaire délégué ni l'avis de la Commission de concertation

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans

modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 300 m<sup>2</sup>, une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher  
37,50 €

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 300 m<sup>2</sup>

37,50 €  
0,50 € + par m<sup>2</sup>

1. dossiers nécessitant l'avis du Fonctionnaire délégué et/ou l'avis de la Commission de concertation

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 300 m<sup>2</sup>, une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher

74,50 €

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 300 m<sup>2</sup>

74,50 €  
0,50 € + par m<sup>2</sup>

1. dossiers nécessitant l'avis du Fonctionnaire délégué, les mesures particulières de publicité et l'avis de la Commission de concertation

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 300 m<sup>2</sup>, une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher

124,00 €

- et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 300 m<sup>2</sup>

124,00 €  
0,50 € + par m<sup>2</sup>

1. dossiers déposés auprès du Fonctionnaire délégué et nécessitant les mesures particulières de publicité et/ou l'avis de la Commission de concertation :

125,00 €

Les affiches sont gratuites.

La délivrance de copies des procès-verbaux et avis de la Commission de concertation n'entraîne pas de frais de recherche.

Les dossiers de demande de permis d'urbanisme concernant exclusivement l'installation de collecteurs solaires ou autres installations d'utilisation rationnelle de l'énergie sont exonérés du paiement de la redevance.

- b) Pour le placement d'échafaudages, d'échelles volantes : € 37,50  
c) Pour le placement d'appareils automatiques, de pompes à essence : € 37,50  
d) Pour l'occupation temporaire de la voie publique : € 37,50

Ces redevances sont triplées en cas de régularisation d'un placement, d'une occupation, d'une construction ou d'un lotissement effectués sans l'autorisation requise.

7° Recherche d'archives et renseignements urbanistiques :

- 1) recherches d'archives € 37,50/heure  
avec un minimum de : € 37,50

2. a) renseignements urbanistiques conforme à l'article 275 du code bruxellois de l'aménagement du territoire : € 62,00/par adresse

2. b) renseignement urbanistiques avec détermination de l'utilisation légale du bien : € 132,00/adresse

Toutefois l'exonération de la redevance est appliquée pour les services rendus à des fins scientifiques ou culturelles et dénuées de tout esprit de lucre.

8° Délivrance de photocopies

- Format A4 : € 0,20/pièce  
- Format A3 : € 0,25/pièce

9° Cahiers des charges ou autres documents d'adjudications, de marchés de travaux, de fournitures et services

prix coûtant avec un minimum de : € 25,00

10° Recherches généalogiques ou autres : € 50,00/heure

avec un minimum de : € 50,00

11° Listes périodiques des demandes de permis d'urbanisme, etc... : € 62,00/an

Le Collège des Bourgmestres et Echevins apprécie, compte tenu de l'importance de la liste demandée et de la charge devant en résulter pour la commune, l'opportunité d'octroyer l'abonnement.

Il détermine également la périodicité de la délivrance des listes précitées.

12° Listes électorales : € 385,00

(pour les exemplaires demandés par les partis politiques démocratiques reconnus comme tels, ce tarif ne s'applique qu'à partir du 3ème exemplaire conformément à l'article 17 du code électoral).

13° a) Constitution de dossiers administratifs :

pour l'ouverture, la réouverture, la reprise d'un débit de boissons, restaurant, snack, cercle privé et tout autre établissement assimilé : € 50,00

b) Autres prestations

- 1) par réouverture d'établissement ou de tout commerce après fermeture sur ordre de l'Administration communale, pour non-respect des prescriptions et mesures d'hygiène, après deux

visites d'un agent communal délégué constatées dans un procès verbal contresigné par le contrevenant et l'agent communal délégué : € 125,00

2) par ouverture, réouverture, reprise d'un débit de boissons, restaurant, snack, cercle privé et établissement assimilé sans avoir au préalable obtenu le certificat de moralité et d'hygiène requis : € 125,00

14° Constitution d'un dossier de demande de nationalité belge : € 30,00

15° Par animal à abattre en filière libre, c'est à dire sans aide d'un boucher habilleur : € 15,00

16° Par animal à abattre en filière avec l'aide d'un boucher habilleur dans un abattoir avec lequel la commune a souscrit une convention : € 30,00

17° Instructions de dossiers en matière d'environnement :

- a) permis d'environnement de classe 2 € 125,00
- b) déclaration préalable d'environnement ( classe 3) € 25,00
- c) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1B et 1A € 125,00

18° Pour le placement, pour une durée de 5 ans, d'une plaquette commémorative, selon les modalités prévues par le règlement communal relatif au placement de plaquettes commémoratives sur les bancs publics etterbeekois : € 250,00

Article 2 : La redevance est payable entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Chaque fois que la chose sera possible, la redevance sera perçue par l'apposition d'une vignette sur le document délivré.  
La consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance sera exigée préalablement à la prestation de service demandée.

Article 3 : Lorsque les documents, sollicités par des particuliers et des établissements privés, sont expédiés par la voie postale, les frais d'expédition s'ajoutent à la redevance et sont à consigner au moment de la demande, même dans le cas où le service administratif est gratuit.

Article 4 : A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement de la redevance sera opéré suivant la voie civile légale.

Article 5 : Le présent règlement-redevance est applicable du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 décembre 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 24 votes positifs, 5 abstentions.

#### **Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

#### **Se sont abstenus :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

De Raad,

Herzien zijn beraadslaging van 16 december 2013 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 4 februari 2014 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de veelvuldigheid van aanvragen voor het downloaden van plannen op verwisselbare schijven ;

Gezien de recente wijzigingen van de brusselse code voor het ontwikkelen van het grondgebied voorziet dat de dossiers verwant aan projecten onderworpen aan de analyse van implicaties, vanaf heden ingevoerd worden bij de afgevaardigde ambtenaar maar een deel van de instructies afhankelijk blijft van de gemeente (openbaar onderzoek, organisatie van het overlegcomité waaronder het versturen van de dagvaardingen)

Gezien de noodzaak om de kosten op gebied van milieu en stedenbouw op elkaar af te stemmen

Aangezien het gemeentereglement betreffende het aanbrengen van gedenkplaatjes op de openbare Etterbeekse zitbanken, gestemd op 20 september 2010 ;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Overwegende dat uit eerdere instructies van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest blijkt dat de gemeenten uitgenodigd worden het bedrag van hun retributies vast te stellen in overeenkomst met de reële kosten van de geleverde diensten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 3 juni 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 februari 1983 houdende aanmoedigingsmaatregelen voor het rationeel energieverbruik;

Gelet op de beslissing van 7 februari 2001 van de H. Minister belast met het Leefmilieu in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT:

Artikel 1: De diensten die in het raam van onderhavig reglement aan particulieren worden verstrekt, geven aanleiding tot de betaling aan de gemeente van de hierna vermelde retributies:

1° Inlichtingen van de bevolking, burgerlijke stand of andere inlichtingen waarvoor documenten worden afgeleverd: € 7,50

2° Duplicaten van stedenbouwkundige vergunningen, van milieuvergunningen afgeleverd door de gemeente: € 7,50

3° Duplicaten van vergunningen afgeleverd door de hogere overheid, in het bijzonder inzake milieuvergunningen: € 7,50

4° Waarmaking van afschriften van documenten in alle gevallen waar deze kan bekomen door de zorgen van andere besturen of organismen dan de gemeente Etterbeek: € 7,50

5° Plannen:

- a) Plannen van de gemeente (schaal 1/5000<sup>e</sup>): € 2,50
- in zwart en wit (schaal 1/2500<sup>e</sup>): € 7,50

b) Kopieën van plannen van gebouwen, van reglementaire kaarten, enz., met scanner-traceerapparaat :  
Zwart/witcopie

- Formaat A0:	€ 7,50
- Formaat A1:	€ 5,00
- Formaat A2:	€ 2,50
- Formaat A3:	€ 1,25
- Formaat A4:	€ 0,65

Kleurenkopij

- Formaat A0:	€ 17,50
- Formaat A1:	€ 12,50
- Formaat A2:	€ 7,50
- Formaat A3:	€ 3,75
- Formaat A4:	€ 2,00

c) Kopieën van archiefplannen van gebouwen door analoge reproductie:  
Wit papier

- Formaat A0:	€ 5,00
- Formaat A1:	€ 3,75
- Formaat A2:	€ 2,00

Calque papier

- Formaat A0:	€ 10,00
- Formaat A1:	€ 5,00
- Formaat A2:	€ 3,75

d) Kopieën op niet geleverde verwisselbare harde schijf of USB sleutel; per plan : € 1,00  
met een minimum van 5€

#### 6° Openen van dossiers

a) voor het verkrijgen van een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning :

De ingediende plannen en het aanvraagformulier zijn bepalend voor het bedrag van de te betalen retributie voor het onderzoek van het dossier.

In geval van verschil tussen deze plannen en de oppervlaktes vermeld in het aanvraagformulier, behoudt de administratie zich het recht om het bedrag aan te passen in functie van de werkelijke oppervlakte vastgesteld bij het nazicht van de desbetreffende plannen.

Het bedrag van deze retributie moet worden betaald voor de aflevering van de stedenbouwkundige vergunning, het stedenbouwkundig attest of de verkavelingsvergunning.

De in aanmerking te nemen vloeroppervlakte is de hiervoor bepaalde vloeroppervlakte.

1. dossiers die noch het advies van de Gemachtigde Ambtenaar noch het advies van de Overlegcommissie vereisen

- waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 300 m<sup>2</sup>, het afbreken, het vellen van hoogstammige bomen, en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte :

37,50 €

- en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag hoger is dan 300 m<sup>2</sup>

37,50 €

+ 0,50 € per m<sup>2</sup>

1. dossiers die het advies van de Gemachtigde Ambtenaar en/of het advies van de Overlegcommissie vereisen

- waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 300 m<sup>2</sup>, het afbreken, het vellen van hoogstammige bomen, en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte :

74,50 €

- en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag hoger is dan 300 m<sup>2</sup>

74,50 €

+ 0,50 € per m<sup>2</sup>

1. dossiers die het advies van de Gemachtigde Ambtenaar, de speciale regelen van openbaarmaking en het advies van de Overlegcommissie vereisen

- waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 300 m<sup>2</sup>, het afbreken, het vellen van hoogstammige bomen, en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte :

124,00 €

- en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen voorwerp uitmakend van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag hoger is dan 300 m<sup>2</sup>

124,00 €

+ 0,50 € per m<sup>2</sup>

- dossiers die bij de Gemachtigde Ambtenaar werden ingediend en die de speciale regelen van openbaarmaking en/of het advies van de Overlegcommissie vereisen

125,00 €

De affiches zijn gratis

De afgifte van afschriften van de notulen en adviezen van de overlegcommissie geeft geen aanleiding tot onderzoekskosten.

De dossiers voor de aanvraag van stedenbouwkundige vergunningen betreffende uitsluitend het plaatsen van zonnecollectors of andere installeringen voor het rationeel energieverbruik zijn van de betaling van de retributie vrijgesteld.

b) voor de plaatsing van stellingen, hangladders: € 37,50

c) voor de plaatsing van automatische toestellen, benzinepompen: € 37,50

d) voor tijdelijke bezetting van de openbare weg: € 37,50

Deze retributies worden verdriedubbeld ingeval van regularisatie van een plaatsing, een bezetting, een bouw of een verkaveling uitgevoerd zonder de vereiste goedkeuring.

#### 7° Opzoeking in de archieven en stedenbouwkundige inlichtingen:

1) Opzoeking in de archieven € 37,50/uur  
met een minimum van : € 37,50

- 2 a) stedenbouwkundige inlichtingen overeenkomstig artikel 275 van het Brussels wetboek van de ruimtelijke ordening: € 62,00 per adres
- 2 b) stedenbouwkundige inlichtingen met bepaling van het wettelijk gebruik van het goed: € 132,00 per adres

De vrijstelling van de retributie is enkel van toepassing op de geleverde diensten met wetenschappelijke of culturele doeleinden en ontdaan van alle winst oogmerk.

- 8° Afgifte van fotokopieën :-Formaat A4: € 0,20/stuk  
-Formaat A3: € 0,25/stuk

9° Lastenboeken of andere documenten betreffende, aanbestedingen, openbare opdrachten voor werken, leveringen en diensten:  
kostprijs met een minimum van: € 25,00

10° Opzoeking betreffende de stamboom of andere: € 50,00/uur  
met een minimum van : € 50,00

11° Periodieke lijsten van aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen, enz....: € 62,00/jaar

Het College van Burgemeester en Schepenen oordeelt over de gepastheid voor de toekenning van het abonnement, rekening gehouden met de belangrijkheid van de gevraagde lijsten van de lasten die er voor de gemeente uit zouden voortvloeien. Het College bepaalt insgelijks de tijdstippen waarop deze lijsten kunnen worden afgeleverd.

12° Kiezerlijsten: € 380,00  
(voor de exemplaren afgeleverd aan de als zodanig erkende democratische politieke partijen geldt dit tarief enkel vanaf het 3de exemplaar krachtens het artikel 17 van het Kieswetboek).

13° a) Samenstelling van administratieve dossiers:  
voor de opening, de heropening, de overname van een drankgelegenheid, restaurant, snack, privé-club en elke andere gelijkgestelde instelling: € 50,00

b) Andere prestaties

1) per heropening van een instelling of iedere andere handelszaak na sluiting bevolen door het gemeentebestuur voor niet-naleving van de voorschriften en maatregelen inzake hygiëne, na twee bezoeken door een gemeentelijke afgevaardigde beambte, vastgesteld in een proces-verbaal mede ondertekend door de overtreder en de gemeentelijke afgevaardigde beambte: € 125,00

2) per opening, heropening, overname van drankgelegenheid restaurant, snack, privé-club en gelijkgestelde instelling zonder het getuigschrift van zedelijkheid en hygiëne vooraf verkregen te hebben: € 125,00

14° Opmaking van een dossier voor het aanvragen van de Belgische nationaliteit : € 30,00

15° Per geslacht dier, dit indien men onafhankelijk werkt dus zonder hulp van een beenhouwer : € 15,00

16° Per geslacht dier, samen met de hulp van een beenhouwer, in een slachthuis waarmee de gemeente een conventie ondertekend heeft : € 30,00

17° Onderzoek van dossiers betreffende het milieu :

- a) milieu vergunning klasse 2 € 125,00  
b) voorafgaande milieu-aangifte (klasse 3) € 25,00  
c) aanvraag van milieuattest en milieuvergunning klassen 1B en 1 A € 125,00

18° Voor de plaatsing van een gedenkplaatje voor een duur van 5 jaar, volgens de modaliteiten van het gemeentereglement betreffende het aanbrengen van gedenkplaatjes op de openbare Etterbeekse zitbanken : € 250,00

Artikel 2: De retributie moet worden betaald aan de Gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de bedienden die met de inning van de bedragen belast zijn.

Daar waar het kan, zal de retributie geïnd worden door het kleven van een zegel op het afgeleverde document.

De borgstelling van een bedrag dat gelijk is aan dat van de retributie zal worden geëist alvorens de administratieve dienst verstrekt wordt.

Artikel 3: Wanneer documenten die aangevraagd worden door particulieren of private instellingen per post verzonden worden, worden de verzendingskosten gevoegd bij het bedrag van de retributie en geconsigneerd op het ogenblik waarop de dienstprestatie wordt aangevraagd, eveneens in het geval dat de administratieve prestatie gratis is.

Artikel 4: Bij gebrek aan minnelijke schikking zal de invordering langs burgerlijke weg geschieden.

Artikel 5: Onderhavig reglement is toepasselijk vanaf 1st april 2014 tot en met 31 december 2018.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

29 stemmers : 24 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

#### **Hebben ja gestemd :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

#### **Hebben zich onthouden :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

31.03.2014/A/020 **Motion de Monsieur Christophe GASIA relative aux nuisances sonores dues au trafic généré par l'aéroport de Bruxelles National.**  
**Motie van de heer Christophe GASIA betreffende de geluidsoverlast door het verkeer van de Luchthaven Brussel-Nationaal.**

*Monsieur Gasia prend la parole :*

*« Comme vous le savez depuis le 6 février, le fameux « plan Wathélet » qui a été conclu au niveau du Gouvernement Fédéral est entré en vigueur malgré la motion votée notamment par le FDF en décembre 2012, comme rappelé dans le point qui suivra. Je constate que malgré tout, malgré ce que vous nous dites au niveau du poids politique important que peut représenter finalement votre majorité communale au sein du Gouvernement Fédéral, il n'y a eu aucune possibilité de ne pas mettre en œuvre ce plan tel qu'il existe à ce jour.*

*Comme je l'ai signalé, la motion déposée par le groupe FDF vise et visait de manière peut être minimaliste à rassembler le consensus le plus large possible, tout comme cela fut le cas au niveau du parlement régional bruxellois, auquel sauf erreur de ma part vous avez d'ailleurs décidé de joindre votre signature et donc de cosigner un projet de résolution*

déposé par le groupe FDF. Nous sommes entre personnes de bonne composition qui poursuivons un même but. Le but c'est de donner le signal le plus fort, le plus cohérent et le plus rassembleur possible afin de mettre fin aux nuisances qui sont subies par les Etterbeekoïses et les non-Etterbeekoïses suite à ce nouveau plan de répartition des vols en vigueur depuis le 6 février dernier.

Pour ce qui concerne les propositions que nous avons formulées dans le cadre de cette motion, votée unanimement par tous les groupes, je parle tant du MR que du CDH que d'Ecolo et du PS au sein du Conseil communal d'Auderghem, il est rappelé un historique. »

Monsieur Gasia lit sa motion.

La Commune d'Etterbeek,

Vu la Constitution et plus particulièrement son article 23 consacrant le droit à la protection de la santé ;

Vu la Directive 2002/30/CE du parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien ;

Considérant la violation régulière des normes de bruit instaurées par l'arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 susmentionné ;

Considérant l'augmentation importante du nombre d'interrogations et de plaintes signalées par différents habitants de la Commune d'Etterbeek en matières de nuisances sonores provoquées par le trafic aérien ;

Considérant les plans successifs de répartition des vols qui n'ont pas toujours apporté de solutions équilibrées aux nuisances sonores dont sont victimes de nombreux habitants de Bruxelles et de sa périphérie ;

Le Conseil communal d'Etterbeek marque sa solidarité avec toutes les personnes souffrant de nuisances sonores dues au trafic aérien ;

Le Conseil demande par ailleurs avec insistance :

- Au Gouvernement fédéral de relancer sans attendre les discussions et concertations avec les gouvernements régionaux dans le but de conclure un nouveau plan de répartition des vols qui agréé l'ensemble des parties concernées ;
- Au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de porter à la connaissance des communes concernées toutes les informations dont il dispose, notamment celles concernant les amendes infligées pour la violation des normes de bruit ;
- Au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de déposer sans attendre un recours en annulation de la décision adoptant les dernières adaptations des routes aériennes au départ et à l'arrivée de l'aéroport de Bruxelles National, auquel cas le Conseil demande au Collège, au nom de la Commune d'Etterbeek, de se joindre à la cause ;
- Au Gouvernement fédéral et aux Gouvernements régionaux flamand et bruxellois de conclure un accord de coopération en vue de mettre en place un organe indépendant chargé du contrôle des nuisances sonores provoquées par le survol de Bruxelles et de sa périphérie.

« Ces propositions ont bien entendu une volonté de rassembler, il est évident que le but de cette proposition de motion est double.

D'une part, permettre à la commune de s'associer comme cela vous a été demandé par un courrier qui vous a été adressé par le Bourgmestre d'Auderghem, que la commune participe au cofinancement des recours introduit par les associations, les habitants, sous le couvert de l'association Air Bruxelles Libre afin de participer de manière concrète et effective à cette solidarité comme l'on accepté les communes d'Auderghem et de Watermael-Boitsfort à ce jour. Il est également bien entendu souhaité, qu'on puisse rappeler ce qui a déjà été voté ici mais qui n'a pas été suivi des faits pour des raisons que vous nous expliquerez, il y a maintenant 15 mois. C'est-à-dire que ce plan de répartition des vols soit suspendu sans attendre. C'est pour aller dans le même sens visant à rappeler ce précepte qui a d'ailleurs été voté ici, comme vous l'avez dit, en décembre 2012 et si bien entendu une majorité du Conseil se rassemble. »

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Notre initiative Monsieur Gasia ! Soyez un peu correct. Votre motion ne parle pas de la suspension c'est nous qui parlons de la suspension. C'est la raison pour laquelle on ne votera pas votre texte. On votera le nôtre. »

Monsieur Gasia répond :

« Mais Monsieur le Bourgmestre vous votez le texte que vous voulez du moment qu'on arrive au même résultat. Vous m'avez demandé de cosigner la motion que j'ai déposée. Votre chef de groupe m'a contacté pour cosigner la motion que j'ai déposée. Vous prétendez que je ne dis pas la vérité..."

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Dans votre exposé préalable, avant la lecture de votre motion, vous avez dit que vous aviez fait le relevé de la décision qui avait été prise unanimement, à notre initiative et avant tout le monde, par le Conseil communal. C'est faux. Ça ne se trouve pas dans votre texte.

Vous avez rappelé l'Arrêté Gosuïn, vous n'avez pas eu l'élégance de rappeler la résolution qu'on a voté ici, il y a un an et demi quand personne ne s'en préoccupait et pas vous non plus.

Nous allons maintenant passer aux votes. »

Monsieur du Bus prend la parole :

« Je déplore un peu la façon dont les choses évoluent. J'ai sur la table, une motion déposée par Monsieur Gasia, une motion déposée par Monsieur Van Praet. Vous annoncez une troisième motion... »

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Non, je vais être clair. La motion de Gasia ne nous convient pas.

1. Elle n'est pas correcte dans la mesure où elle ne relève pas qu'une motion a déjà été votée unanimement par le Conseil.
2. La motion de monsieur Gasia n'est qu'un pâle compromis pour tenter d'arriver à une solution dont il n'a pas les moyens de l'obtenir au niveau fédéral.
3. Nous voulons aller beaucoup plus loin quant aux choses que nous allons proposer tout à l'heure
4. On souhaite modifier et on va en délibérer la proposition de Monsieur Van Praet pour avancer de manière plus efficace dans ce dossier. »

Monsieur du Bus prend la parole :

« Ma proposition était de savoir si on ne peut pas entendre les différents partis, Monsieur Gasia, Monsieur Van Praet, vous-même, les représentants des habitants et qu'après cela on vote sur les motions ? »

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur du Bus, ce que vous proposez à l'air gentil. C'est bien, je vous en rends hommage. Mais nous faisons quand même un peu de droit et de politique. Et donc on va bien devoir voter sur un texte, on ne sait pas voter sur deux textes. On va voter maintenant sur le texte de Monsieur Gasia. On ira nous beaucoup plus loin, et on rappellera d'où on est parti et où on veut arriver. On fera des propositions assez dynamiques en faveur des habitants, de l'associatif et des résultats que l'on veut atteindre.

On va d'abord entendre un représentant du public, après qu'on ait voté, comme on l'a promis. Puis on écoutera Monsieur Van Praet et puis je prendrai la parole au nom du Collège. Je propose que nous passions aux votes. »

La motion est rejetée.

29 votants, 2 votes positifs, 24 votes négatifs, 3 abstentions.

#### **Ont voté oui :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia

#### **Ont voté non :**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Sandra Jen, Colette Njomgang, Rik Baeten, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Vincent De Wolf

#### **Se sont abstenus :**

André du Bus de Wamaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

Le CDH motive son abstention :

« Premier élément : je regrette la façon dont l'organisation des débats se déroulent pour le moment. Je ne peux pas accepter le fait qu'on se drape derrière une soi-disant « unanimité » d'une motion qui a été votée en décembre 2012, alors que mon souvenir est exact, cette motion était déposée en urgence, il n'y a pas eu de débat à ce propos. Nous nous sommes opposés précisément en raison de l'urgence d'un thème qui débauchait comme cela. Vous avez dit à trois reprises que cette motion a été votée à l'unanimité, c'est faux.

Deuxième élément, cela signifie que depuis décembre 2012 vous-même au sein du Collège vous saviez exactement quel était l'agenda et que il n'y a aucune information préalable qui a été prise à l'égard des uns et des autres par rapport à la mise en application de ce « Plan Wathelet » et ça je le déplore fortement. »

Le Bourgmestre donne la parole à un représentant du public:

« Bonsoir, je m'appelle Antoine Wilhelmi et je suis l'un des cofondateurs du mouvement « Pas Question », mouvement collectif citoyen qui s'est créé le 6 février quand on a découvert, comme beaucoup de Bruxellois, que nous étions survolés dans des communes où on ne s'attendait pas du tout à ça.

Je voudrais, avant toute chose, vous remercier, remercier l'ensemble du Collège aussi de nous donner la parole. C'est un acte démocratique et nous sommes un mouvement apolitique qui a vocation d'intervenir dans ce débat sur cette question qui touche beaucoup de Bruxellois.

Le mouvement Pas Question s'est créé en 3 semaines et prend une ampleur qu'on n'avait soupçonnée au début. C'est-à-dire qu'on a commencé à se dire que ce n'était pas normal cette histoire d'avions au fond de notre jardin et puis aujourd'hui on est plusieurs milliers de personnes. Il y a plus de 7000 visiteurs sur le site, plus de 4000 personnes dans notre base de données et plus de 3000 sur Facebook, la pétition prend de l'ampleur. Je remercie aussi l'ensemble des citoyens qui ont pris leur temps pour venir ici, ce soir, assister à ce débat.

Nous, au-delà des petits jeux politiques qu'on ne comprend pas toujours très bien, je tiens à vous le dire, et bien on pense qu'il y a une vraie question grave qui concerne l'avenir de notre ville. Nous sommes des citoyens qui aimons notre ville, son patrimoine, ses cafés, ses rues, on aime sa tranquillité à certains endroits, on supporte, par ailleurs, certaines nuisances automobiles ou autres et cette histoire de « Plan Wathelet » nous a affecté énormément dans nos vies, dans nos existences parce que ça nous paraît insensé. Au fur et à mesure, on s'est rendu compte que c'était un plan unique au monde. C'est-à-dire qu'à notre connaissance, sauf dans quelques dictatures exotiques, il n'y a pas de gouvernements, de pays, et les experts sont formels, ou on envoie délibérément les avions directement vers les zones les plus densément peuplées d'une ville. Nous sommes ici à Etterbeek où la densité de population est de 16000 au km<sup>2</sup> parmi la plus élevée du pays. On ne nie pas le problème de cet aéroport et des tracés aériens qui survolent des zones moins densément peuplées plus près de l'aéroport. Je pense qu'il y a une vraie souffrance là bas, il y a des nuisances et des gens qui souffrent de cette nuisance. Mais ce que nous disons au monde politique aujourd'hui, c'est que la solution ce n'est pas d'envoyer les avions directement au dessus de la ville et des quartiers de la capitale du pays, de la capitale de l'Europe.

C'est un message fort. On demande au monde politique, aujourd'hui, de prendre conscience des problèmes et de trouver des vraies solutions structurelles pour cet aéroport. On ne sait pas quels seront les résultats des élections, on ne sait pas quand on aura un gouvernement, on ne sait pas qui sera Secrétaire d'Etat à la Mobilité et donc nous ne pouvons pas prendre le risque, pour Bruxelles, pour son avenir, pour les centaines de milliers de personnes aujourd'hui survolées dans la ville, de maintenir ce plan en état. Pour nous, il faut une suspension immédiate du plan et nous nous engageons en tant que mouvement citoyen à aider l'ensemble des citoyens survolés et qui resteraient survolés, après cette suspension, à trouver les solutions structurelles. Nous nous engageons à aider les partis à objectiver ce débat. Ce débat doit sortir d'une certaine manière du monde politique, il ne peut plus être laissé à l'appréciation de quelques partis, de quelques jeux politiques. C'est un débat dans lequel il faut faire intervenir des experts indépendants. C'est un débat dans lequel il faut des solutions durables et structurelles à long terme. Autrement Bruxelles ne s'en sortira jamais et nous devons relever la tête. C'est le message que nous voulions faire passer ce soir et je vous remercie de l'avoir entendu. »

De gemeente Etterbeek,

gelet op de grondwet en meer bepaald artikel 23 betreffende het recht op bescherming van de gezondheid;

gelet op richtlijn 2002/30/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 maart 2002 betreffende de vaststelling van regels en procedures met betrekking tot de invoering van geluidgerelateerde exploitatiebeperkingen op luchthavens in de Gemeenschap;

gelet op de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 1999 betreffende bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer;

overwegende dat de geluidsnormen vastgelegd door het bovenvermelde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 1999 geregeld overschreden worden;

gelet op de grote stijging van het aantal vragen en klachten die verschillende inwoners van de gemeente Etterbeek ingediend hebben over de geluidsoverlast voortgebracht door het luchtverkeer;

gelet op de verschillende opeenvolgende spreidingsplannen die nog steeds geen evenwichtige oplossingen aangereikt hebben voor de geluidsoverlast waar tal van inwoners van Brussel en de rand het slachtoffer zijn;

De gemeenteraad van Etterbeek verklaart zich solidair met alle personen die getroffen worden door de geluidsoverlast voortgebracht door het luchtverkeer;

De raad dring ter verder op aan:

- bij de federale regering om onverwijld gesprekken en overleg te starten met de gewestregeringen om een nieuw vluchtspreidingsplan af te spreken waar alle betrokken partijen zich in kunnen vinden;
- bij de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering om alle informatie waarover het beschikt mee te delen aan de betrokken gemeenten, vooral de informatie over boetes die opgelegd kunnen worden voor overschrijding van de geluidsnormen;
- bij de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering om onverwijld een beroep tot nietigverklaring in te dienen tegen de beslissing tot goedkeuring van de laatste aanpassingen van de vliegroutes bij aankomst en vertrek op de luchthaven Brussel Nationaal. In dat geval verzoekt de raad het college om zich namens de gemeente Etterbeek achter dit beroep te scharen;
- bij de federale en Vlaamse en Brusselse gewestregeringen om een samenwerkingsakkoord te sluiten met het oog op de oprichting van een onafhankelijk orgaan dat instaat voor de controle van de geluidsoverlast voortgebracht door het luchtverkeer boven Brussel en haar rand.

De motie wordt verworpen.

29 stemmers, 2 positieve stemmen, 24 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

**Hebben ja gestemd :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia

**Hebben nee gestemd :**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Sandra Jen, Colette Njomgang, Rik Baeten, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Vincent De Wolf

**Hebben zich onthouden :**

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

De cdH motiveert zijn onthouding:

"Eerste element: ik betreur de manier waarop de organisatie van de debatten momenteel verloopt. Ik kan niet aanvaarden dat men zich verschuilt achter een zogezegde 'unanimiteit' over een motie die ter stemming gebracht werd in december 2012, terwijl – als ik me het goed herinner – deze motie met urgentie werd ingediend en er geen debat over het voorstel heeft plaatsgevonden. Wij hebben ons verzet, net omdat dit thema plots als urgentie behandeld moest worden. U hebt tot driemaal toe gezegd dat deze motie unaniem goedgekeurd is, en dat is onjuist.

Tweede element: dit betekent dat u op het College sinds december 2012 exact wist wat de plannen waren en dat er geen enkele voorafgaande informatie verstrekt werd aan om het even wie over de toepassing van dit 'Plan Wathélet', en dat betreur ik ten zeerste."

---

31.03.2014/A/021 **Motion de Monsieur Arnaud VAN PRAET relative aux nouvelles nuisances générées par le survol aérien de Bruxelles**  
**Motie van de heer Arnaud Van Praet betreffende de nieuwe overlast voortgebracht door het vluchtverkeer boven Brussel**

Le Conseil communal,

Vu la précédente motion *visant à suspendre la mise en oeuvre du nouveau plan de répartition des nuisances sonores générées par le trafic aérien de l'aéroport de Bruxelles-National* adoptée en séance publique de ce Conseil en date du 17 décembre 2012 ;



Vu les nouvelles routes aériennes mises en place par le Gouvernement fédéral depuis le 6 février 2014 pour les avions décollant de Brussels Airport ;

Considérant que l'objectif de cette nouvelle répartition des vols était, entre autres, de concentrer les décollages au-dessus des zones les moins densément peuplées, pour des raisons évidentes de sécurité et de nuisances, notamment sonores ;

Considérant que, contrairement à cet objectif, les nouvelles routes emportent une répartition du trafic aérien sur des zones de la Région de Bruxelles-Capitale très densément peuplées, impactant notamment la commune d'Etterbeek ;

Considérant qu'il est du devoir du Conseil communal de se préoccuper de la santé et de la sécurité de ses concitoyens ;

Considérant les recommandations de l'OMS sur les seuils de bruit à ne pas dépasser en termes de bruits d'avions ;

Considérant la directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement qui impose aux Etats membres l'élaboration de cartes d'exposition au bruit des populations, notamment pour le bruit des avions, ainsi que l'adoption de mesures de limitation des nuisances dans les zones problématiques ;

Considérant que toutes décisions relatives au tracé des routes aériennes ont des conséquences environnementales, sanitaires et sécuritaires dont il faut préalablement tenir compte ;

Considérant que les problèmes générés par le trafic aérien impliquent des solutions structurelles et que le survol régulier de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas une solution acceptable ;

Soucieux de voir les nuisances autour de Brussels Airport se réduire dans les meilleurs délais ;

A. MARQUE sa solidarité avec toutes les personnes souffrant de nuisances dues au trafic aérien et, plus particulièrement encore, avec ses propres concitoyens ;

B. DEMANDE au Gouvernement fédéral :

a - de relancer dans l'urgence les discussions et concertations visant à mettre en œuvre un plan de répartition des vols en privilégiant les zones les moins densément peuplées et faiblement urbanisées ;

b - de s'assurer que les routes soient arrêtées sur base d'une étude d'impact environnemental préalable et en tenant compte des normes de bruit en vigueur telles que déterminées par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 relatif au bruit en provenance du trafic aérien ;

c - de créer un organe de contrôle des nuisances sonores public et indépendant afin de veiller au respect des dispositions en matière de gestion des nuisances sonores ;

C. DEMANDE au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

a - de veiller au respect des normes de bruit arrêtées par lui et de sanctionner systématiquement les infractions commises par les compagnies aériennes ;

b - d'agir en cessation environnementale quant aux décisions adoptant les dernières adaptations des routes aériennes, auquel cas pour la Commune d'Etterbeek de se joindre à la cause ;

D. MANDATE le Collège pour envoyer copie de la présente motion aux membres du Gouvernement fédéral et du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Bourgmestre donne la parole au chef de groupe de la Liste du Bourgmestre, Monsieur Arnaud Van Praet.

Monsieur Van Praet prend la parole :

*« Je vous remercie Monsieur le Président. C'est un Conseil assez inhabituel, quelques jours assez inhabituels. Il y a eu je pense sur notre boîte mail autant de sollicitations que d'avions au dessus de la commune et je crois qu'il faut saluer, que dans les mouvements citoyens il y a certes toujours une sympathie mais pas toujours une argumentation et une connaissance sur le fond des dossiers. Je trouve ça important quand c'est trop souvent, surtout en période électorale, des arguments de facilités et des postures de groupes politiques qui sont adoptées. Je comprends aisément les unanimités que l'on voit sillonner là, arrivés dans les Conseils communaux. Je dois dire que nous sommes suspects au niveau de la Liste du Bourgmestre à Etterbeek vu que vous l'avez rappelé, et je le rappelle de manière préliminaire. C'est déjà, il y a un an et demi, en décembre 2012, certes en urgence, Monsieur Du Bus, parce que nous savions que c'était à ce moment que se prenaient des décisions importantes que nous avions choisi d'adresser, à Monsieur Wathelet une motion qui était particulièrement argumentée, et qui reste, à ce jour, entièrement pertinente. On aurait pu la redéposer comme telle et qui a été votée à une très large unanimité.*

*Alors je vais peut être redresser, rebrosser les critiques que nous avons formulées, vous verrez que nous n'étions pas en retard ; il est dommage de la part du Secrétaire d'Etat, Monsieur Wathelet qu'il n'y ait pas eu d'effet sur cette motion. Je pense ne pas me tromper en disant que nous n'avons pas eu de courrier, en réponse de celui-ci, mais parfois les communes sont trop peu écoutées par les niveaux de pouvoir supérieur.*

*La motion votée en 2012 était très claire, on ne demandait pas comme tel qu'il n'y ait pas de plan de dispersion des vols au contraire, on demandait et on insistait beaucoup pour que la Région Bruxelloise soit consultée. C'était l'époque où il n'y avait aucune consultation du Gouvernement Bruxellois lorsque ce plan a été adopté et bien évidemment pas des communes qui allaient être survolées. Notre argument principal, et vous l'avez rappelé souvent dans toutes vos communications et les différentes associations le rappellent, nous l'avons rappelé en 2012 et depuis, qu'il nous paraît particulièrement peu souhaitable voir dangereux, (on suit les recommandations européennes des différentes motions et résolutions qui ont été votées au Parlement Européen et encore il est vrai au niveau du Parlement Bruxellois ces derniers jours) de survoler les zones qui sont les plus densément peuplées et le territoire etterbeekois en est une. On s'inquiétait également dans cette motion de l'impact environnemental et de la santé des habitants à Etterbeek, vu que nous avons la densité de population la plus élevée de Bruxelles ou pas loin. Vu la cadence des avions qui survolent la commune, on a pleinement conscience de la situation, on le vit aujourd'hui. Zone densément peuplée, questions de sécurité, d'environnement, nous souhaitons qu'il y ait un réel organe indépendant de contrôle du trafic aérien et de ce plan de dispersion. C'était prévu dans le plan Wathelet, nous le demandions en 2012 et nous le redemandons dans la motion que nous soutenons aujourd'hui.*

*La différence et la nouveauté de la motion que nous présentons à ce Conseil c'est que nous estimons que le plan qui avait été adopté en 2008 et 2010, mis en œuvre par Monsieur Wathelet l'a été tout à fait de travers. A ma connaissance, et beaucoup pourront le confirmer ici, la commune d'Etterbeek ne devait pas être survolée de manière aussi dense que ça. On peut dans un plan de répartition des vols tolérer une répartition des nuisances sur l'ensemble des Bruxellois. On peut connaître quelques survols mais nous connaissons*

80% des survols dans ce « tourne à gauche » qui désormais surplombe littéralement notre commune.

*Je sais, Monsieur le Bourgmestre, que vous étiez à l'époque intervenu, notamment auprès des instances de notre mouvement pour que le survol d'Etterbeek et des communes qui la borde reste exceptionnel. Aujourd'hui cette circonstance exceptionnelle est devenue la règle principale, c'est en raison d'une mauvaise mise en œuvre que nous subissons à Etterbeek et dans d'autres communes voisines les effets et les nuisances de ce Plan Wathelet. Il est particulièrement triste de constater qu'un Secrétaire d'Etat qui a été sensibilisé, il y a un an et demi, par notre commune et par d'autres n'ait pas conscience de cela. Dans la presse, il continue à botter en touche en estimant qu'il a fait les choses à merveille. La preuve en est que non, le ralliement de sa propre formation politique dans diverses communes le démontrent. Dans la motion, nous revenons bien évidemment sur les grandes lignes que nous évoquions en 2012 lorsque nous demandions la suspension de la mise en œuvre du nouveau plan de répartition des vols et nous insistons pour que l'accord négocié au niveau fédéral soit respecté à la lettre. Nous savons que ce n'est pas le cas aujourd'hui.*

*Nous demandons que dans l'urgence les discussions puissent être relancées, des concertations, afin que les zones densément peuplées soient évitées. Nous demandons qu'il y ait une étude d'impact environnemental préalable qui conditionne toute définition des routes aériennes. Nous demandons également que l'organe de contrôle soit rapidement installé de manière indépendante en vue de contrôler, de veiller au respect des dispositions en matière de gestion des nuisances. Ce sont des demandes qui sont adressées au Gouvernement Fédéral. Nous devons venir en aide à la région Bruxelloise. Nous savons que beaucoup de recours ont été émis en la matière, que toutes les instances internationales ont confirmé la légitimité de notre région à sanctionner les compagnies aériennes qui ne respectent ces normes là. Nous devons nous associer et continuer à soutenir cela. Mettre en œuvre un plan qui ne permet de respecter les normes bruxelloises n'a aucun sens. Et enfin, comme Madame la Ministre Huytebroeck l'a mentionné, nous pensons que dès qu'une action en cassation environnementale sera mise en œuvre par la Région Bruxelloise, notre commune devra, dans l'intérêt de ses habitants, s'impliquer dans celle-ci, car il est évident qu'il n'y a pas de conciliation possible entre le Plan Wathelet mis en œuvre aujourd'hui et les normes que nous connaissons en Région Bruxelloise.*

*Je sais que le Collège et vous, Monsieur le Bourgmestre, allez intervenir sur ce texte. J'aimerais vous exhorter à ce que la position qui sera définitivement prise reflète pleinement les intérêts de ses habitants et ceux des communes avoisinantes. »*

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

*« Je vous remercie Monsieur Van Praet pour votre exposé paisible, clair et ferme. Maintenant, si vous le permettez, j'aimerais que vous nous excusiez parce que je souhaiterais que le Collège puisse faire, au nom de la majorité, une proposition d'amendement de votre texte, comme annoncé tout à l'heure. Et je vais déjà annoncer des lignes directrices de ce que moi je pense, après m'être concerté avec les membres du Collège, qu'il faudrait rajouter à la lumière de l'évolution de ce dossier dans votre texte. Tout d'abord, on sait que dans ce dossier les politiques doivent prendre leurs responsabilités. Et je n'hésite pas à dire que beaucoup de ministres par le passé ont, selon leur propre circonscription électorale, orienté les vols et les plans en fonction de leur électoral. C'est un coup à gauche, un coup à droite, ce n'est pas une politique que nous pouvons soutenir. Nous avions soutenu un plan qui avait pour objectif, qui a pour objectif non pas de contester l'existence d'un aéroport mais d'assurer la dispersion de façon telle que les inconvénients soient répartis de manière équitable. C'est évidemment, je crois, un objectif derrière lequel vous pouvez souscrire. Même si on sait que des accidents c'est rare on ne peut permettre de faire systématiquement survoler des avions sur des zones densément peuplées. C'est une idiotie, c'est un danger, c'est non. Etterbeek est une des communes les plus densément peuplées de la région et même du pays. Nous n'avions pas de survol d'avions par le passé, nous pouvions accepter d'en avoir dans une certaine mesure, limite et reparti dans le cadre d'une étude qui devait être menée. Ce plan aujourd'hui tel qu'il est appliqué est une catastrophe.*

*L'objectif qui était poursuivi est non seulement une fois raté mais deux fois raté. D'abord les nuisances sont concentrées et jamais elles n'avaient été atteintes à ce niveau auparavant. Le tourne à gauche qui devait s'effectuer à une certaine altitude, s'effectue aujourd'hui beaucoup plus bas. On est passé de 2200 pieds à 1700 pieds ce qui crée des nuisances bien différentes pour les riverains. Il permettait en plus d'emprunter plusieurs itinéraires et plusieurs routes. En réalité, on sait que 6 tourne à gauche sur 8 donc 80% ou plus des routes empruntées prennent exactement, toujours, la même route et passe par le milieu de la commune et continue vers Auderghem et vers Watermael-Boitsfort. C'est évidemment contraire à l'objectif du plan. C'est une mascarade, c'est intolérable et en plus, ça fait courir des dangers physiques aux personnes. Je ne parle pas nécessairement en matière de pollution, elle devra être mesurée, mais certainement, en matière de risque en cas de problème au décollage.*

*Nous allons prendre 15 minutes pour délibérer et libeller l'amendement. Le Collège va se retirer avec les chefs de groupe de la majorité. On va tout d'abord demander que l'on en arrive à l'application du plan qui avait entraîné un accord entre les inter-cabinets. Sinon on suspend ce plan sur le champ. Deuxième point : que notre commune puisse soutenir les collectifs et les habitants qui souhaitent exercer des recours, faire évaluer par un bureau indépendant : l'étude d'impact, des routes empruntées ou à emprunter, faire des mesurages et notre Collège le proposera au Conseil, dans une mesure budgétaire que l'on définira. Et puis, je considère aussi, et là je parle pour mon parti, que l'enjeu est un enjeu fédéral, que si on n'arrive pas à résoudre le problème avant les élections, il faudra le résoudre sur la table des négociations et nous prenons l'engagement que ce plan là ne puisse pas se maintenir à l'issue du scrutin, si nous sommes associés et nous serons, je l'espère un pouvoir important au niveau du fédéral et au niveau du régional demain tant à Bruxelles que dans le pays.*

*Voilà ce que je voulais vous dire. On va maintenant en délibérer. »*

La séance est suspendue de 21h40 à 22h00.

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

*« Mesdames messieurs, le Collège s'est réuni, renforcé par les chefs de groupe, et je peux vous dire que nous sortons de cette brève réunion avec un accord unanime sur le texte qui va être proposé aux votes du Conseil communal. Ce n'est pas mince car vous avez face à vous une majorité qui comprend la Liste du Bourgmestre, essentiellement composée du MR et d'indépendants mais aussi d'un représentant du CDNV, et d'une représentante du VLD. Vous avez également dans cette majorité Ecolo/Groen, le Parti Socialiste et le SPA. C'est un panel de parti qui est assez considérable. L'ensemble de ces partis se sont entendus ce soir sur un texte qui va vous être présenté. Pour l'intelligibilité de nos travaux, nous allons d'abord distribuer les exemplaires aux chefs de groupe et aux conseillers. Nous veillerons aussi à distribuer le texte au public et je vous en donne lecture. »*

Monsieur Robert prend la parole :

*« Je pense qu'il serait intéressant que dès demain ce texte soit sur le site internet de la commune. »*

Monsieur Le Bourgmestre prend la parole :

*« C'est une suggestion intéressante. Nous y veillerons. »*

Monsieur Gasia prend la parole :

*« Monsieur le Bourgmestre, comme vous le savez, nous allons vous rejoindre, sous réserve de ce qui pourrait être mal écrit. Mais je voulais, puisque ça n'a pas été abordé, ni dans la motion de Monsieur Van Praet ni dans les 4 points que vous soulevez, de bien vouloir inscrire que nous défendons aussi le principe de la nuit européenne et qu'il n'y ait pas de vols avant 7 heures du matin. Je crois que ça doit être repris dans la motion de manière précise dans le souci de renforcement que vous avez voulu défendre. »*

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

*« Aucun monde n'est parfait Monsieur Gasia et vous savez très bien pourquoi vous faites cette demande, vous savez qu'on ne peut pas la rencontrer parce que nous sommes un parti au gouvernement fédéral. J'ai pris mes responsabilités comme chef de groupe régional au Parlement Bruxellois, j'ai effectivement cosigné une motion qui était déposée par le FDF, j'ai demandé à votre chef de groupe de retirer cet élément de nuit européenne puisque qu'elle ne pouvait pas faire consensus et que c'est en fait le débat approfondi qui doit être mené du point de vue de la vocation socio-économique de la région bruxelloise et si vous souhaitez déposer un amendement en ce sens, c'est votre droit mais ce n'est pas très élégant et nous ne pourrions pas tel quel le voter. »*

Monsieur Gasia prend la parole :

« J'ignorais totalement que vous aviez pris l'engagement au niveau fédéral de ne pas soutenir ce genre de demande. Vous me prêtez des intentions qui ne sont pas les miennes. »

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Je vous donne alors une précision claire. J'ai rencontré votre chef de groupe à propos de la motion qui a été proposée à ma signature, je lui ai indiqué que je pouvais, tout à fait, me joindre à cette motion puisque nous avions anticipé nous même, il y a un an et demi, cette motion au niveau local. Mais que par contre pas en ce qui concernait la nuit européenne, puisqu'il y avait un accord fédéral à ce sujet. Il est raisonnable de tout d'abord faire une étude d'impact environnemental, socio-économique parce qu'il ne faudrait pas non plus créer un désert économique à Bruxelles et mesurer les conséquences quant aux contrats qui ont été signés entre différentes instances fédérales et des compagnies. Il y a en effet un retard par rapport à une modification à cet égard, on ne peut pas tout improviser, votre chef de groupe régional a tout à fait marqué accord pour que cet élément soit supprimé du texte. Nous avons cosigné ce texte et déposé, nous l'avons d'ailleurs également enrichi et nous le voterons bien entendu.

Je vous donne lecture de la proposition de motion d'Arnaud Van Praet tel qu'amendée par le Collège.

On ajoute dans les considérants préalables un considérant nouveau :

Considérant que c'est de manière contraire à l'essence de l'accord que celui-ci a été mis en œuvre tant du point de vue des zones survolées que des altitudes empruntées ;

Dans la partie décisionnelle du texte, on demande au Gouvernement Fédéral :

de manière immédiate, d'appliquer l'accord conformément à son objectif et, à défaut, de suspendre sans délai le plan dans son application actuelle.

On ajoute au point c :

de soumettre le choix des routes aériennes à l'établissement préalable d'une étude d'impact environnemental en tenant compte ...

On ajoute trois éléments nouveaux, la commune d'Etterbeek décide :

a - en cas d'action en cessation environnementale régionale, d'intervenir à ses frais à la procédure ;

b - de soutenir financièrement, dans une mesure à définir, les collectifs ou les habitants qui souhaitent introduire des recours à l'encontre d'un éventuel maintien du plan dit « Wathelet » ;

c - de soutenir financièrement, dans une mesure à définir, les collectifs ou les habitants qui souhaitent procéder à des mesurages.

Voilà l'accord sur lequel nous sommes parvenus ce soir. »

Monsieur Du Bus prend la parole :

« Il y a plusieurs éléments. Le premier : nous sommes du même parti que Melchior Wathelet évidemment nous avons des contacts réguliers avec son cabinet et depuis quelques semaines nous relayons les préoccupations qui sont les nôtres, au sens large. Précisément, il y a, à la fois, des éléments de court terme dont il faut tenir compte, des éléments de moyen terme et des éléments de long terme. Et je fais un va et vient entre votre proposition de motion amendée et une série de discussion que nous portons aujourd'hui auprès du cabinet Wathelet et qui ont trait dans le court terme, c'est vrai, à des modifications horaires. La nuit aujourd'hui c'est 23h – 6h et il y a des combats qui sont menés pour porter de 23h - 7h. Cela fait partie des éléments que nous mettons sur la table. Il y a bien évidemment la question de l'organe de contrôle indépendant qui fait l'objet d'une loi qui doit être votée mais qui existe en temps que tel et donc je vois que dans votre motion il est question de créer un organe de contrôle de nuisances sonores publiques et indépendant. Le projet de loi est prêt et doit être voté. »

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Tant qu'un projet n'est pas voté, il n'existe pas. »

Monsieur Du Bus prend la parole :

« Deuxièmement, je lis votre texte « de manière immédiate, d'appliquer l'accord conformément à son objectif et, à défaut, suspendre sans délai le plan dans son application actuelle. » et puis « de soumettre le choix des routes aériennes à l'établissement préalable d'une étude d'impact environnemental. » Je me demande si il n'y a pas une contradiction entre ces deux paragraphes dès lors qu'on ne peut pas appliquer l'accord conformément à son objectif d'une part, et de soumettre le choix des routes aériennes à l'établissement préalable d'une étude d'impact environnemental.

Dernièrement : je crois qu'il y a la nécessité de réfléchir de façon structurelle au problème des nuisances sonores et de la façon dont l'aéroport est aujourd'hui géré. Nous connaissons tous le problème principal qui est lié à la proximité de l'aéroport et l'orientation des pistes. Le plan de l'aéroport c'est comme un Z, la barre supérieure s'appelle la piste 25 Droite et la barre inférieure s'appelle la piste 25 Gauche. Aujourd'hui, c'est la piste 25 Droite qui est utilisée à 85%. La piste 25 Gauche est utilisée à 10 ou 15% et entre autres la nuit. Hors cette piste est en léger décalage et il suffit de reculer ou d'allonger la piste inférieure de 400 mètres pour que l'ensemble des virages gauches évite les zones densément peuplées et prenne la ligne principale du ring et de la Forêt de Soignes. Le grand problème est lié à l'allongement de cette piste, il est double. Il faut enjamber la route Malines-Waterloo et il n'y a, aujourd'hui, aucune voie d'accès à cette piste. Ce qui signifie que les avions qui peuvent l'emprunter sont obligés de la prendre dans un sens, de faire demi tour et de la prendre dans l'autre sens. C'est ingérable pour un aéroport de la taille de Bruxelles-Zaventem. C'est la raison pour laquelle cette piste est sous exploitée. L'allonger de 300 mètres créé une voie d'accès et créé une zone de parking de telle sorte que les avions puissent faire les manœuvres nécessaires. Cela représente une réelle solution structurelle à moyen terme et à long terme. Le cout est estimé à 105 millions d'euros.

Il faut une volonté politique et notre souhait est que soit intégré dans votre demande de motion un point relatif à la vision à long terme visant au réaménagement de la piste 25 Gauche actuellement totalement sous utilisée en raison de son manque de voie d'accès latérale, de l'absence d'aire de parking et de sa longueur. L'utilisation de cette piste allongée de 300 mètres permettrait une diminution maximale du survol des zones d'habitations de Bruxelles en particulier de l'est et donc Etterbeek.

Notre amendement est au niveau des demandes au Gouvernement fédéral :

« d'étudier les mesures structurelles notamment liées à l'aménagement des pistes, en vue de limiter le survol des zones densément peuplées. »

C'est notre amendement et il permet de se mettre dans une perspective d'aménagement et d'évitement des nuisances sur la zone densément peuplée. Ca demandera du temps. En attendant, il faut appliquer, comme vous le dites ici, l'accord dans son essence. »

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

*« Nous allons voter contre votre amendement. Chacun sa compétence, je ne vais pas parler d'un projet qui n'existe pas, d'un budget que je ne connais pas. Nous disons clairement qu'il faut suspendre l'application de ce plan. Et avant toute autre chose, il faut faire appel à des spécialistes, à une étude objective d'impact environnemental pour prendre la meilleure ou moins mauvaise décision possible dans l'intérêt public. Lorsqu'on parle d'une dispersion des nuisances au niveau des vols, il n'y a aucune raison que seule la Région Bruxelloise concentre toutes les nuisances de plus "certaines" communes dans cette région. Ca n'a pas de sens.*

*Nous disons que la façon dont l'accord est appliqué, aujourd'hui, il l'est en dépit du bon sens et même en violation de l'essence même de l'accord. Puisque l'essence de l'accord c'est de prévoir une dispersion étudiée, globale, limitant les nuisances dans l'intérêt de tous et en tout cas en évitant le survol des zones densément peuplées. »*

Monsieur Du Bus prend la parole :

*« Si vous dites déjà que la majorité va voter contre l'amendement, je ne vais pas le déposer. »*

Monsieur Gasia prend la parole :

*« J'ai bien pris connaissance de la proposition de motion amendée par le Collège. Je suis un petit peu déçu parce que tout d'abord, lorsque vous signalez que vous demandez de manière immédiate d'appliquer l'accord conformément à son objectif et à défaut de suspendre sans délai le plan dans son application actuelle, nous estimons que c'est trop aléatoire. Dès lors que la question, et vous l'avez signalé je pense dans votre intervention lorsque vous répondez à Monsieur Du Bus, c'est que votre volonté, la volonté de la majorité est de demander la suspension immédiate de la mise en œuvre du plan Wathelet. Autrement dit, nous avons et ils sont par écrits, déposé trois amendements.*

*1<sup>er</sup> Amendement :*

*- apporter son soutien financier pour faciliter la démarche des citoyens etterbeekoïses dans le cadre du recours qu'ils introduiraient dans les délais légaux auprès du Conseil d'Etat afin de demander la suppression et/ou l'annulation du « plan Wathelet ». »*

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

*« C'est dans la motion Monsieur Gasia, quand je parle des recours c'est les recours civils et administratifs. C'est beaucoup plus large. »*

Monsieur Gasia prend la parole :

*« Effectivement, j'ai oublié de tourner la page. Excusez-moi mais c'était quelque chose d'important. Le premier amendement n'a pas de raison d'être.*

*2<sup>ème</sup> Amendement :*

*Demande au niveau Fédéral :*

*- de suspendre immédiatement la mise en œuvre du nouveau plan de répartition des nuisances sonores dit « Plan Wathelet ».*

*La raison de cet amendement c'est parce que je suis convaincu que pour le Gouvernement et pour Monsieur Wathelet l'objectif est respecté sinon il ne l'aurait pas mis œuvre. Vous l'avez évoqué, lorsque vous aviez déposé et nous l'avions voté, la motion en décembre 2012, il n'y avait pas cette réserve où on demandait de suspendre la mise en œuvre du nouveau plan de répartition des nuisances sonores générées par le trafic aérien de l'aéroport de Bruxelles National, c'était avant sa mise en œuvre et vous demandiez sa suspension clairement. Donc ici il n'y a pas de raison de la conditionner.*

*3<sup>ème</sup> Amendement qui devient le deuxième:*

*Nous demandons au niveau Fédéral :*

*- la mise en application du respect de la nuit européenne courant de 23h à 7h du matin.*

*Nous souhaitons que tous ces amendements soient soumis aux votes du Conseil.»*

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Buyani :

*« Tout ce que nous pouvons dire c'est qu'il nous est difficile, nous, PS d'Etterbeek de ne pas approuver ou soutenir la motion telle qu'elle a été présentée et modifiée. Il est désastreux de faire survoler les zones les plus densément peuplées. En prenant l'initiative de faire adopter le plan ici concerné, le Secrétaire d'Etat à la Mobilité a fait le choix de maximiser les effets néfastes liés à la présence d'un aéroport au milieu d'une zone densément peuplée, bruit, pollution,...*

*Nous relevons dans cette motion en tout cas et ce, avec bonheur :*

*1 – la demande de respect strict de l'accord fédéral*

*2 – le besoin d'un organe indépendant de contrôle des trafics*

*3 – le fait que le survol d'Etterbeek doit être soit interdit, soit exceptionnel compte tenu de la densité de la population.*

*Le PS est d'accord avec la motion qui nous a été présentée. »*

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Jen :

*« Au nom d'Ecolo/Groen je souhaiterais appuyer les démarches qui peuvent être faites en appui aux engagements du Ministre de l'Environnement de la Région Bruxelloise à trouver une solution de bonne gouvernance, qui je crois est un des éléments marquant de la situation actuelle, puisqu'un plan a été mis en œuvre sans que des conditions préalables soient réalisées. Ecolo s'est engagé sans relâche avec sa Ministre Evelyne Huytebroeck au respect des normes bruxelloises et a sanctionné les infractions depuis 2004, le moratoire sur les amendes qui avait été instauré en vue, notamment, de réclamer l'argent qui était dû par les compagnies aériennes, a été suspendu. Malheureusement malgré de nombreuses procédures, aucune de ces infractions n'a pu être encore sanctionnée, les sommes n'ont toujours pas pu être collectées par la Région.*

*Ecolo/Groen considère cette motion comme un strict minimum qui doit être la base pour envoyer un message fort, au niveau fédéral, en vue de trouver une solution d'urgence et satisfaisante pour tous nos concitoyens et pour toutes les communes de la région. Nous ne manquerons pas de porter, au-delà de nos considérations au niveau communal, fédéral*

*ou régional, des motions au niveau européen puisque nous avons aussi un problème de mise en concurrence au niveau économique des aéroports et d'arguments qui peuvent être mis en avant visant à sacrifier la santé ou le bien être environnemental des citoyens. »*

Monsieur le Bourgmestre prend la parole:

*« Je vous remercie. Nous sommes saisis donc du dépôt de deux amendements du FDF. Ce qui compte dans ce dossier c'est qu'on aide les gens et c'est le but de notre action. »*

Vote sur le 1er amendement du FDF :

Demande au niveau Fédéral :

- de suspendre immédiatement la mise en œuvre du nouveau plan de répartition des nuisances sonores dit « Plan Wathélet ».

Ont voté non : 26 - Ont voté oui : 2 - Abstention : 1

**Ont voté oui :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia

**Ont voté non :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Aziz Es, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**S'est abstenu :**

Damien Gérard

Monsieur le Bourgmestre prend la parole:

*« La majorité dépose un nouvel amendement, son premier amendement n'étant assez claire. Nous décidons « de demander au Gouvernement : de manière immédiate d'appliquer l'accord conformément à son objectif en évitant le survol de zones densément peuplées, et à défaut, suspendre sans délai le plan dans son application actuelle ». Je propose qu'on vote cet amendement maintenant. »*

Vote sur l'amendement de la majorité :

Ont voté oui : 27 - Abstentions : 2

**Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Se sont abstenus :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia

Le FDF justifie son abstention car il ne voit pas de raison à ce que les textes qui ont été votés, doivent différer de commune à commune.

Vote sur le 2ème amendement du FDF :

Ont voté non : 18 - Ont voté oui : 10 - Abstention : 1

« demande au niveau Fédéral :

la mise en application du respect de la nuit européenne courant de 23h à 7h du matin »

**Ont voté oui :**

Rik Jellema, Colette Njomgang,  
André du Bus de Warnaffe, Françoise Carton de Wiart, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, Sandra Jen

**Ont voté non :**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Vincent De Wolf

**S'est abstenue :**

Marie-Rose Geuten justifie son abstention car Ecolo et Groen soutiennent entièrement le principe de la nuit européenne donc la tranquillité entre 23h et 7h mais par solidarité avec la majorité elle s'abstient.

Le Bourgmestre lit l'amendement déposé par le CDH :

*« Demande au Gouvernement Fédéral :*

- *d'étudier les mesures structurelles notamment liées à l'aménagement des pistes, en vue de limiter le survol des zones densément peuplées. »*

Vote amendement du CDH :

Ont voté non : 24 - Ont voté oui : 3 - Abstentions : 2

**Ont voté oui :**

**Ont voté non :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Se sont abstenus :**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia

Le Conseil approuve la motion telle qu'amendée ci-dessous.  
29 votants : 26 votes positifs, 3 abstentions.

**Motion définitive :**

Le Conseil communal,

Vu la précédente motion *visant à suspendre la mise en oeuvre du nouveau plan de répartition des nuisances sonores générées par le trafic aérien de l'aéroport de Bruxelles-National* adoptée en séance publique de ce Conseil en date du 17 décembre 2012 ;

Vu les nouvelles routes aériennes mises en place par le Gouvernement fédéral depuis le 6 février 2014 pour les avions décollant de Brussels Airport ;

Considérant que l'objectif de cette nouvelle répartition des vols était, entre autres, de concentrer les décollages au-dessus des zones les moins densément peuplées, pour des raisons évidentes de sécurité et de nuisances, notamment sonores ;

Considérant que, contrairement à cet objectif, les nouvelles routes emportent une répartition du trafic aérien sur des zones de la Région de Bruxelles-Capitale très densément peuplées, impactant notamment la commune d'Etterbeek ;

Considérant que c'est de manière contraire à l'essence de l'accord que celui-ci a été mis en œuvre tant du point de vue des zones survolées que des altitudes empruntées ;

Considérant qu'il est du devoir du Conseil communal de se préoccuper de la santé et de la sécurité de ses concitoyens ;

Considérant les recommandations de l'OMS sur les seuils de bruit à ne pas dépasser en termes de bruits d'avions ;

Considérant la directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 *relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement* qui impose aux Etats membres l'élaboration de cartes d'exposition au bruit des populations, notamment pour le bruit des avions, ainsi que l'adoption de mesures de limitation des nuisances dans les zones problématiques ;

Considérant que toutes décisions relatives au tracé des routes aériennes ont des conséquences environnementales, sanitaires et sécuritaires dont il faut préalablement tenir compte ;

Considérant que les problèmes générés par le trafic aérien impliquent des solutions structurelles et que le survol régulier de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas une solution acceptable ;

Soucieux de voir les nuisances autour de Brussels Airport se réduire dans les meilleurs délais ;

A. MARQUE sa solidarité avec toutes les personnes souffrant de nuisances dues au trafic aérien et, plus particulièrement encore, avec ses propres concitoyens ;

B. DEMANDE au Gouvernement fédéral :

a - de manière immédiate, d'appliquer l'accord conformément à son objectif en évitant le survol de zones densément peuplées et, à défaut, suspendre sans délai le plan dans son application actuelle ;

b - de créer un organe de contrôle des nuisances sonores public et indépendant afin de veiller au respect des dispositions en matière de gestion des nuisances sonores ;

c - de soumettre le choix des routes aériennes à l'établissement préalable d'une étude d'impact environnemental en tenant compte des normes de bruit en vigueur telles que déterminées par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 relatif au bruit en provenance du trafic aérien ;

C. DEMANDE au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

a - de veiller au respect des normes de bruit arrêtées par lui et de sanctionner systématiquement les infractions commises par les compagnies aériennes ;

b - d'agir en cessation environnementale quant aux décisions adoptant les dernières adaptations des routes aériennes ;

D. DECIDE

a - en cas d'action en cessation environnementale régionale, d'intervenir à ses frais à la procédure ;

b - de soutenir financièrement, dans une mesure à définir, les collectifs ou les habitants qui souhaitent introduire des recours à l'encontre d'un éventuel maintien du plan dit « Wathelet » ;

c - de soutenir financièrement, dans une mesure à définir, les collectifs ou les habitants qui souhaitent procéder à des mesurages.

**Ont voté oui :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Amaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Se sont abstenus :**

André du Bus de Wamaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

Motivation de l'abstention du CDH sur le vote de la motion amendée : Nous regrettons qu'il n'y ait aucune demande structurelle qui est formulée aujourd'hui à l'intention du gouvernement.

De gemeenteraad,

gelet op de vorige motie tot opschorting van de uitvoering van het nieuwe spreidingsplan van de geluidsoverlast voortgebracht door het vluchtverkeer van de luchthaven Brussel-Nationaal, goedgekeurd in openbare zitting van deze raad op 17 december 2012;

gelet op de nieuwe vluchtroutes vastgelegd door de federale regering sinds 6 februari 2014 voor vliegtuigen die opstijgen vanaf Brussels Airport; overwegende dat deze nieuwe spreiding van de vluchten onder meer tot doel had de opstijgende vliegtuigen te concentreren boven de minst dichtbevolkte gebieden, wegens duidelijke redenen met betrekking tot de veiligheid en overlast, vooral dan geluidshinder;

overwegende dat de nieuwe routes ingaan tegen deze doelstelling doordat ze het luchtverkeer leiden over zeer dichtbevolkte gebieden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waaronder de gemeente Etterbeek;

overwegende dat het de plicht is van de gemeenteraad zich te bekommeren over de gezondheid en de veiligheid van zijn medeburgers; gelet op de aanbevelingen van de Wereldgezondheidsorganisatie met betrekking tot de plafonds voor vliegtuiglawaai;

gelet op de Europese richtlijn 2002/49/EG van 25 juni 2002 inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaai die de lidstaten verplicht om kaarten op te stellen van de blootstelling van de bevolking aan lawaai, waaronder vliegtuiglawaai, en de goedkeuring van maatregelen ter beperking van de overlast in probleemzones;

overwegende dat alle beslissingen betreffende het tracé van de vluchtroutes gevolgen hebben op milieu-, gezondheids- en veiligheidsvlak; dat hiermee op voorhand rekening moet worden gehouden;

overwegende dat de problemen voortgebracht door het luchtverkeer structurele oplossingen vergen en dat het regelmatig overvliegen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geen aanvaardbare oplossing is;

wenst dat de overlast rond Brussels Airport zo snel mogelijk beperkt wordt;

A. BETOONT zijn solidariteit met alle personen die lijden onder de overlast veroorzaakt door het luchtverkeer, en vooral met zijn eigen medeburgers;

B. VRAAGT aan de federale regering om:

a – dringend de gesprekken en het overleg te hervatten om een spreidingsplan op te stellen dat de voorkeur geeft aan zones die het minst dichtbevolkt en in geringe mate verstedelijkt zijn;

b – de vluchtroutes vast te leggen op basis van een voorafgaande milieueffectenstudie die rekening houdt met de geldende geluidsnormen zoals deze vastgelegd werden door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer;

c – een onafhankelijke instantie op te richten die controles uitvoert op openbare geluidsoverlast en toekijkt op de naleving van de bepalingen inzake geluidsoverlast;

C. VRAAGT aan de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering:

a – te waken over de naleving van de door haar vastgelegde geluidsnormen en systematisch de overtredingen door luchtvaartmaatschappijen te bestraffen;

b – een stakingsvordering inzake leefmilieu in te stellen met betrekking tot de beslissing om de laatste aanpassingen van de vluchtroutes goed te keuren, die de gemeente Etterbeek dan zou bijtreden;

D. MACTHIGT het college om een kopie van deze motie te versturen naar de leden van de federale regering en de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering.

De raad keurt de ontwerpberaadslaging zoals geamendeerd door het college goed bij meerderheid van stemmen.

De heer van Praet neemt het woord:

*"Ik dank u mijnheer de voorzitter. Het is een vrij ongewone gemeenteraad, enkele ongewone dagen. We hebben zoveel aanvragen gekregen als er vliegtuigen boven de gemeente vliegen en ik dank dat we moeten toejuichen dat er in de burgerbewegingen zeker altijd een sympathie heerst, maar niet altijd een argumentatie en een kennis over de grond van de dossiers. Ik vind dat belangrijk wanneer het al te vaak, vooral in de verkiezingsperiode, gemakkelijke argumenten en politieke houdingen overgenomen worden. Ik begrijp maar al te goed de unanimiteit in die gemeenteraden. Ik moet zeggen dat wij verdacht zijn bij de Lijst van de Burgemeester in Etterbeek gezien u erop gewezen hebt, en ik wijs er al op voorhand op. Het was al een anderhalf jaar geleden in december 2012 weliswaar met hoogdringendheid mijnheer du bus, omdat we wisten dat er op dat moment belangrijke beslissingen genomen werden, dat we ervoor gekozen hebben om de heer Wathélet een motie te sturen die bijzonder onderbouwd was en die tot op vandaag volledig relevant blijft. We hadden ze opnieuw kunnen indienen in dezelfde vorm en ze was goedgekeurd met een zeer grote unanimiteit.*

*Ik zal de kritiek die we toen geformuleerd hebben opnieuw toelichten. U zal zien dat we niet te laat waren. Het is jammer dat de staatssecretaris, de heer Wathélet, niet ingegaan is op deze motie. Ik denk dat ik me niet vergis wanneer ik zeg dat we geen post ontvangen hebben als antwoord op onze motie, maar soms worden de gemeenten te weinig gehoord door de hogere overheidsniveaus.*

*De motie in 2012 was zeer duidelijk, we vroegen om geen vluchtspreidingsplan te hebben. In tegendeel. We eisten en stonden erop dat het Brussels Gewest geraadpleegd zou worden. Het was de periode waarin er geen enkele raadpleging van de Brusselse Regering plaatsvond toen dit plan werd goedgekeurd, en uiteraard werden ook de gemeenten waarboven er gevlogen zou worden niet geraadpleegd. Ons hoofdargument, en u hebt er vaak op gewezen in al uw mededelingen, en ook de verschillende verenigingen wijzen erop - wij hebben eraan herinnerd in 2012 en sindsdien, omdat het ons bijzonder wenselijk tot zelfs gevaarlijk lijkt (we volgen de Europese aanbevelingen van de verschillende moties en resoluties die goedgekeurd werden in het Europees Parlement, en inderdaad ook nog in het Brussels Parlement de voorbije dagen), om zones te overvliegen die zeer dichtbevolkt zijn en het Etterbeekse grondgebied is er zo een. We maakten ons in deze motie ook zorgen over de ecologische impact en de gezondheid van de Etterbekaars, aangezien we de grootste bevolkingsdichtheid van Brussel of toch bijna hebben. Gezien het ritme van de overvliegende vliegtuigen, worden we met de neus op de feiten gedrukt, we beleven het vandaag. Dichtbevolkte zone, veiligheidskwesaties, wij willen dat er een echt onafhankelijk controleorgaan voor het luchtverkeer en het spreidingsplan opgericht wordt. Dit was voorzien in het plan Wathélet. We vroegen erom in 2014 en we vragen het nog eens in de motie die we vandaag steunen.*

Het verschil en de nieuwigheid van de motie die we aan de raad voorleggen is dat we van mening zijn dat het plan dat goedgekeurd werd in 2008 en 2010, dat uitgevoerd werd door de heer Wathelet, volledig verkeerd is gerealiseerd. Bij mijn weten, en velen kunnen het bevestigen mocht de gemeente Etterbeek niet op zo'n aanhoudende wijze worden overvlogen. In een spreidingsplan kunnen we toestaan dat de overlast wordt verdeeld over alle Brusselaars. We kunnen een aantal vluchten accepteren, maar momenteel komen 80% van alle vluchten via deze 'bocht naar links' die loodrecht boven onze gemeente hangt.

Ik weet, mijnheer de burgemeester, dat u indertijd tussengekomen bent, namelijk bij de instanties van onze beweging opdat het overvliegen van Etterbeek en de aangrenzende gemeenten uitzonderlijk zou blijven. Vandaag is deze uitzondering de regel geworden, en het is door een slechte uitvoering dat wij in Etterbeek en andere gemeenten de gevolgen en overlast van dit plan Wathelet moeten dragen. Het is bijzonder triest om vast te stellen dat een staatssecretaris die anderhalf jaar ervoor bewustgemaakt is door onze gemeente hier geen besef van heeft. In de pers blijft hij de schuld doorschuiven en zegt hij dat hij alles prachtig gedaan heeft. Het bewijs zegt echter van niet. Het protest vanuit zijn eigen politieke beweging in verschillende gemeenten toont het aan. In de motie hernemen we uiteraard de grote lijnen die we aankaarten in 2012 toen we vroegen om de opschorting van de uitvoering van het nieuwe vluchtspreidingsplan en we staan erop dat het akkoord dat gesloten werd op federaal niveau tot op de letter nageleefd wordt. We weten dat dit vandaag niet het geval is.

We vragen dat de gesprekken, het overleg met spoed opnieuw opgestart zouden worden opdat de dichtbevolkte zones vermeden worden. We vragen ook dat het controleorgaan snel opgericht wordt op onafhankelijke wijze, teneinde toe te zien op het naleven van de bepalingen inzake overlastbeheer. Het zijn vragen die we richten tot de federale regering. We moeten het Brussels Gewest helpen. We weten dat er vele beroepen ingesteld zijn op dit vlak, dat alle internationale instanties bevestigd hebben dat ons Gewest de legitimiteit heeft om vliegmaatschappijen te sanctioneren die deze normen niet naleven. We moeten ons verenigen en dit blijven ondersteunen. Een plan opstellen dat toelaat dat de Brusselse normen niet nageleefd wordt, heeft geen enkele zin. En tot slot, zoals mevrouw Huytebroeck gezegd heeft, denken wij dat zodra er een milieustakingsvordering ingesteld wordt door het Brussels Gewest, onze gemeente in het belang van haar inwoners, zich hierbij moet aansluiten, want het spreekt voor zich dat het plan Wathelet zoals dit vandaag uitgevoerd is onverenigbaar is met de normen die gelden in het Brussels Gewest.

Ik weet dat het college en u, mijnheer de burgemeester, zullen tussenkomen in deze tekst. Ik zou u ertoe willen aansporen dat de positie die definitief ingenomen wordt, volledig in het teken staat van de belangen van de inwoners en de inwoners van de buurgemeenten."

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

"Ik dank u mijnheer Van Praet voor uw vredelievende, heldere en kordate uiteenzetting. Nu zou ik willen dat u ons verontschuldigt, want ik zou willen dat het college in naam van de meerderheid een voorstel van amendement zou kunnen indienen met betrekking tot uw tekst, zoals daarstraks aangekondigd. En ik zal al de richtlijnen meegeven waarvan ik denk, na overleg met de leden van het college, dat we ze moeten toevoegen in het licht van de evolutie van dit dossier in uw tekst. Allereerst weten we dat de politici in dit dossier hun verantwoordelijkheid moeten nemen. En ik aarzel niet om te zeggen dat tal van ministers in het verleden de vluchten en plannen aangepast hebben in functie van hun eigen kiezerspubliek, een bocht naar links, een bocht naar rechts. Dat is geen beleid dat wij kunnen ondersteunen. We hebben een plan ondersteund dat tot doel had, dat tot doel heeft, niet om het bestaan van een luchthaven in vraag te stellen, maar om te zorgen voor een spreiding die de overlast verdeelt op een eerlijke manier. Dat is uiteraard, zo meen ik, een doelstelling waarachter u zich kunt scharen. Ook al weten we dat ongelukken zeldzaam zijn kunnen we niet toestaan dat vliegtuigen systematisch over dichtbevolkte gebieden vliegen. Dat is idioot, het is een gevaar, daarop zeg ik neen. Etterbeek is een van de dichtstbevolkte gebieden van het gewest en zelfs van het land. Vroeger vlogen er geen vliegtuigen boven onze gemeente. We kunnen ermee instemmen dat dit in zekere mate gebeurt, beperkt en verspreid in het kader van een studie die we nog moeten uitvoeren. Het plan zoals het vandaag uitgevoerd wordt, is een ramp.

De beoogde doelstelling wordt niet eenmaal, maar tweemaal gemist. Eerst en vooral is de overlast geconcentreerd en haalt ze nooit geziene niveaus. De bocht naar links die op een bepaalde hoogte moest uitgevoerd worden, vindt nu veel lager plaats. We zijn gedaald van 2200 voet naar 1700 voet, wat een heel andere overlast creëert voor de omwonenden. Het plan liet bovendien toe om verschillende routes te nemen. In werkelijkheid weten we dat 6 op de 8 bochten naar links, dus 80% of meer van de routes nog steeds exact dezelfde route nemen en via het centrum van de gemeente gaan richting Oudergem en Watermaal-Bosvoorde. Dit staat uiteraard haaks op de bedoeling van het plan. Het is een mascarade, het is ontoelaatbaar en bovendien stelt het de mensen bloot aan fysiek gevaar. Ik heb het dan nog niet eens over de vervuiling, die gemeten moet worden, maar vooral over de risico's in geval van problemen bij het opstijgen.

We gaan 15 minuten pauzeren om te beraadslagen en het amendement op te stellen. Het college gaat zich terugtrekken met de fractieleiders van de meerderheid. We gaan allereerst vragen dat het plan waarover een overeenkomst gesloten was tussen de kabinetten toegepast wordt. Zo niet dan schorten we dit plan onmiddellijk op. Tweede punt: onze gemeente moet ondersteuning kunnen geven aan de collectieven en de burgers die beroepen willen instellen, door een onafhankelijk bureau een impactstudie laten uitvoeren van de huidige en de bedoelde vluchtroutes, metingen uitvoeren. Ons college zal dit voorstellen aan de raad, en hiervoor een budget bepalen. Vervolgens meen ik ook, en hier spreek ik voor mijn partij, dat het om een federale kwestie gaat, dat als we er niet in slagen om het probleem op te lossen voor de verkiezingen, we het zullen moeten oplossen op de onderhandelingsstafel en wij verbinden ons ertoe dat dit plan in zijn huidige vorm niet behouden zal worden na de verkiezingen indien we betrokken worden bij de regering en een belangrijke speler zijn op federaal en regionaal niveau zowel in Brussel als in het land.

Dat was wat ik wilde zeggen. We gaan hierover nu beraadslagen."

De sessie wordt opgeschort van 21.40 u. tot 22.00 u.

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

"Dames en heren, het college is bijeengekomen samen met de fractieleiders en ik denk dat we deze korte vergadering verlaten met een unaniem akkoord over de tekst die we ter stemming gaan voorleggen op de gemeenteraad. Het is niet niks, want u hebt voor u een meerderheid bestaande uit de Lijst van de Burgemeester, met voornamelijk MR-leden en onafhankelijken, maar ook een vertegenwoordiger van CD&V en een vertegenwoordigster van Open VLD. Ook in deze meerderheid zetelen Ecolo/Groen, de Parti Socialiste en de Spa. Het is tamelijk indrukwekkende groep van partijen. Al deze partijen zijn vanavond tot een akkoord gekomen over een tekst die u zal voorgelegd worden. Opdat dit voor iedereen begrijpelijk zou zijn, zullen we eerst de exemplaren uitdelen aan de fractieleiders en aan de gemeenteraadsleden. We zullen de tekst ook aan het publiek uitdelen en ik zal hem voorlezen."

De heer Robert neemt het woord:

"Ik denk dat het interessant zou zijn om deze tekst vanaf morgen op de website van de gemeente te publiceren."

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

"Dat is een interessante suggestie. We zullen hierop toezien.

We zullen hierop toezien."

De heer Gasia neemt het woord:

"Mijnheer de burgemeester, zoals u weet zullen wij ons bij u aansluiten, tenzij het slecht opgesteld zou zijn. Maar omdat het nog niet aan bod is gekomen in de motie van de heer Van Praet, noch in de 4 punten die u aanhaalt, zou ik u willen vragen om te noteren dat wij ook het principe van de Europese nacht verdedigen zodat er geen vluchten zouden opstijgen voor 7 uur 's ochtends. Ik denk dat dit op duidelijke wijze opgenomen moet worden in de motie, om deze nog meer te versterken zoals u ook hebt willen pleiten."

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

"Niemand is perfect, mijnheer Gasia en u weet zeer goed waarom u deze aanvraag indient. U weet dat we hier niet op kunnen ingaan omdat onze partij ook in de federale regering zetelt. Ik heb mijn verantwoordelijkheid opgenomen als gewestelijk fractieleider in het Brussels parlement. Ik heb inderdaad een motie medeondertekend die ingediend was door het FDF. Ik heb aan uw fractieleider gevraagd om het onderdeel van de Europese nacht te schrappen omdat hier geen consensus over gevonden kon worden en omdat dit eigenlijk het grondige debat is dat gevoerd moet worden vanuit het standpunt van de socio-economische roeping van het Brussels Gewest. Indien u hiertoe een amendement wilt



*indienen, dan is dat uw recht, maar het is niet zeer elegant en we kunnen het niet als dusdanig goedkeuren.”*

De heer Gasia neemt het woord:

*“Ik was er helemaal niet van op de hoogte dat u op federaal vlak een engagement bent aangegaan om dit soort verzoek niet te ondersteunen. U dicht mij bedoelingen doe die ik niet heb.”*

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

*“In dat geval zal ik u een heldere verduidelijking geven. Ik heb uw fractieleider gesproken over de motie die men mij vroeg te ondertekenen. Ik heb hem geantwoord dat ik mij volledig kon vinden in deze motie omdat we anderhalf jaar geleden zelf ook ingediend hebben op lokaal niveau. Maar daarin stond niets over de Europese nacht, omdat er hierover een akkoord was op federaal niveau. Het zou van redelijkheid getuigen om eerst een impactstudie op milieu- en socio-economisch vlak uit te voeren. We willen immers ook geen economische woestijnen creëren in Brussel. We moeten de gevolgen nagaan voor de contracten die tussen verschillende federale instanties en maatschappijen gesloten werden. Deze wijziging heeft inderdaad vertraging opgelopen. We kunnen niet alles improviseren. Uw gewestelijke fractieleider was er volledig mee akkoord om dit element uit de tekst te schrappen. We hebben de tekst medeondertekend en ingediend. Nu hebben we hem trouwens verder aangevuld en we zullen deze uiteraard goedkeuren.*

*Ik zal het voorstel tot motie van de heer Arnaud Van Praet voorlezen zoals deze geamendeerd werd door het college.*

*In de consideransen voegen we een nieuwe considerans toe:*

*“overwegende dat het uitgevoerd werd op een manier die indruist tegen de essentie van het akkoord, zowel op het vlak van de overvlogen zones als de hoogtes waarop gevlogen wordt;*

*In de beslissing van de tekst vragen we aan de federale regering:*

*Om de overeenkomst onmiddellijk toe te passen conform de doelstelling, en indien dit niet gebeurt, om de huidige toepassing van het plan onverwijld op te schorten.*

*Aan punt c voegen we toe:*

*de keuze van de vluchtroutes te laten afhangen van een voorafgaande milieueffectenstudie, rekening houdende met ...*

*We voegen drie nieuwe elementen toe: de gemeente Etterbeek beslist:*

*a – ingeval het gewest een milieustakingsvordering instelt, op haar kosten tussen te komen in de procedure;*

*b – de collectieven of bewoners die beroepen willen instellen tegen een eventueel behoud van het plan Wathelet financieel te ondersteunen”;*

*c – de collectieven of bewoners die metingen willen laten uitvoeren financieel te ondersteunen in een nog te bepalen mate”;*

*Dat is het akkoord dat we vanavond bereikt hebben.”*

Mijnheer Du Bus neemt het woord:

*“Er zijn meerdere elementen. Het eerste is dat wij tot dezelfde partij behoren als Melchior Wathelet. Uiteraard hebben wij geregeld contact met zijn kabinet en sinds enkele weken delen wij hun onze bezorgdheden in de ruime zin mee. Om precies te zijn, is het zo dat het hier zaken betreft op korte termijn waar men mee rekening moet houden, elementen op middellange termijn en elementen op lange termijn. Ik zal even heen en weer gaan tussen uw geamendeerd motievoorstel en een reeks discussies die we vandaag zullen meedelen aan het kabinet Wathelet en die betrekking hebben op de korte termijn, namelijk op een verandering van de uurregeling. De nacht, vandaag duurt die van 23 u. tot 6 u. en er wordt strijd geleverd om deze te verkorten tot 23-7 u. Dit is een van de elementen die wij op tafel zullen leggen. Er is uiteraard ook de kwestie van het onafhankelijk controleorgaan, waarover nog een wet gestemd moet worden, maar die reeds bestaat en dus zie ik uw motie dat u een onafhankelijk controleorgaan voor openbare overlast wil oprichten. Het wetsvoorstel is klaar en moet nog goedgekeurd worden.”*

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

*“Zolang een project niet goedgekeurd is, bestaat het niet.”*

Mijnheer Du Bus neemt het woord:

*“Ten tweede, en ik lees voor uit uw tekst “de manière immédiate, d’appliquer l’accord conformément à son objectif et, à défaut, suspendre sans délai le plan dans son application actuelle.” En vervolgens “de soumettre le choix des routes aériennes à l’établissement préalable d’une étude d’impact environnemental.” Ik vraag me af of er geen tegenstrijdigheid vervat zit in deze twee paragrafen omdat we niet enerzijds een akkoord kunnen toepassen volgens de doelstelling en anderzijds de keuze van de vluchtroutes laten afhangen van een voorafgaandelijk opgestelde milieueffectenstudie.*

*Tot slot: ik denk dat we op een structurele manier moeten nadenken over het probleem van de geluidsoverlast en over de manier waarop de luchthaven tegenwoordig gerund wordt. We kennen allemaal het hoofdprobleem, namelijk de nabijheid van de luchthaven en de oriëntatie van de banen. De plattegrond van de luchthaven ziet eruit als een Z. De bovenste balk heet baan 25 Rechts en de onderste balk heet baan 25 Links. Vandaag wordt baan 25 Rechts voor 85% gebruikt. De baan 25 Links wordt voor 10 of 15% gebruikt en onder andere 's nachts. Welnu, deze baan ligt een beetje scheef en het volstaat om deze iets verder naar achter aan te leggen of de onderste baan met 400 meter te verlengen opdat alle bochten naar links de dichtbevolkte zones vermijden en hoofdzakelijk het traject van de ring en het Zoniënwoud zouden volgen. Het grote probleem heeft te maken met het verlengen van deze baan. Het is een dubbel probleem. Hiervoor moet men de baan Mechelen-Waterlo doorkruisen en vandaag bestaat er geen toegangsweg naar deze baan. Dit betekent dat de vliegtuigen die de baan willen gebruiken deze moeten oprijden in de ene richting, vervolgens rechtsomkeert moeten maken en dan opstijgen in de andere richting. Dit is niet realistisch voor een luchthaven met een omvang als die van Brussel-Zaventem. Daarom wordt deze baan onderbenut. Door ze te verlengen met 300 meter zouden we een toegangsweg kunnen creëren en een parkeerzone aanleggen waar de vliegtuigen de nodige manoeuvres kunnen uitvoeren. Dit zou een reële structurele oplossing op middellange en lange termijn betekenen. De kostprijs wordt geraamd op 105 miljoen euro.*

*Hiervoor is politieke wil nodig en wij wensen dat er in uw motieaanvraag een punt zou worden opgenomen betreffende de visie op lange termijn met het oog op de heraanleg van baan 25 links, die vandaag de dag totaal onderbenut wordt wegens het gebrek aan zijdelingse toegangswegen, de afwezigheid van een parkeerzone en door haar geringe lengte. Door de baan te verlengen met 300 meter zou het overvliegen van de woonzones van Brussel, en voornamelijk het oosten van de stad, waaronder Etterbeek, maximaal verminderd kunnen worden.*

*Ons amendement heeft betrekking op de aanvragen aan de federale regering:*

*“ structurele maatregelen te bekijken in verband met onder andere de aanleg van de banen om het overvliegen van dichtbevolkte zones te beperken.”*

*“Dat is ons amendement en het maakt het mogelijk om op termijn door een heraanleg de overlast boven dichtbevolkte zones te vermijden. Dat zal tijd vergen. In afwachting moet men zoals u hier zegt het akkoord in zijn essentie toepassen.”*

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

*“Wij gaan tegen uw amendement stemmen. Ieder zijn bevoegdheid. Ik ga het niet hebben over een project dat niet bestaat, noch over een budget dat ik niet ken. We stellen duidelijk dat de toepassing van dit plan opgeschort moet worden. En in de eerste plaats moet men een beroep doen op specialisten, op een objectieve milieueffectenstudie om de beste of minst slechte beslissing te nemen in het algemeen belang. Wanneer men het heeft over een verspreiding van de overlast door de vluchten, is er geen enkele reden dat enkel het Brussels gewest alle overlast concentreert boven enkele gemeenten in dit gewest. Dat is niet logisch.*

*Wij zeggen dat de manier waarop het akkoord nu toegepast wordt, indruist tegen het gezond verstand en zelfs een inbreuk vormt op de essentie van het akkoord. Omdat de essentie van het akkoord erin voorziet de vluchten op een onderbouwde, globale manier te verspreiden, en de overlast te beperken in ieders belang en in ieder geval door te vermijden dat er vluchten uitgevoerd worden boven dichtbevolkte zones.”*

Mijnheer Du Bus neemt het woord:

*“Als u nu al zegt dat de meerderheid tegen ons amendement zal stemmen, dan ga ik het niet indienen.”*

De heer Gasia neemt het woord:

*“Ik heb kennis genomen van het motievoorstel zoals geamendeerd door het college. Ik ben een beetje teleurgesteld omdat, ten eerste, wanneer u aangeeft dat u vraagt om het akkoord onmiddellijk toe te passen in overeenstemming met zijn doelstelling en indien dit niet gebeurt, het plan in zijn huidige toepassing op te schorten, dan vinden wij dat dit te vaag is. Daarom is de vraag, en u hebt het volgens mij aangestipt in uw antwoord op de heer Du Bus, dat uw wil, de wil van de meerderheid is om de onmiddellijke opschorting te vragen van de uitvoering van het plan Wathelet. Anders gezegd, wij hebben schriftelijk drie amendementen ingediend:*

*1<sup>ste</sup> amendement:*

*- zijn financiële steun bieden om de Etterbeekse burgers te helpen bij hun stappen in het kader van beroepen die ze zouden indienen binnen de wettelijke termijn bij de Raad van State om de intrekking en/of vernietiging van het plan Wathelet te vragen.”*

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

*“Dit staat in de motie, mijnheer Gasia, wanneer ik het heb over beroepen, dan bedoel ik burgerlijke en bestuurlijke beroepen. Dat is veel ruimer.”*

De heer Gasia neemt het woord:

*“inderdaad, ik ben vergeten de pagina om te draaien. Verontschuldigt u mij, maar dit wat belangrijk. Het eerste amendement is dus niet nodig.*

*2<sup>de</sup> amendement:*

*“Vraagt aan het federale niveau:*

*- om onmiddellijk de uitvoering van het nieuwe spreidingsplan van de geluidsoverlast, het Plan Wathelet genaamd, op te schorten.*

*De reden voor dit amendement is dat ik ervan overtuigd ben dat de doelstelling voor de regering en voor de heer Wathelet bereikt is, zo niet zou hij het plan niet ten uitvoer gebracht hebben. U zei het zelf al, toen u de motie in december 2012 indiende en wij ze goedgekeurd hadden, dat deze toen niet de reserve bevatte waarbij we vroegen om de uitvoering van het nieuwe spreidingsplan voor de geluidsoverlast door het vliegverkeer van de luchthaven van Brussel Nationaal op te schorten, het was voor de uitvoering en u vroeg duidelijk om de opschorting. Hier is er dus geen reden om een voorwaarde te stellen.*

*3<sup>de</sup> amendement, dat nu het tweede amendement wordt:*

*Wij vragen aan het federale niveau:*

*- De naleving van de Europese nacht toe te passen tussen 23 u. en 7 u. 's ochtends.*

*Wij willen dat al deze amendementen ter stemming voorgelegd worden aan de gemeenteraad.”*

De burgemeester geeft het woord aan de heer Buyani:

*“Al wat we kunnen zeggen is dat het ons moeilijk valt als PS van Etterbeek om de motie zoals ze voorgelegd en gewijzigd werd niet goed te keuren of te ondersteunen. Het is desastreus om vliegtuigen te laten vliegen boven de meest dichtbevolkte zones. Door het initiatief te nemen om het desbetreffende plan te laten goedkeuren, heeft de staatssecretaris van Mobiliteit ervoor gekozen om de nefaste effecten verbonden aan de aanwezigheid van een luchthaven midden in een dichtbevolkte zone, geluid, vervuiling, te maximaliseren.*

*Wij vinden het belangrijk om de volgende punten uit deze motie aan te stippen:*

- 1. De vraag om de strikte naleving van het federale akkoord*
- 2. De behoefte aan een onafhankelijk controleorgaan voor het vliegverkeer*
- 3. Het feit dat het overvliegen van Etterbeek ofwel verboden moet worden ofwel enkel uitzonderlijk mag zijn rekening houdend met de dichtheid van de bevolking.*

*De PS gaat akkoord met de motie die ons voorgelegd werd.”*

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Jen:

*“In naam van Ecolo/Groen zou ik de stappen willen ondersteunen die gedaan kunnen worden ter ondersteuning van de verbintenissen van de minister van leefmilieu van het Brussels Gewest om een oplossing volgens het principe van goed bestuur te vinden. Dit is een van de opmerkelijke elementen van de huidige toestand, want er werd een plan uitgevoerd zonder dat de voorafgaande voorwaarden gerealiseerd waren. Ecolo heeft zich voortdurend ingezet met haar minister Evelyne Huytebroeck om de Brusselse normen te doen naleven en heeft de inbreuken sinds 2004 bestraft. Het moratorium op de boetes die ingevoerd werden om het verschuldigde geld te vragen aan de luchtvaartmaatschappijen,*

werd opgeschort. Helaas werd er ondanks de vele procedures nog geen enkele van deze inbreuken bestraft. Het Gewest heeft de bedragen nog steeds niet kunnen innen.

*Ecolo/Groen beschouwt deze motie als een strikt minimum, dat de basis moet vormen voor een sterke boodschap aan het federale niveau, teneinde een noodoplossing te vinden die bevredigend is voor al onze medeburgers en alle gemeenten van het gewest. Wij zullen niet nalaten om bovenop onze bemerkingen op gemeentelijk, federaal of gewestelijk niveau, moties in te dienen op Europees niveau, want we hebben ook een probleem op economisch niveau wat betreft de concurrentie tussen de luchthavens evenals met argumenten die de gezondheid of het welzijn van het leefmilieu van de burgers zouden opofferen.”*

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

*“Ik dank u. We worden dus opgehouden door het indienen van twee amendementen door het FDF. Wat telt in dit dossier is dat we de mensen helpen. Dat is het doel van onze actie.”*

Stemming over het 1<sup>ste</sup> amendement van het FDF:

“Vraagt aan het federale niveau:

- om onmiddellijk de uitvoering van het nieuwe plan voor de spreiding van de geluidsoverlast, genaamd Plan Wathélet, op te schorten.

Hebben nee gestemd: 26 – Hebben ja gestemd: 2 – heeft zich onthouden:

**Hebben ja gestemd:**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia

**Hebben nee gestemd:**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Aziz Es, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Heeft zich onthouden:**

Damien Gérard

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:”

“De meerderheid dient een nieuw amendement in, aangezien het eerste amendement niet duidelijk genoeg was. Wij beslissen om “de regering te vragen om het akkoord onmiddellijk toe te passen in overeenstemming met zijn doelstelling en het overvliegen van dichtbevolkte zones te vermijden, en indien dit niet gebeurt, het plan in zijn huidige toepassing onverwijd op te schorten”. Ik stel voor dat we nu onze stem uitbrengen met betrekking tot dit amendement.”

Stemming over het amendement van de meerderheid:

Hebben ja gestemd: 27 Onthoudingen: 2

**Hebben ja gestemd:**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Hebben zich onthouden:**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia

Het FDF rechtvaardigt zijn onthouding door het feit dat het geen reden ziet waarom de teksten die goedgekeurd werden moeten verschillen van gemeente tot gemeente.

Stemming over het 2<sup>de</sup> amendement van het FDF:

Hebben nee gestemd: 18 - Hebben nee gestemd: 10 – heeft zich onthouden: 1

“vraagt aan het federale niveau:

- De naleving van de Europese nacht toe te passen tussen 23 u. en 7 u. 's ochtends.”

**Hebben ja gestemd:**

Rik Jellema, Colette Njomgang, André du Bus de Warnaffe, Françoise Carton de Wiart, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, Sandra Jen

**Hebben nee gestemd:**

Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Vincent De Wolf

**Hebben zich onthouden:**

Marie-Rose Geuten rechtvaardigt haar onthouding door het feit dat Ecolo en Groen groot voorstander zijn van het principe van de Europese nacht en dus van de rustperiode tussen 23 u en 7 u., maar uit solidariteit met de meerderheid onthoudt ze zich.

De burgemeester leest het amendement voor dat ingediend werd door het cdH:

“Vraagt de federale regering:

- “ structurele maatregelen te bekijken in verband met onder andere de aanleg van de banen om het overvliegen van dichtbevolkte zones te beperken.”

**Stemming over het amendement van het CDH:**

Hebben nee gestemd: 24 – Hebben ja gestemd: 3 - Hebben zich onthouden: 2

**Hebben ja gestemd:**

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

**Hebben nee gestemd:**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen, Vincent De Wolf

**Hebben zich onthouden:**

Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia

De raad keurt de motie goed zoals hieronder geamendeerd.

De raad keurt de ontwerpberaadslaging zoals geamendeerd door het college goed bij meerderheid van stemmen.  
29 stemmers : 26 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

**Laatste motie:**

De gemeenteraad

gelet op de vorige motie *tot opschorting van de uitvoering van het nieuwe spreidingsplan van de geluidsoverlast voortgebracht door het vluchtverkeer van de luchthaven Brussel-Nationaal*, goedgekeurd in openbare zitting van deze raad op 17 december 2012;

gelet op de nieuwe vluchtroutes vastgelegd door de federale regering sinds 6 februari 2014 voor vliegtuigen die opstijgen vanaf Brussels Airport;

overwegende dat deze nieuwe spreiding van de vluchten onder meer tot doel had de opstijgende vliegtuigen te concentreren boven de minst dichtbevolkte gebieden, uiteraard met het oog op de veiligheid en om de overlast, en vooral dan geluidshinder te beperken;

overwegende dat de nieuwe routes ingaan tegen deze doelstelling doordat ze het luchtverkeer leiden over zeer dichtbevolkte gebieden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waaronder de gemeente Etterbeek;

overwegende dat dit akkoord werd uitgevoerd op een manier die indruist tegen de essentie ervan, zowel wat de overvlogen zones als de gebruikte vlieghoogtes betreft;

overwegende dat het de plicht is van de gemeenteraad om zich te bekommeren over de gezondheid en de veiligheid van zijn medeburgers;

gelet op de aanbevelingen van de Wereldgezondheidsorganisatie met betrekking tot de plafonds voor vliegtuiglawaaai;

gelet op de Europese richtlijn 2002/49/EG van 25 juni 2002 *inzake de evaluatie en de beheersing van omgevingslawaaai*, die de lidstaten verplicht om kaarten op te stellen van de blootstelling van de bevolking aan lawaai, waaronder vliegtuiglawaaai, en de goedkeuring van maatregelen ter beperking van de overlast in probleemzones;

overwegende dat alle beslissingen betreffende het tracé van de vluchtroutes gevolgen hebben op milieu-, gezondheids- en veiligheidsvlak; dat hiermee op voorhand rekening moet worden gehouden;

overwegende dat de problemen voortgebracht door het luchtverkeer structurele oplossingen vergen en dat het geregeld overvliegen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geen aanvaardbare oplossing is;

wenst dat de overlast rond Brussels Airport binnen de kortst mogelijke termijnen beperkt wordt;

A. BETOONT zijn solidariteit met alle personen die lijden onder de overlast veroorzaakt door het luchtverkeer, en in het bijzonder met zijn eigen medeburgers;

B. VRAAGT aan de federale regering om:

a - onmiddellijk het akkoord toe te passen in lijn met zijn doelstelling door vluchten boven dichtbevolkte zones te vermijden, en indien dit niet gebeurt, om het plan in zijn huidige toepassing onverwijd op te schorten;

b - een onafhankelijke en openbare instantie op te richten om te waken over de naleving van de bepalingen inzake het beheer van geluidsoverlast;

c - De keuze van de vluchtroutes te onderwerpen aan een voorafgaande milieueffectenstudie die rekening houdt met de geldende geluidsnormen zoals deze vastgelegd werden door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 27 mei 1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer;

C. VRAAGT aan de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering:

a - te waken over de naleving van de door haar vastgelegde geluidsnormen en systematisch overtredingen door de luchtvaartmaatschappijen te bestraffen;

b - een stakingsvordering inzake leefmilieu in te stellen tegen de beslissingen waarbij de jongste aanpassingen van de vluchtroutes goedgekeurd werden;

#### D. BESLIST

a - om, ingeval er een gewestelijke stakingsvordering inzake leefmilieu ingesteld wordt, op haar kosten tussen te komen in de procedure;

b - de groepen of inwoners die een beroep willen instellen tegen een eventueel behoud van het zogenaamde 'Plan Wathelet' in een nog nader te bepalen mate financieel te ondersteunen;

c - de groepen of inwoners die metingen willen laten uitvoeren financieel te ondersteunen.

#### **Hebben ja gestemd :**

Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, Jean Laurent, Eliane Paulissen-De Meulemeester, Françoise Bertieaux, Jean-Luc Robert, Françoise Carton de Wiart, Christophe Gasia, Christina Karkan, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Sandra Jen,

#### **Hebben zich onthouden :**

André du Bus de Warnaffe, Kathy Mottet, Damien Gérard

Motivering van de onthouding door het cdH bij de stemming over de geamendeerde motie: wij betreuren dat er vandaag geen structurele vraag gericht wordt aan de regering.

*Françoise Bertieaux quitte la séance*

*Ahmed M'Rabet quitte la séance*

*Françoise Bertieaux verlaat de zitting*

*Ahmed M'Rabet verlaat de zitting*

#### 31.03.2014/A/022 **Interpellation de Madame Kathy Mottet relative à l'avenir de la place Jourdan - report du 20/1/2014 - report du 24/2/2014** **Interpellatie van mevrouw Kathy Mottet betreffende de toekomst van het Jourdanplein - uitstel van 20/1/2014 - uitstel van 24/2/2014**

Monsieur le Bourgmestre,

La réunion d'information de ce lundi 13 janvier 2014 au cours de laquelle fut présenté le nouveau projet de la place Jourdan fut intéressante et éloquente à plus d'un titre :

- Répétition du refus, dans le chef des commerçants présents, d'une diminution drastique des emplacements de parking au bénéfice d'un piétonnier;
- Même son de cloche du côté des riverains, ajouté à un constat d'abandon et de manque d'entretien de la place actuelle qui fait craindre pour l'entretien futur;
- Pas de prise en considération de la réalité de l'actuel piétonnier dont chacun s'accorde pourtant à dire que ce n'est pas une réussite commerciale ;
- Éléments importants insuffisamment pris en compte tels que l'ensoleillement, les axes de circulation piétonne, l'engorgement du trafic reporté sur les autres axes ;
- Inconnue totale quant à l'agenda des travaux ;
- Méfiance croissante de la population présente, en lien avec un processus participatif qui s'est étalé dans le temps en perdant progressivement de sa crédibilité et de sa légitimité ;

On aura noté une idée intéressante d'un commerçant qui proposait une phase d'essai avant la mise en œuvre du plan d'aménagement proposé par le bureau d'études.

Ma question est de savoir si c'est l'actuel projet qui sera soumis à concertation ou si vous envisagez une révision du projet en fonction des échanges avec les participants à la réunion d'information de ce lundi 13 janvier. Et si révision il doit y avoir, dans quel sens et avec quelle prise en compte de la réalité de l'actuel piétonnier ?

*Monsieur le Bourgmestre prend la parole :*

*« Je vous remercie Madame Mottet d'avoir accepté de remettre à deux reprises cette interpellation. Ce qui permet aujourd'hui d'avoir une réponse qui est plus dans l'actualité des choses.*

*Vous savez que nous avons organisé une concertation extrêmement approfondie dans ce dossier avec l'aide de Beliris, que dans ce cadre le gouvernement fédéral avait dépensé 250.000€. Or, lors d'une réunion informelle où un grand nombre de riverains et d'habitants étaient présents, il est apparu que les opinions avaient évolué. Bien qu'il soit toujours extrêmement compliqué bien entendu de savoir ce que les gens pensent entre ceux qui sont là et ceux qui sont absents. Cette concertation permettait non seulement aux commerçants, aux riverains mais aussi aux clients, et sur une durée longue, de remettre leur avis sur le projet. On avait vu un clivage assez clair entre les commerçants qui étaient majoritairement contre et les riverains qui étaient majoritairement pour.*

*Et puis est née cette idée d'un commerçant de dire « Mais on vous croit quand vous dites que vous n'avez pas la volonté, ni Beliris, d'imposer un projet qui s'avérerait éventuellement négatif et on comprend que vous êtes de bonne foi et que vous pensez pouvoir étendre les terrasses sur la place. Cela permettrait d'augmenter les chiffres d'affaire mais il serait peut être intelligent de faire une période d'essai et, après un an, faire le bilan et honnêtement on vous montre les résultats. Si vous avez raison, on vous invite à boire un verre, si vous avez eu tort, à vous de modifier votre projet. ».*

*Ce projet nous est apparu intéressant. Lors d'un Collège hors Collège, nous avons réétudié le dossier de manière extrêmement détaillée. Notre conseiller en mobilité est venu faire un exposé. Le Collège a pris la décision d'instaurer cet essai de manière unanime. Un véritable essai c'est-à-dire faire en sorte que ça ne coûte rien à la collectivité, sans dépenser d'argent pour modifier structurellement des choses et permettre une réversibilité. On parle de placer des potelets du côté gauche de la place quand on regarde la friterie ou l'hôtel et donc de recréer une bande de circulation là où on voulait simplement limiter l'accès à des aires de chargement/déchargement. Seuls ces potelets devraient alors être placés par notre service des travaux sans coût particulier.*

*Cela impliquait alors aussi que l'on modifie le plan devant le Sofitel puisque tel que prévu, c'était un one way road, or, il y a une demande d'un double sens qui permet également d'accéder au parking qui sera mis à disposition Rue du Maelbeek sous les bâtiments de la Régie et de prévoir un petit rond point directionnel et l'adaptation des feux. Cette décision écrite a été communiquée à Beliris et on vient de recevoir aujourd'hui leur réponse : ils estiment que l'enquête publique doit se dérouler telle qu'elle a été entamée, avec l'ancien projet, que si le Collège prend sa décision à l'issue de la concertation de réaliser l'essai et le Collège a pris cette décision et reprendra cette décision, alors l'AATL devra juger si ces modifications sont essentielles et impliquent de recommencer l'enquête publique. Ou si elles ne sont pas essentielles et que l'on peut appliquer l'article 191 du CoBAT qui permet alors de limiter la concertation sur cet aspect là.*

*Voilà exactement où nous en sommes, la volonté du Collège est de prévoir la réversibilité du dossier. Les commerçants ne sont plus unanimes aujourd'hui, les commerçants du côté droit de la place ont sollicité de pouvoir également placer leur terrasse sur l'assiette de la place estimant que cela pouvait être très profitable pour leur commerce. Ces commerçants nous ont dit « On n'arrivera pas à nous entendre entre nous et on demande à la commune de faire un plan d'occupation qui serait proposé de manière honnête et proportionnelle sur la place pour les deux côtés. ». Nous souhaitons que ça soit un peu comme à la mer, avec une qualité importante quant aux types de parasols, de chaises, de tables pour qu'il y ait peut-être des couleurs différentes en fonction des commerces et que cela fasse une unité globale de qualité. Nous pensons vraiment que ça soit de nature à ce que les commerçants soient très heureux mais aussi des habitants et les passants tout en maintenant bien sur le marché, un impératif qui a été intégré dans le dossier qui n'est pas du tout contesté.*

*On en est là, on sera attentif à ce que la réversibilité soit intégrée dans le dossier, qu'elle le soit tout de suite ou qu'elle le soit via une enquête publique à relancer sur ce point.*

*Merci Madame pour votre interpellation. »*

*Madame Mottet prend la parole :*

*« Merci pour votre réponse. Je comprends que dans les dossiers vous aimez avancer mais nous, on aime être informé. Je pense que deux mois pour obtenir de l'information quant au suivi, c'est beaucoup. Le sens où ça va me réjouit, là n'est pas la question, mais nous sommes en manque de communication, nous préférierions entendre tout cela de votre bouche à chaque conseil plutôt que d'avoir des échos par presse interposée.*

*Si je comprends bien et résumer où vous en êtes aujourd'hui : les propositions évoquées lors de cette réunion de concertation ont quand même mûri dans l'esprit du Collège, le plan initial ne reste pas coulé dans le bronze, des propositions d'adaptations y compris des possibilités d'implémentations réversibles vont être proposées. Entre temps l'enquête publique se poursuit sur le projet initial et donc vous vous engagez à l'issue de cette enquête publique, même s'il n'y a pas une opposition de la part d'un habitant en particulier, d'évoluer vers le plan amendé tel que vous venez de me l'évoquer. C'est bien cela ? »*

*Monsieur le Bourgmestre répond :*

*« Vous avez répété exactement ce que j'ai dit et je vous en remercie. Mais je ne vois pas l'intérêt, on vous avait demandé un peu de patience parce qu'on voulait vraiment faire une réponse tout à fait complète et vous donner la réponse de Beliris. On l'a reçue aujourd'hui, le 31 mars à 15h45 sur la boîte mail du Secrétaire. On aurait pu vous répondre avant, mais vous n'auriez pas eu cette information là. L'enquête publique est en cours. Je pense que vous êtes parfaitement informée dans les délais. »*

L'incident est clos.

Entendue.

Mijnheer de burgemeester,

De informatievergadering van maandag 13 januari 2014 waarop het nieuwe ontwerp voor het Jourdanplein voorgesteld werd, was interessant en leerrijk op meer dan een vlak:

- de aanwezige handelaars herhaalden hun verzet tegen een drastische verlaging van de parkeerplaatsen om plaats te maken voor een voetgangerszone;
- dezelfde reactie was te horen bij de buurtbewoners, die ook vaststelden dat het huidige plein verwaarloosd en onvoldoende onderhouden wordt, wat doet vrezen voor het toekomstige onderhoud;
- er wordt geen rekening gehouden met de toestand in de huidige voetgangersstraat, waarover iedereen het eens is dat het geen commercieel succes is;
- er wordt onvoldoende rekening gehouden met belangrijke elementen zoals het zonlicht, de voetgangerswegen, de opstopping van het verkeer die doorgeschoven wordt naar de andere verkeersassen;
- de planning van de werken is volledig onbekend;
- groeiend wantrouwen van de huidige bevolking, wegens een participatief proces dat al een hele tijd aansleept en geleidelijk aan geloofwaardigheid en legitimiteit heeft ingeboet;

Een handelaar wierp een goed idee op, namelijk om een testfase te organiseren voor de uitvoering van de heraanleg volgens het plan dat het studie bureau voorstelt.

Graag zou ik willen weten of het huidige plan ter overleg zal worden voorgelegd? Zo niet, bent u van plan het project te herzien op basis van de uitwisselingen met de deelnemers van de informatievergadering van maandag 13 januari? En indien er een herziening plaatsvindt, in welke zin zal dit gebeuren en in welke mate zal er rekening gehouden worden met de toestand van de huidige voetgangersstraat?

*Mijnheer de burgemeester neemt het woord*

*“Ik bedank u mevrouw Mottet om te aanvaarden dat deze interpellatie tot tweemaal toe uitgesteld werd. Hierdoor kunnen we u vandaag een antwoord geven dat up-to-date is.*

*U weet allicht dat we zeer grondig overleg gevoerd hebben in dit dossier met de hulp van Beliris, en dat de federale regering in dit kader 250 000 euro uitgegeven heeft. Welnu, tijdens een informele vergadering waar een groot aantal buurtbewoners en bewoners aanwezig waren, is gebleken dat de meningen veranderd zijn. Het blijft echter zeer ingewikkeld om te weten te komen wat niet alleen de aanwezigen, maar ook de afwezige mensen denken. Dit overleg biedt niet enkel aan de handelaars en de buurtbewoners, maar ook aan de klanten de mogelijkheid om hun advies uit te brengen over dit project, en dit gedurende een lange periode. We zagen een vrij uitgesproken kloof tussen de handelaars, die hoofdzakelijk tegen waren, en de buurtbewoners, van wie een meerderheid voor was.*

*Vervolgens was er een handelaar die zei “we geloven u wanneer u zegt dat u niet de bedoeling heeft, noch Beliris, om een project op te leggen dat uiteindelijk een negatieve impact zou hebben en we begrijpen dat u te goeder trouw handelt en dat u denkt de terrassen te kunnen uitbreiden op het plein. Dit zou ons in staat stellen om de omzet te verhogen, maar het zou misschien een goed idee zijn om een testfase in te lassen, en om na een jaar de balans op te maken, en wij zullen u de resultaten tonen in alle eerlijkheid. Als u gelijk hebt, nodigen we u uit om een glas te drinken. Als u verkeerd zat, dan is het aan u om het project aan te passen”.*

*Dit leek ons een interessant idee. Tijdens een buitengewoon college hebben wij het dossier zeer gedetailleerd bestudeerd. Onze mobiliteitsadviseur is een toelichting komen geven en het college heeft unaniem beslist om deze testfase in te lassen. Een echte test, waarbij we ervoor zorgen dat het niets kost aan de gemeenschap, zonder geld uit te geven om structurele veranderingen door te voeren en om een omkeerbaarheid mogelijk te maken. We hebben het dan over de plaatsing van paaltjes aan de linkerkant van het plein met het gezicht naar de frituur of het hotel, en dus over de heraanleg van een rijweg waar we de toegang wilden beperken tot voertuigen die komen laden/lossen. Onze dienst Openbare Werken zou dan enkel paaltjes moeten plaatsen, zonder dat dit bijzondere kosten met zich meebrengt.*

*Dat zou ook betekenen dat we de plannen voor de voorkant van het Sofitel wijzigen. Het zou een eenrichtingsstraat worden, maar er wordt gevraagd om er een tweerichtingsstraat van te maken zodat men ook toegang heeft tot de parking die ter beschikking gesteld wordt in de Maalbeekstraat onder de gebouwen van de Regie, en om een klein rond punt te plaatsen en de verkeerslichten aan te passen. Deze schriftelijke beslissing werd meegedeeld aan Beliris en we hebben vandaag hun antwoord ontvangen. Zij zijn van mening dat het openbaar onderzoek moet verlopen zoals dit initieel gepland is, met het oude project als voorwerp, dat indien het college na afloop van het overleg de beslissing neemt om de test uit te voeren, dat het college deze beslissing genomen heeft en opnieuw zal nemen, dan zal het BROH moeten oordelen of deze wijzigingen essentieel zijn en vereisen dat het openbaar onderzoek herbegonnen wordt. Ofwel dat ze niet essentieel zijn en dat we artikel 191 van het BWRO kunnen toepassen, zodat we het overleg over dit aspect kunnen beperken.*

*Dat is exact waar we nu staan. Het college wil de omkeerbaarheid van het dossier mogelijk maken. De handelaars zijn vandaag niet meer unaniem. Zo hebben ook de handelaars van de rechterkant van het plein gevraagd om hun terras op het plein te mogen plaatsen omdat ze menen dat dit zeer rendabel kan zijn voor hun handelszaak. Deze handelaars zeggen ons: we zullen het nooit onderling eens worden en we vragen de gemeente om een bezettingsplan van het plein voor te stellen dat eerlijk en proportioneel is voor de beide kanten. We zouden willen dat het een beetje wordt zoals aan de zee, met een belangrijke aandacht voor kwaliteit wat het type parasols, stoelen, tafels betreft, dat er verschillende kleuren zijn naargelang de handelszaak en opdat het een samenhangend geheel vormt. We denken echt dat het de handelaars zeer tevreden zou maken, maar ook de bewoners en de passanten. De markt zou uiteraard behouden worden. Dit was een eis die opgenomen werd in het dossier en waar absoluut geen bezwaar tegen kwam.*

*Dat is waar we momenteel staan. We letten erop dat de omkeerbaarheid opgenomen wordt in het dossier, dat dit onmiddellijk gebeurt of via een nieuw openbaar onderzoek over dit punt.*

*Dank u voor uw interpellatie. »*

*Mevrouw Mottet neemt het woord:*

*“Bedankt voor uw antwoord. Ik begrijp dat u wilt dat de dossiers vooruitgaan, maar wij willen wel op de hoogte gehouden worden. Ik denk dat twee maanden erg lang is om informatie te krijgen over de opvolging. Ik ben blij met de richting die het uitgaat, dat is de vraag niet. Maar er is een gebrek aan communicatie. We willen dit liever van u horen op de gemeenteraad in plaats van dit via de weg vernemen.*

*Als ik het goed begrijp en samenvat waar u nu staat: de voorstellen die gedaan werden tijdens dit overleg zijn uiteraard gerijpt in de geest van het college. Het aanvankelijke plan is niet onherroepelijk en er gaan aanpassingen en omkeerbare wijzigingen voorgesteld worden. Ondertussen loopt het openbaar onderzoek over het aanvankelijke project verder*

en verbindt u zich er dus toe om na afloop van het openbaar onderzoek, zelfs indien er geen tegenkanting is van een of andere bewoner, om over te stappen naar het geamendeerde plan zoals u mij dit voorstelt. Heb ik dit zo goed begrepen ?”

Mijnheer de burgemeester antwoordt:

“U hebt exact herhaald wat ik heb gezegd en ik dank u hiervoor. Maar ik zie er het nut niet van in. We hadden u om een beetje geduld gevraagd want wel wilden u een volledig antwoord geven en u ook het antwoord van Beliris geven. We hebben het vandaag op 31 maart om 15.45 u. ontvangen in de mailbox van de secretaris. We hadden u eerder kunnen antwoorden, maar dat had u deze informatie niet gehad. Het openbaar onderzoek is nog aan de gang. Ik denk dat u perfect binnen de termijn op de hoogte gebracht bent.”

Het incident is gesloten.

Gehoord.

31.03.2014/A/023 **Interpellation de Monsieur Damien Gérard concernant la commémoration de la Première Guerre Mondiale**  
**Interpellatie van de heer Gerard betreffende de herdenking van de Eerste Wereldoorlog**

Monsieur le Bourgmestre,

Cette année, le monde entier commémore le début de la "Grande Guerre" 14-18. Or, comme vous le savez, Etterbeek jouit d'une histoire militaire très riche. Des dizaines de rues de notre commune portent le nom de militaires, héros de leur époque, dont de nombreuses figures de la première guerre mondiale. Pensons au Général Henry, au Général Leman, au Général Jacques de Dixmude, etc.

Il me semblerait dès lors opportun qu'Etterbeek commémore aussi, à sa façon, le début de la Grande Guerre et participe, à son niveau, au travail de mémoire qui l'accompagne. Il s'agirait également d'un bon moyen de raviver une partie de l'histoire de notre commune, ainsi que de sensibiliser la population, et en particulier les plus jeunes générations, à cette histoire à la fois mondiale et locale.

Je vous serais dès lors reconnaissant de bien vouloir m'indiquer: (i) si le Collège a le projet de s'associer d'une façon ou d'une autre aux commémorations du début de la guerre 14-18; et, dans l'affirmative (ii) si des initiatives concrètes sont déjà prévues ou pourraient être mises en place et, le cas échéant, les types d'activités envisageables, selon vous, et les collaborations qui pourraient être initiées dans ce cadre. Je me tiens naturellement à votre disposition pour y réfléchir, le cas échéant.

Merci d'avance pour vos réponses.

Veuillez trouver ici, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de ma meilleure considération.

Damien Gerard

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Je propose que Monsieur Robert, qui en un autre temps, a été Echevin de l'Histoire et qui est resté très proche de cette préoccupation prenne d'abord la parole, et puis s'il y a lieu de compléter, un membre du Collège le fera. »

Monsieur Robert prend la parole :

« Et bien, Monsieur Gérard, nous allons nous retrouver dans une grande unanimité vous et moi. Vous savez que la guerre 14-18 a débuté en Belgique le 4 août, l'armée allemande ayant commencé à envahir la Belgique par le pont de Visé. Nous allons réaliser une exposition qui illustre la guerre 14-18 en Belgique par le biais de certaines rues d'Etterbeek. Et comme vous l'avez dit, elles sont très nombreuses à évoquer la première guerre mondiale mais pas « Général Henry ». Il y en a de nombreuses autres. Il y a : le général Leman qui était le commandant des forts de Liège, blessé au Fort de Bonnelles, le général Molitor qui est le vainqueur de Tabora et qui est d'ailleurs l'aïeul de Marc Molitor qui était présent ici, Edmond Thieffry, héros de l'aviation, Bernheim qui a commandé la place de Liège, Jacques de Dixmude qui est également très connu. Il y a des batailles : Pervyse, Tervaele, Ramskapelle, ... donc je vais être exhaustif. Vous avez des dates : la place du 4 août, l'avenue du 11 novembre. Il y a un bateau, c'est le Vindicte. Il y a une personne, le Roi Vainqueur. Nous allons donc montrer des photos d'époque agrandies, des cartes postales commentées, qui illustrent et qui expliqueront aux habitants qui viendront visiter l'exposition ce que leur rue veut vraiment dire.

L'épisode des autocanons, ces automitrailleuses qui ont été transférées du front de l'ouest vers le front de l'est et en 1917 quand Lenine a pris le pouvoir, ont du partir et ont traversé le monde entier pour revenir après la guerre 14-18 en Belgique. Nous exposerons donc des photos et des maquettes de ces différents autocanons.

Nous mettrons également en avant certains héros etterbeekois : le premier mort Etterbeekois de la guerre s'appelait Capulino Beaumont. C'était un commandant, il est né à Lisbonne c'est pour cela qu'il porte un prénom un peu exotique. Monsieur Deloneux également, qui était un étudiant en droit et qui fait partie des premiers morts d'Etterbeek. Il est mort sauf erreur de ma part le 5 août, son avocat était Edmond Thieffry, il avait son cabinet d'avocat rue Général Leman et tous ces documents vont être agrandis et publiés.

Nous parlerons également de ce qui s'est passé vraiment à Etterbeek, nous avons des photos de la vie quotidienne, des services de secours. Il y a eu un important mouvement de solidarité ici dans la population etterbeekoise et aussi une occupation très originale parce que l'armée allemande et l'artillerie lourde allemande étaient aux casernes. Nous avons des photos de tout ça. Vous verrez aussi des photos d'allemands qui se promènent, de tous les pigeons qui avaient été confisqués car ils pouvaient servir pour la résistance, et entassés dans des cages au Cinquantenaire.

Nous montrerons également des objets comme des casques beiges, casques à pointe : casques allemands de 1915, des armes, des médailles. Un CD dans lequel il aura plus ou moins 300 photos d'époque en rapport avec Etterbeek a déjà été réalisé.

Nous montrerons également une affiche qui est celle de la première exposition sur la guerre 14-18 à Etterbeek qui date de 1920.

Cette exposition aura lieu à la maison communale, en septembre. Par la suite, l'exposition déménagera vers la bibliothèque et à l'espace Senghor. »

Monsieur Jean Laurent prend la parole :

« Indépendamment des expositions, dont le maître d'œuvre est Jean-Luc Robert et le cercle d'histoire d'Etterbeek, nn a retenu quatre idées particulières.

Tout d'abord, à travers un plan qui se déroule sur la durée de la guerre, quatre ans : des commémorations de 2014 à 2017 voir même jusque 2018, toucher plus particulièrement la jeunesse, raccrocher l'histoire à Etterbeek, remettre le contexte de la guerre vers une idée de paix à l'égard des jeunes et donc d'en tirer des leçons pour l'avenir et de les partager avec les jeunes. A ce titre là, et on pourra vous remettre un rapport complet. Nous avons fait une demande de subsides auprès de VisitBrussels, beaucoup d'initiatives était développée au niveau communal. Je tiens également à souligner que, tant les services de cultures « francophone » et « néerlandophone » développent également des initiatives, notamment un livret sur les noms de rues pour la culture néerlandophone et des voyages sur le front de l'Yser ou encore un parcours culturo-historique et encore des cartes postales liées à ça, pour la culture francophone.

En ce qui concerne la compétence Histoire, en 2014 on prévoit, et on vise plus particulièrement les élèves de 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> primaires, la projection d'un film sur la Grande Guerre. On pensait à Joyeux Noël, avec Dany Boon, qui permettrait aussi de présenter l'image de la fraternisation sur les fronts de 14-18 et notamment dans les tranchées, la visite de l'exposition etterbeekoise dont on vous a parlé et l'autre grande exposition etterbeekoise, le Musée Royale de l'Armée.

En 2015, c'est la mise en évidence de Philippe Bauqc et d'Edith Cavell qui étaient intrinsèquement liés. L'ASBL Edith Cavell nous a contacté et avec le soutien de l'ambassade de Grande Bretagne, nous allons faire le nécessaire pour passer également l'info par rapport au rôle joué par ces deux personnalités qui, toutes les deux, ont été fusillées après 2

mois de détention.

En 2016, on prévoit avec des jeunes la visite sur les sites de Comines-Warneton et la visite du Musée des Tranchées avec des jeunes.

En 2017, c'est l'hommage particulier à Edmond Thieffry et donc à son passage célèbre au dessus du Collège Saint-Michel. Et également fin 2017, l'excursion du Westhoek et la visite guidée notamment du « Boyau de la Mort ».

On va essayer de viser des centaines de jeunes. On va également, dans ces commémorations, mettre en évidence le travail qui est fourni à l'égard des pelouses d'honneur au cimetière avec le soutien de l'Echevin Patrick Lenaers. Nous avons l'espoir de pouvoir organiser une grande commémoration en présence des enfants place du Roi Vainqueur avec un fleurissement on l'espère, de coquelicots. On ne sait pas si on arrivera à le faire au mois de novembre mais on fera venir des coquelicots à un moment ou à un autre.

Pour l'ensemble de ces initiatives, on a obtenu un subside de 3000€ de VisiBrussels et pour les activités plus liées aux jeunes, on a un subside de 14000€ qu'on espère pouvoir utiliser de manière concrète pour faire passer cette idée de paix, de mémoire et aussi par rapport à ceux qui ont défendu une certaine idée de la liberté. »

Monsieur le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Gérard j'espère que dans vos publications et dans vos mémoires, vous rendrez hommage à la façon magnifique dont le Collège et le Conseil ont rendu hommage à votre interpellation et que vous êtes pleinement satisfait. »

Madame Sandra Jen prend la parole :

« Merci Monsieur le Président, je souhaitais insister pour qu'une communication à l'intention des différentes communautés résidants dans notre commune soit mise en place et que l'Echevinat des Affaires Européennes soit étroitement associé afin d'informer les etterbeekois bien à l'avance, notamment les enfants. Je pense que ça serait une belle occasion d'organiser quelque chose de conjoint par tout le monde. »

Monsieur Gérard prend la parole :

« Effectivement, je me réjouis vraiment de toutes ces activités, je réserve déjà une visite guidée de l'exposition avec Monsieur Robert et tout cela m'incite à continuer à remettre des interpellations à tous les Conseils. »

L'incident est clos.

Entendue

Mijnheer de burgemeester,

Dit jaar herdenkt de hele wereld het begin van de 'Grote Oorlog' van 14-18. Zoals u weet, heeft Etterbeek een rijk militair verleden. Tientallen straten van onze gemeente dragen de namen van militairen, helden in hun tijd, waarvan heel wat figuren uit de Eerste Wereldoorlog. Ik denk hierbij aan generaal Henry, generaal Leman, Generaal Jacques de Dixmude, enz.

Volgens mij zou het daarom wenselijk zijn dat ook Etterbeek op haar manier het begin van de Grote Oorlog herdenkt, op haar niveau deelneemt aan het bijbehorende herinneringswerk en ook de bevolking bewust maakt, vooral dan de jongere generaties, van dit zowel wereldwijde als lokale stukje geschiedenis.

Ik verzoek u daarom om mij mee te delen (i) of het college van plan is om zich op de ene manier aan te sluiten bij de herdenkingen van het begin van de oorlog van 14-18, en zo ja; (ii) of er al concrete initiatieven op stapel staan of gerealiseerd zouden kunnen worden. Als dit het geval is, aan welke activiteiten denkt u zoal en welke samenwerkingsverbanden kunnen er in dit kader opgezet worden? Ik sta uiteraard tot uw beschikking om hier indien nodig mee over na te denken.

Dank bij voorbaat voor uw antwoord.

Met vriendelijke groeten,

Damien Gerard.

Mijnheer de burgemeester neemt het woord:

"Ik stel voor dat de heer Robert, die nog schepen van Geschiedenis geweest is en wie deze bevoegdheid nog na aan het hart licht, eerst het woord neemt, en vervolgens, indien er nog aanvullingen nodig zijn, om een collegelid aan het woord te laten."

De heer Robert neemt het woord:

"Mijnheer Gérard, u en ik gaan het volkomen eens zijn. U weet dat de Eerste Wereldoorlog in België uitbarstte op 4 augustus toen het Duitse leger België binnenviel via de brug van Visé. We gaan een tentoonstelling houden die de oorlog van 14-18 toont aan de hand van bepaalde Etterbeekse straten. En zoals u gezegd heeft, zijn er heel wat straten die iets te maken hebben met de Eerste Wereldoorlog, zij het evenwel niet de Generaal Henrystraat. Wel zijn er tal van andere, zoals de Generaal Lemanstraat, indertijd commandant van de Luikse fortengordel, die gewond raakte aan het Fort van Bonnelles; er is generaal Molitor, die de overwinnaar was van de slag van Tabora en die overigens de grootvader is van Marc Molitor, die hier aanwezig was; er is Edmond Thieffry, de luchtvaartheld; Bernheim, die het bevel had over ... van Luik, Generaal Jacques de Dixmude, die ook zeer bekend is. Er zijn de veldslagen van Pervyze, Tervate, Ramskapelle ... Ik ga zeer uitvoerig zijn. Er zijn de data: het Vier Augustusplein, de 11 Novemberlaan. Er is een boot, de Vindictive. Er is een persoon: de Koning Overwinnaar. In de tentoonstelling gaan we vergrote foto's van die tijd tonen, postkaarten met commentaar, die tonen en uitleggen aan de bewoners die de tentoonstelling komen bezoeken waar hun straat werkelijk naar verwijst.

Het verhaal van de snelvuurkanonnen, een soort van pantservoertuigen die van het westelijke front verplaatst zijn naar het oostelijke front en die in 1917, toen Lenin de macht overnam weer vertrokken zijn en de hele wereld afgereisd zijn om weer in België te belanden na de Eerste Wereldoorlog. We zullen foto's en maquettes van deze snelvuurkanonnen tentoonstellen.

We gaan ook enkele Etterbeekse helden belichten. De eerste Etterbeekse gesneuvelde heette Capitulino Beaumont. Het was een commandant die geboren was in Lissabon. Daarom draagt hij een ietwat exotische naam. Er is ook mijnheer Deloneux, een student rechten die deel uitmaakte van de eerste Etterbeekse doden. Als ik me niet vergis, is hij gesneuveld op 5 augustus. Zijn advocaat was Edmond Thieffry en hij had een advocatenkantoor in de Generaal Lemanstraat. Al deze documenten gaan uitvoerig en tentoongesteld worden.

We gaan het ook hebben over wat er echt in Etterbeek gebeurd is. We hebben foto's van het dagelijkse leven, van de hulpdiensten. Er heerste een grote solidariteit onder de Etterbeekse bevolking en ook een zeer bijzondere bezetting, want het Duitse leger en de zware Duitse artillerie waren gelegerd in de kazernes. We hebben foto's van dit alles. U zult ook foto's te zien krijgen van Duitsers die een wandeling maken, van alle duiven die ze in beslag genomen hebben omdat deze gebruikt konden worden door het verzet, en die in kooien gestopt werden in het Jubelpark.

We tonen ook voorwerpen zoals beige helmen, punthelmen: Duitse helmen uit 1915, wapens, medailles. Er werd reeds een cd gemaakt met ongeveer 300 foto's uit die tijd in verband met Etterbeek.

We tonen ook een affiche over de eerste tentoonstelling over de oorlog van 14-18 in Etterbeek die dateert van 1920.



*De tentoonstelling zal plaatsvinden in het gemeentehuis in september. Daarna verhuist de tentoonstelling naar de bibliotheek en de Espace Senghor."*

*De heer Jean Laurent neemt het woord:*

*"Los van de tentoonstellingen, die onder de verantwoordelijkheid vallen van Jean-Luc Robert en de geschiedkundige kring van Etterbeek, hebben we vier bijzondere ideeën geselecteerd.*

*Allereerst, volgens een plan dat loopt over de duur van de oorlog en dus over vier jaar: een reeks herdenkingen van 2014 tot 2017 of zelfs tot in 2018, met de bedoeling om vooral de jongeren aan te spreken, om de geschiedenis te linken met Etterbeek, de context van de oorlog vertalen naar vandaag en het idee van vrede naar waarde doen inschatten door de jongeren. In dit verband, en we kunnen u hiervan een volledig rapport bezorgen, hebben we subsidies aangevraagd bij VisitBrussels. Er zijn tal van initiatieven ontwikkeld op het vlak van de gemeente. Ik wijs er ook op dat zowel de Franstalige als de Nederlandstalige cultuurdiensten initiatieven gaan opzetten, waaronder een boekje over de straatnamen voor de dienst Nederlandstalige cultuur en reizen naar de Westhoek of een cultuurhistorisch parcours met bijbehorende postkaarten, door de dienst Franstalige cultuur.*

*Wat de bevoegdheid Geschiedenis betreft, zijn we van plan om in 2014, en we richten ons voornamelijk op de leerlingen van het 5<sup>de</sup> en 6<sup>de</sup> leerjaar, een film te vertonen over de Grote Oorlog. We dachten aan de film Joyeux Noël, met Dany Boon, die ook een beeld van verbroedering zou kunnen tonen van op het front, en vooral dan in de loopgraven, er is een bezoek aan de Etterbeekse tentoonstelling waarover we het al hadden en een bezoek aan de andere grote Etterbeekse tentoonstelling in het Koninklijk Legermuseum.*

*In 2015 zetten we Philippe Baucq en Edith Cavell in de spotlight, die nauw verbonden waren met de gebeurtenissen. De vzw Edith Cavell heeft contact met ons opgenomen en met de steun van de ambassade van Groot-Brittannië gaan we het nodige doen om ook de informatie te verstrekken over de rol van deze twee mensen die beide gefusilleerd werden na twee maanden gevangenschap.*

*In 2016 zijn we van plan om samen met jongeren een bezoek te brengen aan de sites van Komen-Warneton en het loopgravenmuseum.*

*In 2017 willen we bijzondere hulde brengen aan Edmond Thieffry en dus aan zijn beroemde vlucht over het Sint-Michielscollege. Ook in 2017 willen we een excursie doen naar de Westhoek en een geleide wandeling langs de dodengang.*

*We gaan proberen om honderden jongeren te bereiken. In de herdenkingen gaan we ook aandacht besteden aan het werk dat verricht wordt op de ereperkes op de begraafplaats, met de steun van schepen Patrick Lenaers. We hopen om in het bijzijn van de kinderen een grote herdenking te kunnen organiseren op het Koning Overwinnaarplein, waarbij we klaprozen zouden planten. We weten nog niet of we dit kunnen doen in de maand november, maar we gaan op een zeker moment wel klaprozen bestellen.*

*Voor al deze initiatieven hebben we een subsidie verkregen van € 3000 van VisitBrussels en voor de activiteiten voor jongeren een subsidie van € 14 000, die we hopen op een concrete manier te gebruiken om deze gedachte van vrede, herdenking, en ook de herinnering aan diegenen die hun idee van vrijheid wilden verdedigen, mee te geven aan de jongeren."*

*Mijnheer de burgemeester neemt het woord:*

*"Mijnheer Gerard, ik hoop dat u in uw publicaties en in uw memoires lof zal betuigen aan de geweldige manier waarop het college en de raad zich ingezet hebben om te antwoorden op uw interpellatie en dat u volledig tevreden bent."*

*Mevrouw Sandra Jen neemt het woord:*

*"Dank u, mijnheer de voorzitter. Ik zou erop willen aandringen dat er hierover gecommuniceerd wordt met de verschillende gemeenschappen in onze gemeente en dat het schepenambt van Europese Aangelegenheden nauw betrokken wordt om de Etterbekenaars ruim op voorhand op de hoogte te brengen, en vooral dan de kinderen. Ik denk dat dit een mooie gelegenheid zou zijn om iets gezamenlijks te organiseren voor iedereen."*

*De heer Gérard neemt het woord:*

*"Ik ben inderdaad zeer blij met al deze activiteiten, en reserveer al een geleid bezoek aan de tentoonstelling met de heer Robert. Dit alles moedigt mij aan om interpellaties te blijven indienen op alle gemeenteraden."*

Het incident is gesloten.

Gehoord.

Arnaud Van Praet quitte la séance  
Arnaud Van Praet verlaat de zitting

---

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 23h45.  
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt gesloten om 23h45.

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,  
De Burgemeester-Voorzitter,

Christian Debaty

Vincent De Wolf